

## REVISION SIMPLIFIEE PLU

Procédure	Prescription	Approbation
Elaboration du POS	13/03/1972	20/02/1980
1 <sup>ère</sup> révision	20/02/1980	04/09/1985
1 <sup>ère</sup> modification	04/11/1987	04/02/1988
2 <sup>ème</sup> révision	10/03/1986	25/06/1990
3 <sup>ème</sup> révision	23/03/1992	08/12/1993
4 <sup>ème</sup> révision	21/12/1993	20/11/1995
1 <sup>ère</sup> modification	01/01/1997	07/08/1997
2 <sup>ème</sup> modification	01/01/2000	14/08/2004
1 <sup>ère</sup> mise en compatibilité	01/01/2004	13/04/2004
1 <sup>ère</sup> mise à jour	12/09/2000	15/03/2005
Mise à jour (extension ZAD Saint-Anne)	13/02/2009	25/02/2009
5 <sup>ème</sup> révision du POS valant PLU	02/07/2002	23/10/2009
1 <sup>ère</sup> modification simplifiée	08/03/2010	13/04/2010
2 <sup>ème</sup> modification simplifiée	01/07/2010	07/09/2010
3 <sup>ème</sup> modification simplifiée	07/10/2010	12/04/2011
4 <sup>ème</sup> modification simplifiée	19/12/2012	25/02/2013
5 <sup>ème</sup> modification simplifiée	17/04/2013	13/06/2013
1 <sup>ère</sup> révision simplifiée	12/04/2012	

## 2- RAPPORT DE PRESENTATION



## MAITRE D'OUVRAGE



■ MAIRIE DE PORTIRAGNES  
Hôtel de ville – 1 avenue Jean Moulin  
34420 Portiragnes  
Tel : 04 67 90 94 44  
[urbanisme@ville-portiragnes.fr](mailto:urbanisme@ville-portiragnes.fr)

## MAITRISE D'ŒUVRE



■ 5, Place du 8 mai 1945  
34070 Montpellier  
T : 04 67 27 13 13  
[atelier@garcia-diaz.fr](mailto:atelier@garcia-diaz.fr)

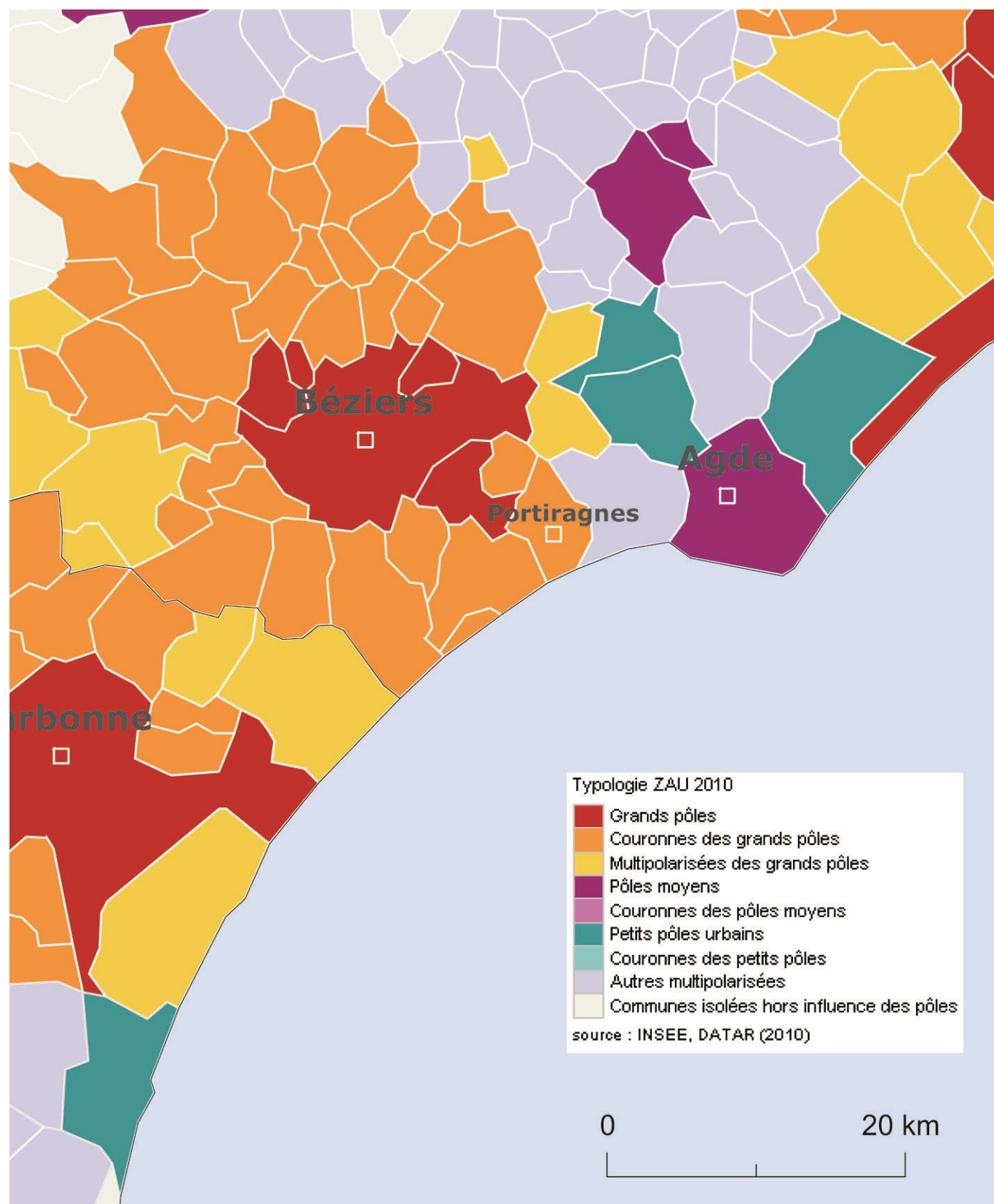
## SOMMAIRE

1.	ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE ET URBAIN DE LA COMMUNE .....	4
1.1	DEMOGRAPHIE .....	6
1.2	LE LOGEMENT .....	7
1.3	EMPLOI ET NIVEAU DE VIE .....	11
	LES SECTEURS D'ACTIVITÉ .....	12
	LE TOURISME .....	12
	LES ZONES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE .....	12
1.4	LES EQUIPEMENTS COMMUNAUX .....	16
1.5	LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURES .....	18
2.	ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE SECTEUR SAINT-ANNE .....	31
2.1	ENVIRONNEMENT PHYSIQUE .....	32
2.2	ENVIRONNEMENT NATUREL .....	41
2.3	URBANISME REGLEMENTAIRE .....	51
2.4	OCCUPATION DU SOL ET AMBIANCE PAYSAGERE .....	55
2.5	PATRIMOINE .....	56
2.6	COMMODITE DE VOISINAGE .....	58
3.	MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA REVISION SIMPLIFIEE DU PLU .....	61
4.	INCIDENCE DU PROJET .....	64
4.1	IMPACTS SUR LE MILIEUX PHYSIQUE .....	65
4.2	IMPACTS SUR LE MILIEUX NATURELS .....	65
4.3	IMPACTS SUR LE MILIEU HUMAIN .....	65
4.4	IMPATCS SUR L'URBANISME REGLEMENTAIRE .....	65
4.5	IMPACTS SUR LES RESEAUX .....	66
4.6	IMPACTS SUR LE PAYSAGE .....	66
4.7	IMPACTS SUR LE PATRIMOINE .....	66
4.8	IMPACTS SUR LES COMMODITES DE VOISINNAGE .....	66

## 1. ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE ET URBAIN DE LA COMMUNE



L'analyse des données socio-économiques doit s'effectuer à plusieurs niveaux afin d'être pertinente. Ainsi il convient de comparer les données à la fois au niveau du département, de l'aire urbaine de Béziers et de la Commune de Portiragnes.



**Grands pôles :** unités urbaines comptant au moins 10 000 emplois.

**Couronnes des grands pôles :** ensemble des communes dont au moins 40% des actifs occupés travaillent hors de leur commune de résidence dans un grand pôle ou dans des communes de sa couronne.

## 1.1 DEMOGRAPHIE

### 1.1.1 Un territoire toujours attractif, mais en phase de relâchement.

	Portiragnes	Aire urbaine Béziers	Hérault
Pop° 1999	2 278	141 045	896 441
Variation annuelle moyenne 1999-2007	3,9%	1,3%	1,5%
Pop° 2007	3 094	156 906	1 011 207
Variation annuelle moyenne 2007-2012	0,9%	1,1%	1,3%
Pop° 2012	3 243	165 498	1 077 627

Au sein du département de l'Hérault et de l'aire urbaine de Béziers, la commune de Portiragnes témoigne d'une évolution positive de sa population. Son taux de variation annuel a nettement été supérieur à celui du département et de l'agglomération pour la période 1999-2007 : 3,9% contre respectivement 1,1% et 1,3%. Ce chiffre démontre l'attractivité de la commune qui s'explique notamment par la proximité de grands équipements d'infrastructures (aéroport, autoroute A9 notamment) conjugué à la qualité de vie d'une commune rurale et dont l'accès immédiat à la mer renforce le dynamisme. Toutefois durant la période 2007-2012 son taux de population est resté positif mais a eu tendance à se stabiliser.

Plus globalement l'aire urbaine de Béziers et le département de l'Hérault connaissent des taux de variation positifs mais en légère baisse depuis 1999. Cela peut s'expliquer par la forte attractivité de Montpellier qui concentre la majorité des flux de population au sein du département.

### 1.1.2 Une population très dépendante et âgée

Le ratio de dépendance démographique est fonction de la structure par âge de la population. C'est le rapport du nombre d'individus supposés « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne – jeunes et personnes âgées – et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge. L'indicateur clé de la dépendance démographique utilisée ici rapporte le nombre d'individus de moins de 20 ans et de plus de 65 ans à la population de 20 à 64 ans. Deux autres indicateurs sont présentés ici : le taux de dépendance des jeunes (individus de moins de 20 ans) et le taux de dépendance des personnes âgées (65 ans et plus), tous deux calculés par rapport au nombre d'individus de 20 à 64 ans.

Leur évolution est fonction des taux de mortalité et de fécondité et des soldes migratoires. Comme dans la plupart des pays de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'augmentation de l'espérance de vie et le déclin des taux de fécondité se traduisent par une hausse du ratio de dépendance des personnes âgées et une baisse du taux de dépendance des jeunes.

RATIO DE DEPENDANCE DEMOGRAPHIQUE			
	Pers Agées (+65 ans)	Jeunes (-20 ans)	Dépendance démographie globale
Portiragnes	43,1%	39,9%	83,1%
Aire urbaine Béziers	41,1%	41,9%	83%
Hérault	32,8%	40,2%	73%
France	29,9%	42,3%	72,2%

Source : Insee, RP 2012

Pour la commune de Portiragnes, le ratio de dépendance démographique est identique à celui de l'Aire Urbaine de Béziers mais dépasse largement celui du département de l'Hérault qui est quasiment comparable à celui de l'échelon national. Dans le détail on peut s'apercevoir que le ratio de dépendance des jeunes varie peu entre les échelles, traduisant population jeune sur l'ensemble du territoire national. En revanche, le ratio de dépendance des personnes âgées est nettement supérieur à la moyenne nationale et départementale, tant pour l'aire urbaine de Béziers que pour Portiragnes.

Ces ratios indiquent que la population de la commune est plutôt âgée, d'où une nécessaire dynamisation à mettre en place par l'arrivée de nouveaux habitants.

### 1.1.3 La structure des ménages

Un ménage, au sens du recensement de la population, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne. Il y a égalité entre le nombre de ménages et le nombre de résidences principales.

En 2012, la France compte 28,3 millions de ménages. Un tiers d'entre eux est constitué d'une seule personne ; ils regroupent 15 % de la population vivant dans un ménage. Avant 50 ans, les personnes habitant seules dans leur logement sont surtout des hommes, mais après 75 ans, les femmes sont largement majoritaires (80 %), celles-ci survivant souvent à leur conjoint. La part des ménages constitués d'un couple sans enfant au domicile a également augmenté (26 %). Dans les deux cas, le vieillissement de la population est largement en cause.

En France, vivre en couple marié reste la situation conjugale la plus répandue et les familles « traditionnelles » de parents mariés représentent encore plus d'une famille avec enfants mineurs sur deux. Les familles recomposées sont un peu plus fréquentes en 2011 qu'en 1999 (+ 0,6 million).

En 2012, 28 % des ménages comptent au moins un enfant mineur vivant avec un ou deux parents (voire un parent et un beau-parent). Sur les 8 millions de familles avec enfant(s) de moins de 18 ans, 1,8 million sont des familles monoparentales, soit 22 %. Cette part a fortement augmenté depuis 1999. Dans 85 % des cas, les enfants résident principalement avec leur mère. Les familles monoparentales comptent en moyenne moins d'enfants au domicile que les couples avec enfants (1,6 contre 1,8). La monoparentalité concerne davantage les mères les moins diplômées. Pour cette raison notamment, elles connaissent fréquemment des difficultés d'insertion sur le marché du travail et leurs conditions de vie sont en moyenne moins favorables. Les parcours des hommes et leur situation familiale restent très différents de ceux des femmes, avec une remise en couple plus rapide après une rupture et moins d'écart entre les pères de familles monoparentales et les autres pères en termes de diplôme. (source INSEE, mars 2016).

La commune de Portiragnes ne déroge pas à cette tendance, le nombre moyen d'occupants par ménage reste similaire à la moyenne nationale (2,2 contre 2,3). Par ailleurs les ménages d'une seule personne ont augmenté de 67,7% entre 1999 et 2012. Les familles monoparentales ont connu une hausse de 113% entre cette période.

Ces évolutions démographiques et sociales ne sont pas sans répercussion au niveau des besoins en logement. D'où la traduction d'un projet urbain qui doit répondre à la demande des ménages en terme de logement, mais également en termes de typologie de logement qui doit favoriser la production de 2 et 3 pièces, les familles monoparentales et les ménages d'une personne représentant plus de 36% des ménages.

## 1.2 LE LOGEMENT

### 12.1 structure du parc de logements

Le parc de logements sur la commune de Portiragnes est majoritairement composé de logements secondaires.

Ensemble	1999	2007	Evolution en % De 1999 à 2007	2012	Evolution en % De 2007 à 2012
Résidences principales	953	1 361	42,8%	1 441	5,9%
Résidences secondaires et logements occasionnels	2487	2 517	1,2%	2 696	7,11%
Logements vacants	53	126	137,7%	112	-11,1%
<b>TOTAL</b>	<b>3493</b>	<b>4 004</b>	<b>14,6%</b>	<b>4 249</b>	<b>6,11%</b>

Source : INSEE

L'évolution des résidences principales entre 1999 et 2007 confirme l'attractivité de la commune. Toutefois ce chiffre a tendance à se stabiliser pour la période 2007-2012. En ce qui concerne les résidences secondaires, ces dernières connaissent une évolution constante depuis 1999. Elles ont augmenté de 7% entre 2007 et 2012, traduisant le caractère touristique de la commune.

Ainsi les résidences principales comptent pour 33,9% du parc de logement en 2012. Bien que cette tendance se confirme sur la dernière décennie, le parc de résidences principales reste très en dessous du niveau de l'aire urbaine de Béziers qui compte 72,3% de résidences principales.

En ce qui concerne les logements vacants, bien que leur nombre ait plus que doublé en dix ans, leur part dans le parc de logement reste faible, à hauteur de 2,6%, et a même diminuée entre 2007 et 2012, en comparaison de l'aire urbaine de Béziers qui compte 11,1% de logements vacants.

Parmi cette répartition, les logements individuels et collectifs sont répartis comme suit :

-maisons :	93%	Cette répartition reste une constante sur la commune ces deux dernières décennies.
-appartements :	6,5%	
-autres (foyers, meublés, précaires,...):	0,5%	

Pour rappel les moyennes du département de l'Hérault sont les suivantes :

- Résidences principales : 73,8%
- Résidences secondaires : 18,8%
- Logements vacants : 7,3%

## 1.2.2 Evolution de la production de logements

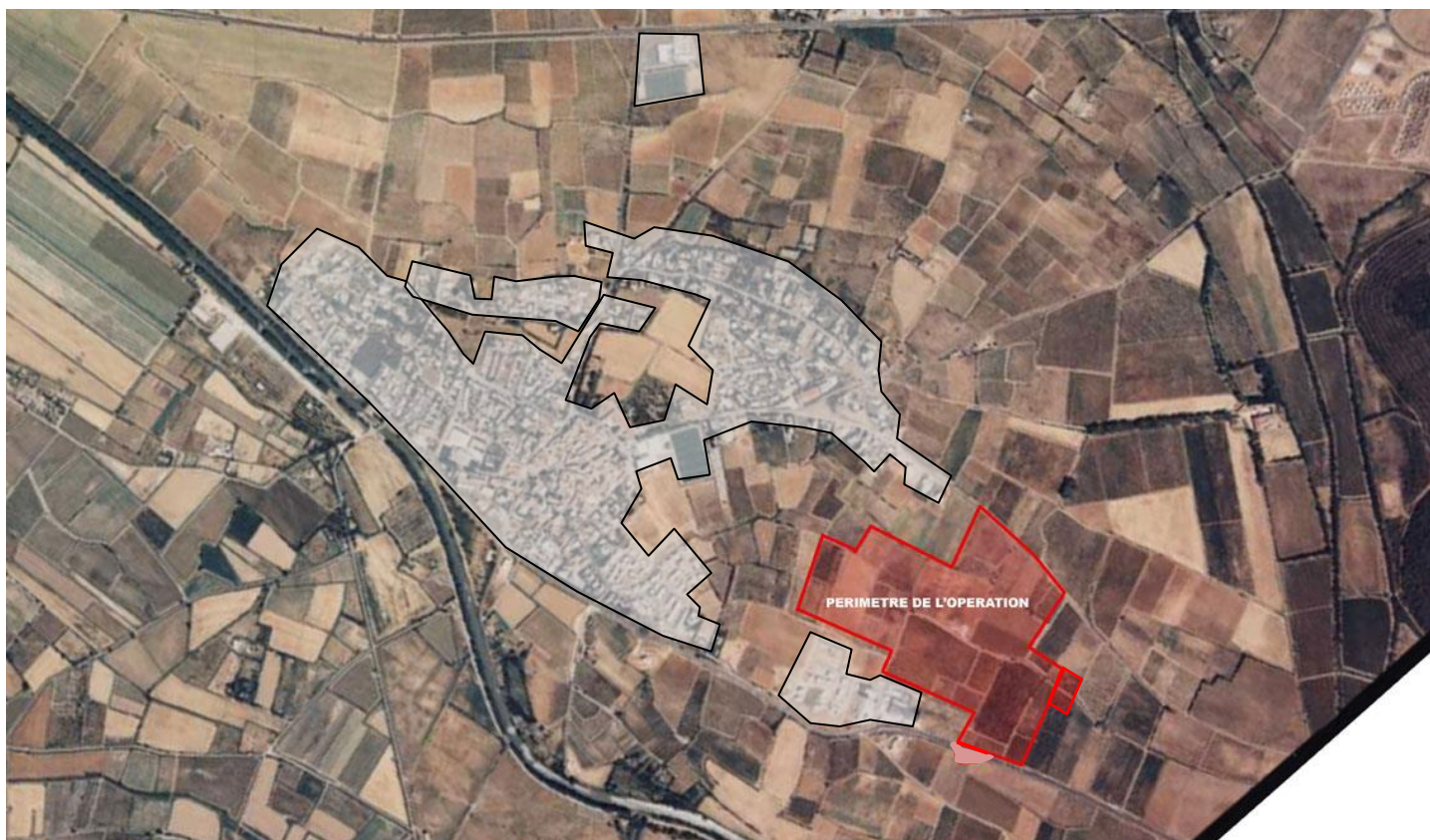
Logements neufs autorisés par type de 2002 à 2012				
Année	Individuel	Individuel groupé	Collectif	TOTAL
2005	50	5	-	55
2006	13	7	-	20
2007	6	-	35	41
2008	4	4	-	8
2009	17	15	-	32
2010	5	4	17	26
2011	7	2	-	9
2012	7	3	-	10
2013	1	-	-	1
2014	8	11	-	19
2015	19	-	-	19
Total	137	51	52	240

Source : Sit@del2

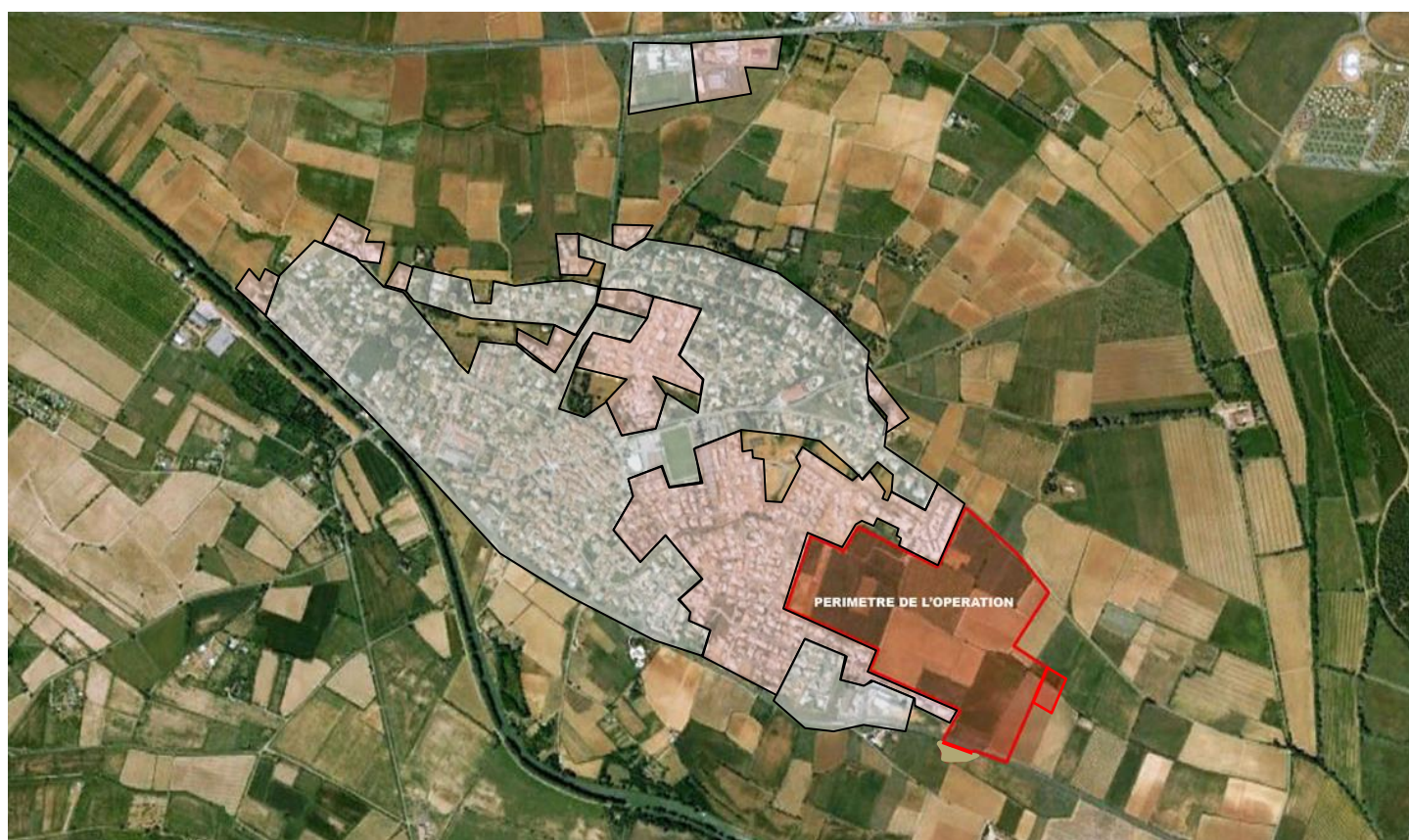
L'essentiel des permis de construire délivrés par la commune concernent des logements individuels. Entre 2005 et 2015, seulement 51 logements collectifs ont été autorisés, en 2007 et 2010. Cela traduit le faible taux d'appartements dans la commune (6,5%, Insee 2012).



### 1.2.3 Evolution de la tâche urbaine

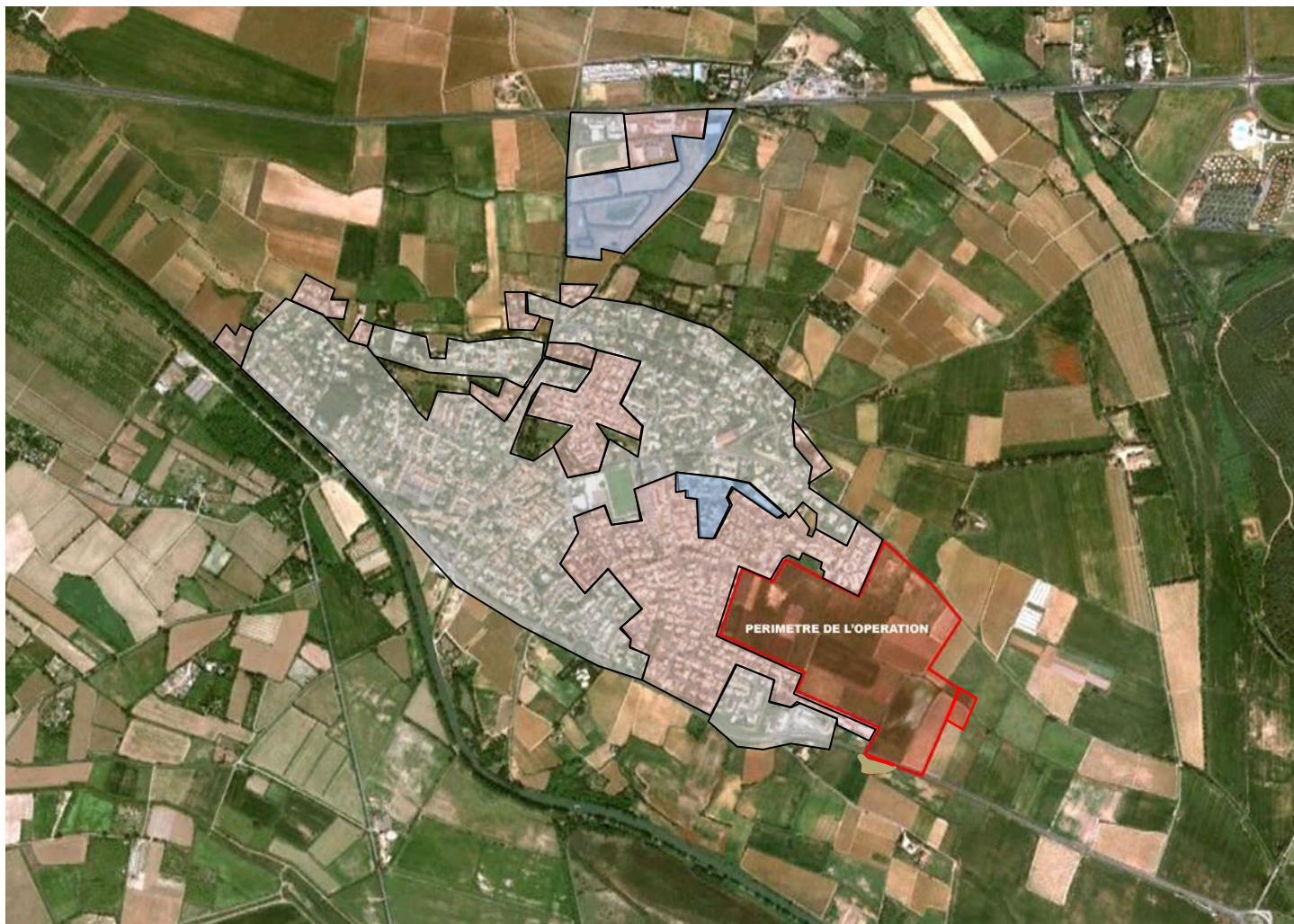


En 1995 l'urbanisation se concentre autour du centre ancien et le long des axes existants. Un secteur complètement déconnecté de l'urbanisation se développe à l'est de la commune, signe d'un manque de cohérence.



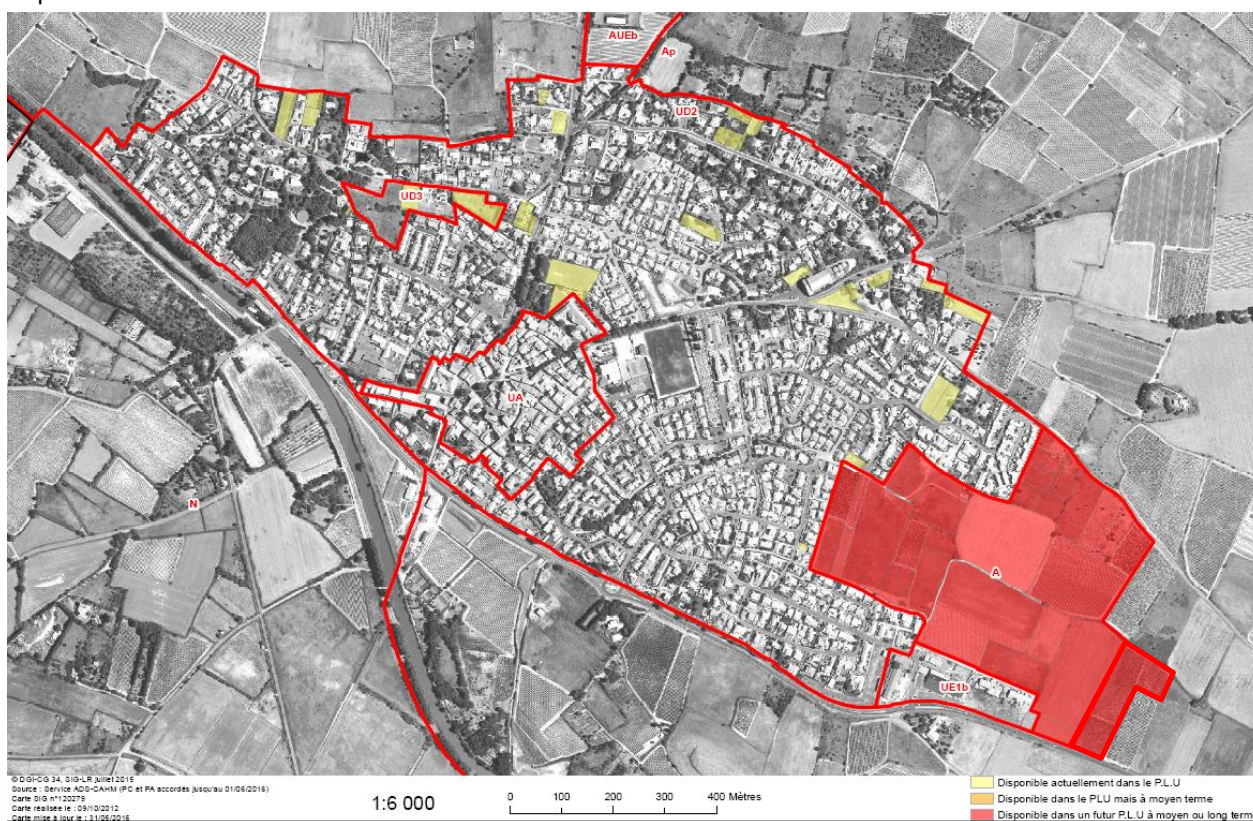
Cette photo aérienne de 2005 permet de constater que la commune poursuit son développement en multipliant les lotissements qui s'agrègent les uns aux autres en fonction des opportunités foncières. En conséquence les axes majeurs jusqu'ici préservés sont alors noyés dans un réseau de voiries sans hiérarchie.





En 2010 l'urbanisation de la commune est en transition.

En mai 2016, environ 27 parcelles représentant environ 3,18 ha en zone U ont été recensées (cf. carte ci-dessous). Une initiative publique semble compliquée à mettre en place afin de susciter des projets chez des particuliers, tant le mitage de ces parcelles est important.





En ce sens le secteur de Saint-Anne offre l'opportunité pour la commune de maîtriser son développement sur la prochaine décennie.

Au travers de la procédure de ZAC la commune restera maîtresse de l'urbanisation de son territoire, et notamment en ce qui concerne la qualité des espaces publics.

Par ailleurs, l'utilisation rationnelle du foncier induira une gestion financière optimisée pour la Commune dans l'entretien des réseaux.

Enfin l'apport d'une nouvelle population aura pour effet de redynamiser la commune.

#### 1.2.4 Statut d'occupation

En 2012, sur l'ensemble du parc de résidences principales, 67,2% étaient occupées par des propriétaires et 29,8% par des locataires. A titre de comparaison l'aire urbaine de Béziers fait état de 59,2% de propriétaires et de 38,5% de locataires. Le rapport est donc plus équilibré entre ces deux statuts à l'échelle de l'aire urbaine.

À l'échelle de la commune on peut également noter une part non négligeable que représentent les logés gratuitement. Ce statut représente 3,1% de l'ensemble des résidences principales. Toutefois, pourcentage est en nette baisse depuis 1999, il était alors de 7,8%.

#### Les logements sociaux :

En 2009 le rapport de présentation du PLU en vigueur faisait état de 61 logements sociaux en service, et de 26 logements en cours de création, soit 87 logements sociaux.

En 2016, la commune compte désormais 101 logements sociaux, soit environ 7% du parc des résidences principales.

Bien que n'étant pas actuellement soumise aux obligations de respecter une part de 25% de logements sociaux sur son territoire en raison d'une population en dessous des 3500 habitants, la commune doit anticiper ce cadre car elle pourrait atteindre ce niveau de population par le simple jeu du comblement des dents creuses par les particuliers. Les dents creuses représentent en effet environ 3,18ha en zone urbaine. Le fort mitage de ces dents creuses rend extrêmement complexe la mise en œuvre d'une politique publique en matière de logement, d'autant plus que le foncier n'est pas maîtrisé sur ces parcelles.

Dans ce contexte, l'opération sur le secteur Saint-Anne est une réponse appropriée aux enjeux socio-démographiques de la prochaine décennie.

### 1.3 EMPLOI ET NIVEAU DE VIE

#### 1.3.1 Structure de l'emploi

La part de la population active de la commune de Portiragnes est en hausse depuis 1999, passant de 64,8% de la population de 15 à 64 ans à 66,6%.

Année	1975	1982	1990	1999	2009	2012
Population active	406	554	740	932	1298	1932

Source Insee 2012

	2007	2012
Nombre de chômeurs	188	227
Taux de chômage	14,5%	17,6%
Taux de chômage des hommes	10,4%	14%
Taux de chômage des femmes	18,8%	21,5%
Part des femmes parmi les chômeurs (%)	63,3%	59,5%

Source Insee 2012

Toutefois, le taux de chômage a fortement augmenté par rapport à 2007 passant de 14,5% à 17,6%.

Ce taux est au-dessus de celui du département qui est de 16,7% mais reste en deçà du taux de chômage de l'aire urbaine de Béziers qui est de 18,1%. Il est tout de même à noter que la part de chômage chez les femmes a diminué de 3,8 points.

	2007	Dont actifs ayant un emploi	2012	Dont actifs ayant un emploi
Ensemble dont :	1 308	1 116	1 268	1 024
Agriculteurs exploitants	32	32	20	20
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	116	116	128	108
Cadres et professions intellectuelles supérieures	100	92	120	112
Professions intermédiaires	348	332	348	308
Employés	372	284	392	288
Ouvriers	328	260	244	188

Source Insee 2012

Parmi les actifs, les catégories socio-professionnelles des professions intermédiaires, employés et ouvriers représentent quasiment 80% des actifs. La population portiragnaise est essentiellement composée de classes moyennes.

À noter que la part des agriculteurs exploitants représente à peine de 2,8% des actifs.

### Les secteurs d'activité

	2007		2012	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	668	100	730	100
Agriculture	31	4,6	39	5,3
Industrie	28	4,2	28	3,8
Construction	79	11,8	96	13,2
Commerce, transports, services divers	353	52,9	392	53,6
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	177	26,5	175	24

Source Insee 2012

Le secteur des commerces, transports et services divers représente plus de la moitié des emplois sur Portiragnes avec 353 emplois sur 668.

Le secteur de la construction connaît une augmentation de 1,4 points entre 2007 et 2012 tandis que le secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale connaît une baisse de 2,5 points. Les autres secteurs d'activités restent stables.

### Le tourisme

L'activité touristique est l'activité principale à Portiragnes. En saison estivale, la commune peut héberger jusqu'à 30 000 personnes réparties entre les habitations à l'année, les locations saisonnières, les résidences secondaires, ainsi que dans les campings, hôtels, centres de vacances et autres structures touristiques. La plupart des hébergements sont remplis de 90 % à 100 % de leur capacité durant juillet-août.

### Les zones d'activité économique

Il existe trois zones d'activité économique (ZAE) sur la commune de Portiragnes. La zone Sainte-Anne située à l'est de Portiragnes-village, la zone du Puech située à la jonction de la RD 37 E 15 et de la RD 612 au nord de la commune et la zone de la Vitarelle le long de la RD 612.

Une extension de la ZAE du Puech, reconnue d'intérêt communautaire, est en cours de réalisation depuis 2009.



### 1.3.2 L'activité agricole

Les données proviennent du dernier Recensement Agricole Général datant de 2010. Ce dernier fait état d'une très forte baisse de l'activité agricole sur la commune, le constat est le suivant :

	2010	2000
Surface Agricole Utile de la commune	770 ha	1226 ha
Totale des exploitations	59	75
Exploitations individuelles	56	68
Superficie en terres labourables	470 ha	329 ha
Superficie en cultures permanentes	289 ha	459 ha
Superficie toujours en herbe	-	435 ha
Culture dominante	Céréale 390ha	Vigne 436ha
Surface Agricole Utile consommée par le projet Saint-Anne	Environ 8ha	-

#### Ages des exploitants (source RGA 2010)

	2010 (et % du total)	2000 (et % du total)
Moins de 40 ans	3 (5%)	8 (10.6%)
De 40 ans à moins de 50 ans	11 (18.6%)	11 (14.6%)
De 50 ans à moins de 60 ans	14 (23.7%)	20 (26.6%)
60 ans ou plus	31 (52.5%)	36 (48%)
<b>TOTAL</b>	<b>59</b>	<b>75</b>

#### SAU par âges (source RGA 2010)

	2010 (et % du total de la SAU)	2000 (et % du total de la SAU)
Moins de 40 ans	32 (4.1%)	200 (16.3%)
De 40 ans à moins de 50 ans	274 (35.5%)	425 (34.7%)
De 50 ans à moins de 60 ans	172 (22.3%)	457 (37.3%)
60 ans ou plus	292 (37.9%)	144 (11.7%)
<b>TOTAL</b>	<b>770</b>	<b>1226</b>

Au regard des données du Recensement Général Agricole de 2010 plusieurs constats s'imposent :

- La SAU sur la commune chute de près de 40% en 10 ans
- Le nombre d'exploitants baisse de 20%, toutefois, cette diminution est moins rapide que celle constaté à l'échelle régionale qui compte une chute du nombre d'exploitants de 30%.
- Le renouvellement des exploitants ne s'opère pas : en 2010 les moins de 40 ans représentent seulement 5% du total des exploitants alors qu'ils représentaient 10.6% en 2000. Au contraire la population des exploitants est vieillissante puisque la part des 60 ans et plus représentent plus 50% des exploitants.
- Les plus de 60 ans détiennent près de 40% de la SAU communale.

Au regard de ces données, la quasi exclusivité des exploitations sont individuelles, les exploitants vieillissants, et la tendance structurelle est à la baisse. Cela devrait se poursuivre dans les années à venir notamment du fait de la difficulté de mise en place de succession pour les exploitants les plus âgés.

#### La zone agricole au regard de l'opération d'aménagement Saint-Anne :

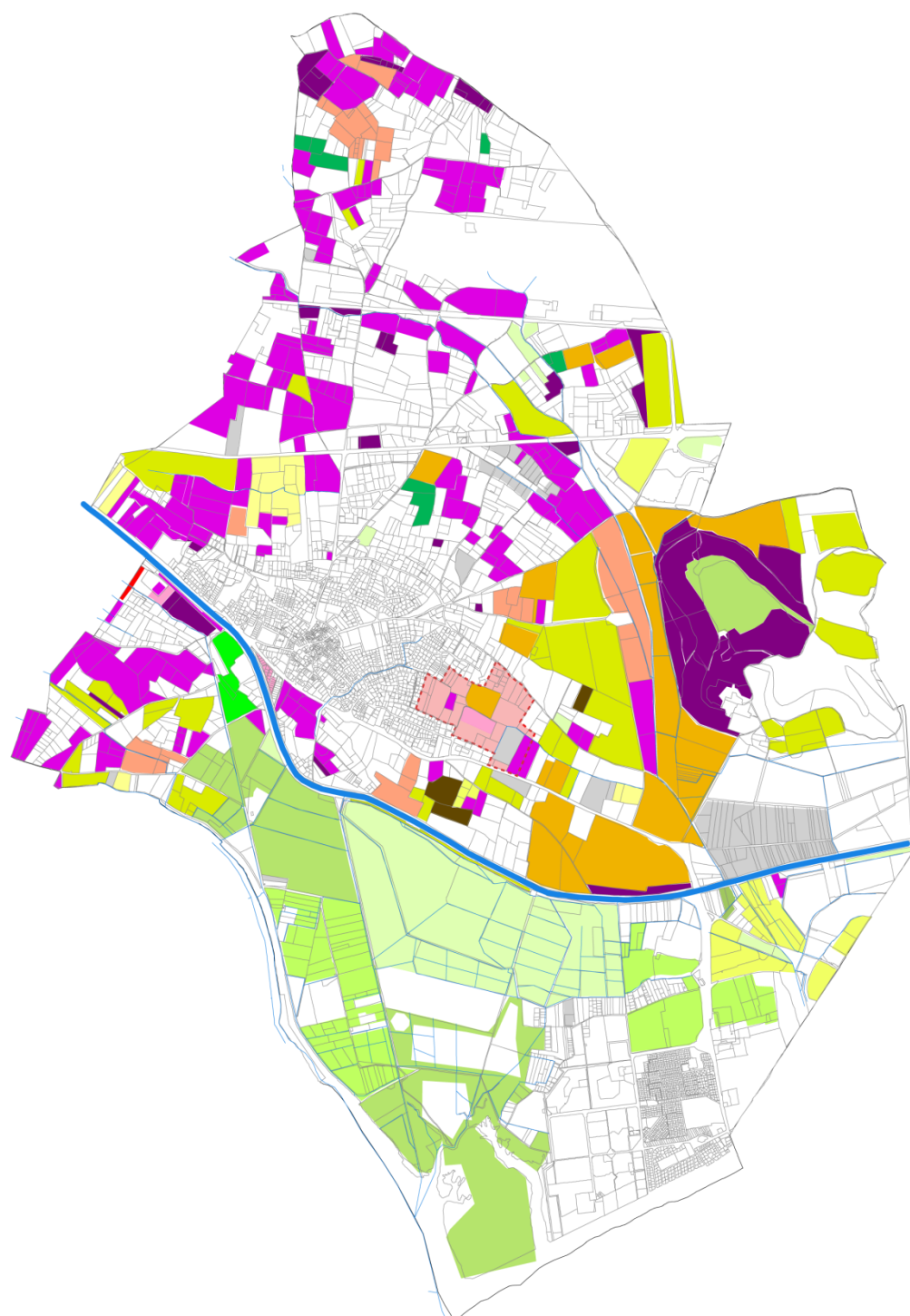
Les zones de cultures déclarées par les exploitants en 2012 concernent 8 parcelles (source Ministère de l'Agriculture et agences de services des paiements (Cf. cartes pages suivantes) :

- AX 14 impactée par la création du futur giratoire d'entrée de ville, surface impactée retenue : 3 089 m<sup>2</sup> (sur 8 569 m<sup>2</sup>)
- AX 15 impactée par la création du futur giratoire d'entrée de ville, surface impactée retenue : 1 609 m<sup>2</sup> (sur 13 994 m<sup>2</sup>)
- AX 16 impactée par la création du futur giratoire d'entrée de ville, surface impactée retenue : 257 m<sup>2</sup> (sur 13 567 m<sup>2</sup>)

Ces trois parcelles seront maintenues en zone Ap au PLU après révision simplifiée. Le projet d'aménagement étend son périmètre sur ces parcelles pour les besoins d'un giratoire dont le positionnement reste à définir et qui n'impactera au final pas ou peu ces parcelles.

- AD 54 surface impactée retenue : 4 280 m<sup>2</sup>
- AV 46 surface impactée retenue : 13 033 m<sup>2</sup>
- AV 49 surface impactée retenue : 22 214 m<sup>2</sup>
- AV 58 surface impactée retenue : 24 241 m<sup>2</sup>
- AV59 surface impactée retenue : 10 500 m<sup>2</sup>

Soit un total impacté de l'ordre de 79 223 m<sup>2</sup> représentant 1% de la SAU communale.



## ZONES DE CULTURE DECLAREES EN 2012 PAR LES EXPLOITANTS

Parcelle cadastrale

Périmètre de projet

Canal du Midi

Cours d'eau

RGP 2012

ARBORICULTURE

AUTRES CEREALES

AUTRES GELS

BLE TENDRE

DIVERS

ESTIVES LANDES

FOURRAGE

LEGUMES-FLEURS

LEGumineuses A GRAINS

MAIS GRAIN ET ENSILAGE

OLIVIER

ORGE

PRAIRIES PERMANENTES

PRAIRIES TEMPORAIRES

PROTEAGINEUX

SEMENCES

VERGERS

VIGNES

N

0 325 650m



### 1.3.3 Niveau de vie

L'analyse des données Insee révèle un niveau de vie sur Portiragnes comparable à celui du département et au-dessus de celui de l'aire urbaine de Béziers. En effet, en 2012, la commune compte 60,9% de foyers fiscaux imposés. La médiane du revenu par unité de consommation s'élève à 18 806€. L'aire urbaine de Béziers compte 52,4% de foyers fiscaux imposables et un revenu médian par unité de consommation de 16 995€.

À titre de comparaison, en 2012, l'agglomération de Montpellier (Nb : l'agglomération est devenue métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015), compte 62,2% de foyers fiscaux imposables et la médiane du revenu par unité de consommation s'élève à 19 335€.

Portiragnes fait donc un peu figure d'exception dans le contexte de l'aire urbaine de Béziers. Ceci s'explique entre autre par l'implantation de ménages qui, sans pouvoir s'aligner sur le coût de la vie de l'agglomération de Montpellier, notamment du fait d'un foncier relativement élevé à l'acquisition, choisissent de s'implanter sur une commune à forte valeur ajoutée telle que Portiragnes.

## 1.4 LES EQUIPEMENTS COMMUNAUX

### Culture

- La médiathèque. Située dans le village.

Elle compte près de 1000 inscrits actifs (empruntant régulièrement) et réalise environ 22 500 prêts par an.

- Le musée archéologique. Situé dans le centre du village

### L'école de musique

L'école de musique municipale propose une cinquantaine d'heures d'enseignement par semaine et accueille une centaine d'élèves entre cours individuels et collectifs.

### Jeunesse

Le centre de loisirs sans hébergement (CLSH) Monique Saluste. Il est abrité dans une structure municipale mais possède une gestion associative.

### L'espace jeune

L'espace jeune est une structure associative, fonctionnant dans des locaux communaux et animée par le personnel communal. Ce dernier initie les jeunes à des activités éducatives culturelles, artistiques et sportives mais aussi à la gestion de projet, par exemple, en les faisant participer à l'organisation de minis-séjours.

### Le service des sports

Ce service enregistre environ 500 inscriptions par an et plus de 200 participants pour les stages de voiles. Il accueille également les scolaires durant l'année.

La commune s'est dotée en 2010 d'un city stade en libre accès.

### Actions sociales

Le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS), est un établissement public communal proposant :

- des aides sociales légales (obligation législative)
- des aides sociales facultatives
- l'animation des activités sociales

### Education

La commune de Portiragnes bénéficie de la présence d'une école élémentaire de 8 classes accueillant, pour l'année scolaire 2015-2016, 191 élèves et d'une école maternelle de 4 classes accueillant 96 élèves pour l'année scolaire 2015-2016. Au total ce sont près de 300 enfants qui sont répartis entre les deux écoles. Les effectifs sont stables depuis plusieurs années, notamment grâce à l'afflux constant de population de ces dernières années.

La majorité des élèves habite Portiragnes (93,7 %).

L'accompagnement à la scolarité a été mis en place par la mairie en novembre 2009.

### Sécurité

La sécurité, sur la commune de Portiragnes, est assurée par la police municipale qui a un rôle de police municipale et judiciaire.

### Associations

Il existe 39 associations déclarées sur la commune de Portiragnes. Elles concernent essentiellement les domaines sportifs, artistiques, culturels et le troisième âge.



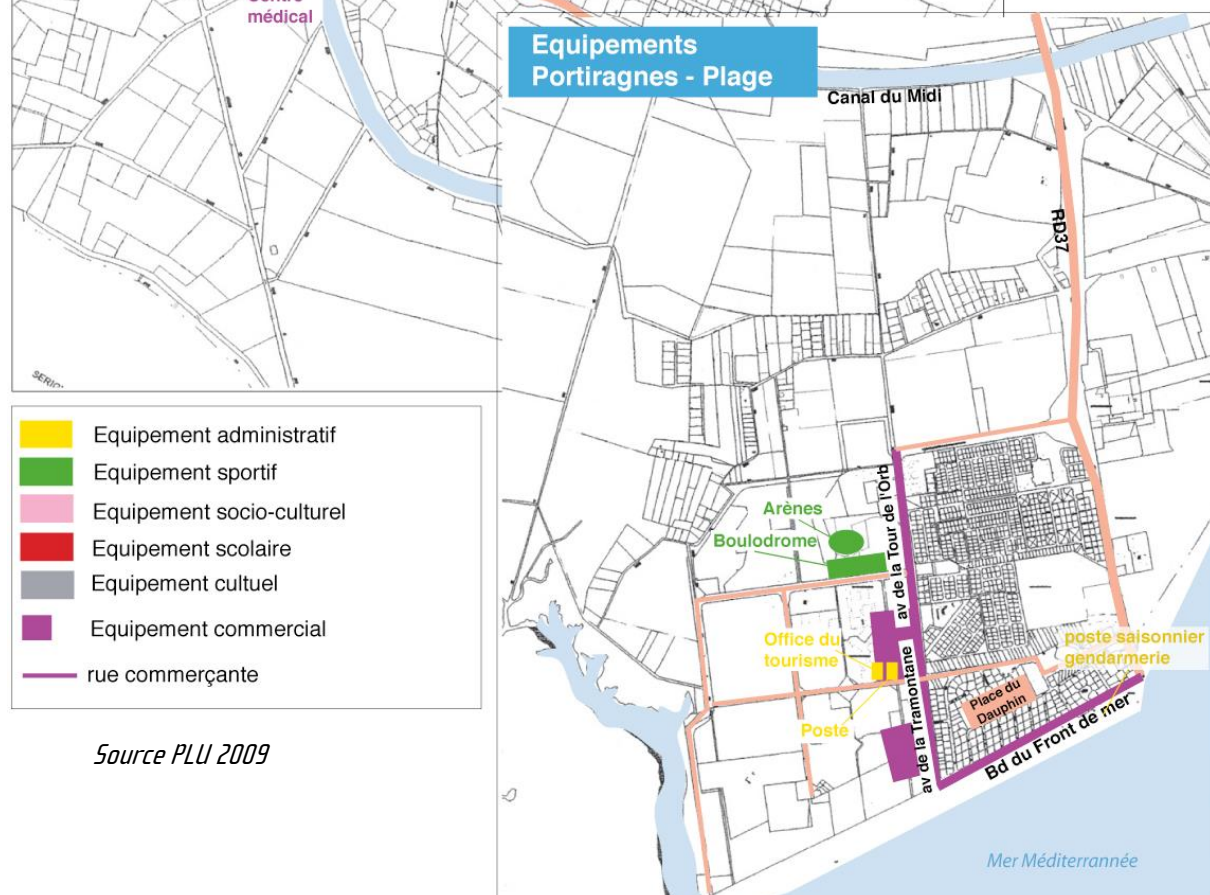
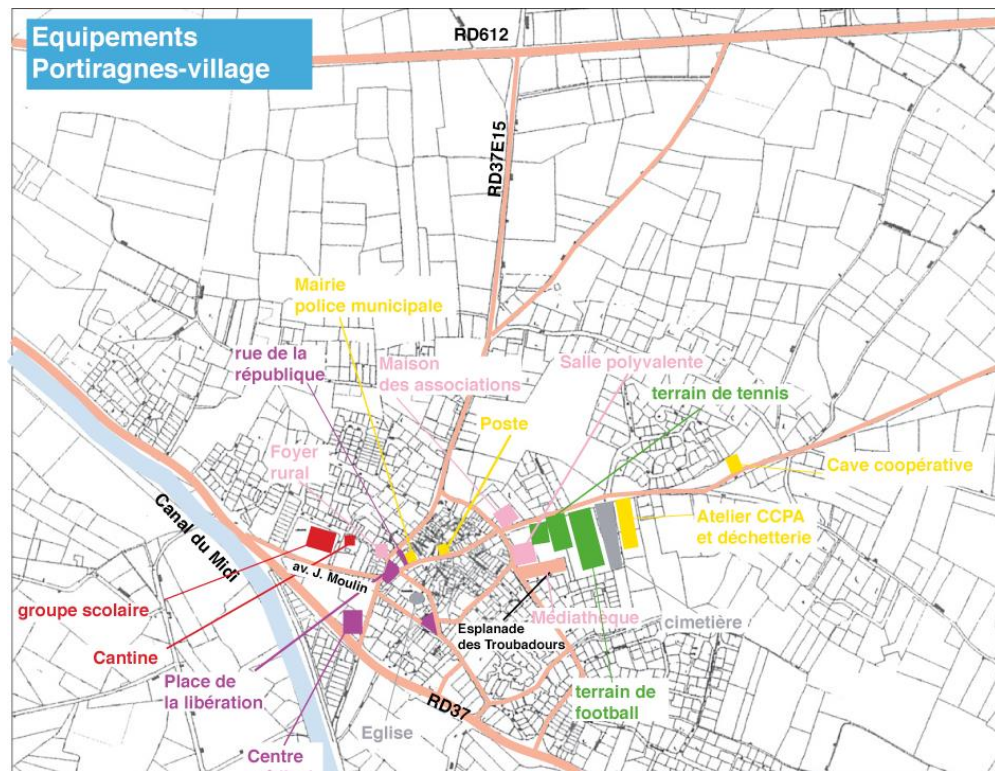
## Patrimoine culturel

### Le canal du midi

Le canal du midi est un ouvrage majeur conçu au XVII<sup>ème</sup> siècle par Paul Riquet. Il a été classé au titre de la loi du 2 mars 1930 et inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1996. Le canal longe le village et passe à proximité de Portiragnes plage. Conçu pour le transport des marchandises, il est aujourd'hui un haut lieu du tourisme fluvial.

### L'église Saint-Félix

L'église St Felix construite en basalte au cours du XIV<sup>ème</sup> siècle est inscrite à l'inventaire des Monuments historiques depuis septembre 1998. (photo ci-dessous)



- Equipement administratif
- Equipement sportif
- Equipement socio-culturel
- Equipement scolaire
- Equipement culturel
- Equipement commercial
- rue commerçante

Source PLU 2009

## 1.5 LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURES

Le présent rapport de présentation ne vient pas modifier les éléments du PLU approuvés en 2009.

### 1.5.1 Le réseau d'eau potable (adéquation ressource/besoin)

#### 1.5.1.1 la ressource

Le réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Portiragnes présente un linéaire de 38km en 2013 et dessert la totalité de la commune : secteurs village et plage.

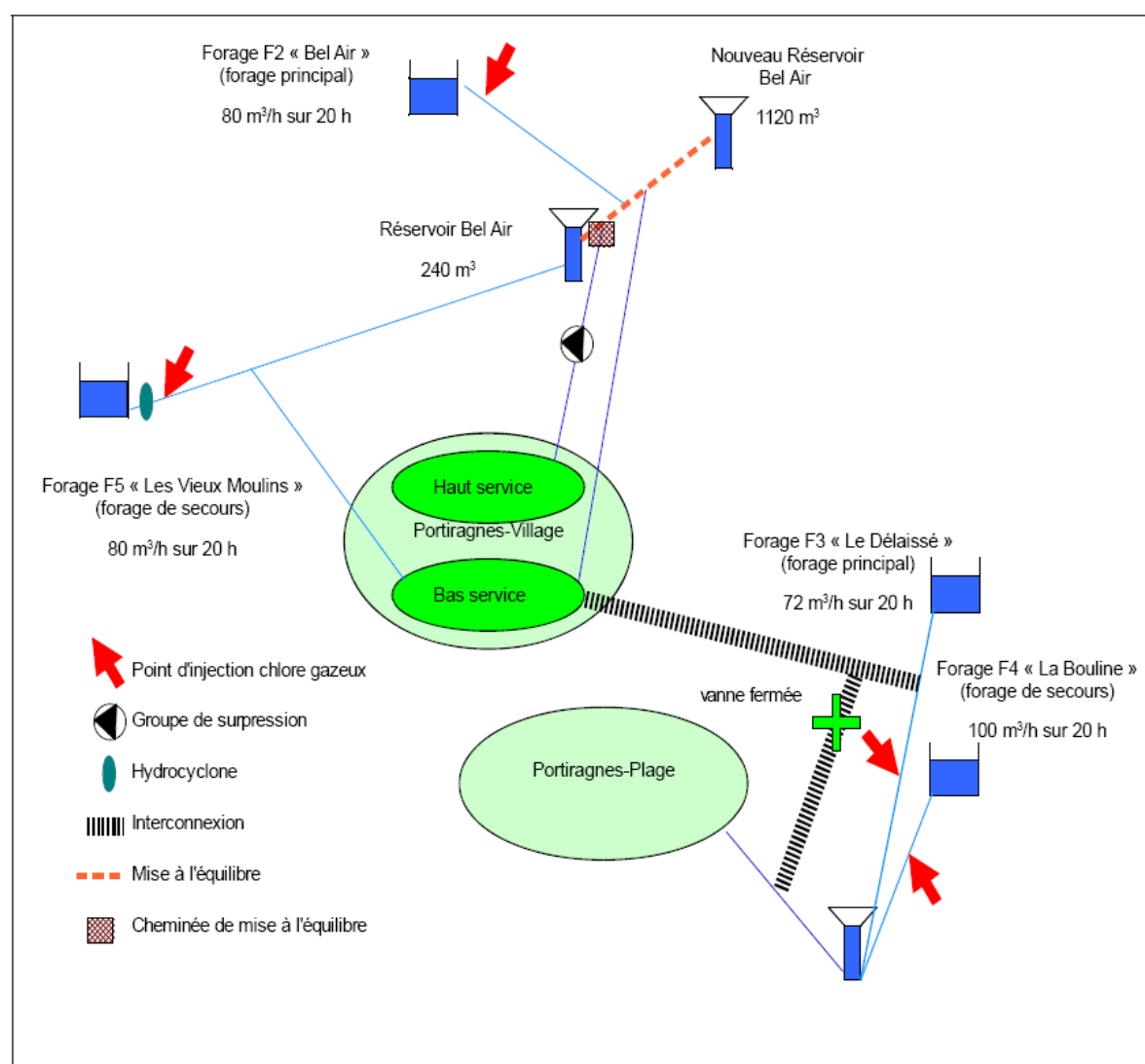
Le réseau de la commune est actuellement alimenté par 4 forages répartis géographiquement de la manière suivante :

- Les forages de Bel Air et Vieux Moulin sur Portiragnes Village,
- Les forages de la Bouline et Le Délaié sur Portiragnes Plage.

La commune disposait de deux réseaux distincts comportant chacun canalisations d'adduction, ouvrages de traitement, ouvrages de stockage et réseaux de distribution. Les travaux d'interconnexion entre les deux réseaux ont été effectués au cours de l'été 2008.

Cette interconnexion a fait l'objet de tests expérimentaux au cours de l'été 2009 afin de caler les modes de fonctionnement à termes de cette interconnexion. Pour ce faire, seul un camping et un loueur de bateaux étaient alimentés depuis cette interconnexion au cours de l'été 2009.

Fonctionnement du réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Portiragnes



Réseau Portiragnes Village :

- Le forage F2 de Bel Air est situé à un point haut du village, dans la même parcelle que le réservoir alimentant la partie village de la commune. L'eau pompée sert ensuite soit à alimenter gravitairement la partie basse du réseau soit à recharger le réservoir juxtaposé.

La distribution est divisée en deux parties :

- une partie gravitaire pour le bas service du village,
- une partie surpressée pour le haut service ainsi que l'aéroport de Béziers-Vias.

Il est constitué de 4 cuves de 60 m<sup>3</sup> soit un volume total de 240 m<sup>3</sup>. Le nouveau réservoir est constitué de 2 cuves de volumes identiques et représentant un volume total de 1 120 m<sup>3</sup> et dispose d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>.

- Le forage F5 du Vieux Moulin est située au sud-ouest du village de Portiragnes, à proximité du canal du midi au lieu-dit « Vieux Moulins ». Il alimente directement le réservoir de Bel Air ainsi que des habitations piquées directement sur la conduite de refoulement.

#### Réseau de Portiragnes Plage :

Le forage « Le Délaié », situé près de la RN n°37 au lieu-dit "La Redoute", est le forage principal de Portiragnes plage, par l'intermédiaire du réservoir « La Bouline », auquel il est relié par une canalisation de diamètre 150 mm.

Ce dernier, situé à proximité du forage « Le Délaié », est constitué de 2 cuves de 500 m<sup>3</sup> soit un volume total de 1000 m<sup>3</sup> et dispose d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>. Il ne doit être exploité qu'en cas de dysfonctionnement technique grave sur l'un des trois autres forages communaux.

L'alimentation en eau potable est un aspect tout aussi important du développement urbain. Portiragnes, est particulièrement concerné par ce problème, pour qui la ressource en eau pourrait être très vite un facteur limitant pour le devenir du territoire, car l'absence de nouvelles ressources en eau pourrait réduire considérablement les possibilités de développement.

C'est une situation lourde de conséquences pour Portiragnes, soumise à des pressions démographiques importantes, notamment pendant la saison touristique et qui pourrait avoir des difficultés à s'adapter à ces nouvelles évolutions.

#### 1.5.1.2 Le réseau de distribution

Le réseau de distribution alimente 3 202 habitants permanents en 2011. Pour le bourg, la consommation domestique annuelle en 2013 s'élève à 168 116 m<sup>3</sup> soit une moyenne journalière de 460,6 m<sup>3</sup>.

Pour Portiragnes-plage, la consommation domestique annuelle en 2013 s'élève à 208 733 m<sup>3</sup>, soit une moyenne journalière de 572 m<sup>3</sup>.

#### 1.5.1.3 Le périmètre de protection des captages.

Dans le cadre des procédures en cours, des périmètres de protection des captages ont été définis par un hydrologue agréé de la manière suivante *(ces périmètres ont été reporté pour information sur les documents graphiques du PLU)*:

	PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE	PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
Le forage Bel Air-F2	Partie de la parcelle cadastrée N°166 +parcelle 165 section E2	Environ 300m autour du captage
Le forage du vieux Moulin- F5	Presque totalité de la parcelle cadastrée N°52 section D1	Environ 300m autour du captage
Le forage la Bouline-F4	Parcelle cadastrée n°2074/section ED5	Environ 300m autour du captage
Le forage le Délaié –F3	Parcelle cadastrée n°1123 section D4	Environ 300m autour du captage

Source : Entech, projet de zonage de l'assainissement –Juin 2004

Plusieurs campings de Portiragnes ont également un forage privé qui prélève dans la nappe de l'Astien : camping des Mimosas, les Sablons et la Dragonnière. Ces prélèvements sont suivis par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Prélèvement de l'Astien.

À noter la présence de maisons et mobil-homes en assainissement non-collectif dans les périmètres de protection rapprochée des forages :

- Forage dit LE DELAISSE, Portiragnes-plage : une dizaine d'habitations concernées ; à noter que le camping l'Emeraude est raccordé par refoulement au lagunage.

- Forage dit LE VIEUX MOULIN (forage de secours), Portiragnes-village : une dizaine d'habitations concernées.

Ces assainissements non collectifs feront l'objet d'une attention toute particulière.

Des captages utilisés en permanence ou en secours devront faire l'objet d'une autorisation préfectorale déterminant définitivement les périmètres de protection.

Les prélèvements sur l'Astien ainsi que sur l'Orb et l'Hérault sont aujourd'hui en limite de capacité d'exploitation.

Le Schéma directeur de la Nappe Astienne, envisage avec les communes de Potiragnes, Vias et Montblanc à moyen terme l'aménagement d'un cinquième forage afin de soulager les prélèvements actuels trop importants et anticiper les besoins futurs. Cependant, cette solution n'est viable qu'à court, moyen terme, de ce fait, le problème est reporté à de nouvelles échéances.

#### 1.5.1.4 Les enjeux de la ressource en eau potable

##### Adéquation entre les besoins futurs et la ressource en eau :

La commune de Portiragnes est très attentive à la question de l'alimentation en eau potable. Un certain nombre d'éléments peuvent d'ores et déjà être avancés.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable réalisé en 2004 a été actualisé en mai 2016. Il a été établi sur des données de 2004 à 2013. Ces données ont permis d'évaluer les consommations pour le futur. Le constat a été fait que la politique d'économie d'eau mise en place a porté ses fruits.

On constate en 2013, une baisse d'environ 12,4% de la consommation entre les années 2012 et 2013 ; il s'agit d'une baisse significative de 7,7% à Portiragnes-village et de 16,2% à Portiragnes-plage représentant environ 53,3% de la production annuelle.

Les hypothèses de besoins en eau potable à partir de ces constatations, doivent donc être révisées.

En outre, la commune a entrepris d'importants travaux pour augmenter sa capacité de stockage en eau en réalisant deux nouveaux réservoirs d'une capacité d'environ 1120m<sup>3</sup>, qui ont été réceptionnés en 2008.

L'ensemble de ces dispositions devrait permettre une adéquation des besoins avec la ressource en eau à l'horizon du PLU sachant que le projet de développement reste particulièrement modeste et maîtrisé, soit environ 3744 habitants permanents à l'horizon 2025 et 3 908 à l'horizon 2045.

Le cabinet ENTECH a actualisé le Schéma Directeur en Eau Potable (SDAEP) de Portiragnes en prenant en compte le projet de ZAC Saint-Anne dans l'évolution prévisible de la commune, prévoyant 380 logements supplémentaires, soit un apport de 874 nouveaux habitants. Il estime alors que la commune doit compléter sa production pour ses besoins futurs.

#### A / Capacités de prélèvement autorisées :

L'étude « débits prélevables » effectuée par le SMETA en 2013 avait pour but de disposer d'éléments relatifs au volume d'eau maximum prélevable sur la nappe et de disposer d'un outil d'aide à la décision quant à la répartition des volumes prélevés par usage et par usagers.

Cette dernière a permis de définir le volume de prélèvement pouvant être considéré comme acceptable pour assurer l'équilibre quantitatif et qualitatif de la nappe. Toutefois, l'étude met en évidence qu'il n'est pas possible d'augmenter les débits de la nappe Astienne.

Volumes annuels préconisés par le SMETA :

Volumes prélevables	Situation actuelle	
	Mois de pointe (m <sup>3</sup> /mois)	Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Portiragnes Village (Bel Air+Vieux Moulin)	80 000	270 000
Portiragnes Plage (Le Délaiissé + Bouline)	40 000	240 000
<b>Total</b>	<b>120 000</b>	<b>510 000</b>

#### B / Prélèvements actuels :

Le tableau suivant représente les volumes mensuels prélevés pour les années 2011, 2012 et 2013.

Volumes mensuels prélevés (m3/mois)	2011		2012		2013	
	Secteur Village	Secteur Plage	Secteur Village	Secteur Plage	Secteur Village	Secteur plage
Janvier	16 539	5 063	17 022	10 389	19 028	6 431
Février	16 717	5 737	17 908	9 448	15 656	5 078
Mars	13 995	5 700	17 340	11 891	16 088	6 315
Avril	16 065	10 630	16 712	13 511	18 034	9 630
Mai	17 600	11 897	24 388	15 796	26 132	18 259
Juin	28 827	25 495	24 528	17 430	18 132	19 074
Juillet	33 635	35 661	41 247	38 536	31 383	35 546
<b>Août</b>	<b>40 796</b>	<b>48 820</b>	<b>47 726</b>	<b>52 778</b>	<b>38 782</b>	<b>58 598</b>
Septembre	26 185	26 959	25 200	29 560	14 747	25 897
Octobre	16 926	10 970	18 413	10 177	15 002	11 245
Novembre	15 328	9 591	16 918	7 696	17 382	9 685
Décembre	10 402	5 985	14 956	4 618	11 301	7 880
<b>TOTAL</b>	<b>253 015</b>	<b>202 508</b>	<b>282 358</b>	<b>221 830</b>	<b>241 667</b>	<b>213 638</b>
	455 523		504 188		455 305	

Nous pouvons observer au sein du tableau ci-dessus que le mois de pointe sur la commune de Portiragnes correspond au mois d'août depuis les 3 dernières années, avec des volumes du mois de pointe compris entre 40 700 et 60 000 m<sup>3</sup>.

Les débits autorisés par le SMETA sont ainsi dépassés, ce qui traduit la pression dont la commune fait face en période estivale, notamment sur le secteur plage. Il s'agira pour la commune de travailler sur l'approvisionnement et les consommations de ce secteur car la capacité des infrastructures (réservoir et station de pompage des captages) arrivent actuellement à leur limite de fonctionnement pendant la période estivale.



### C / Estimation des besoins à l'horizon 2045 :

L'hypothèse retenue par le cabinet ENTECH en terme de besoins de production à l'horizon 2045 pour l'ensemble de la commune sont les suivants :

- Besoins journaliers moyens : 1 500 m<sup>3</sup>/j,
- Besoins le jour de pointe de : 4 100 m<sup>3</sup>/j,
- Besoins annuels : 550 000 m<sup>3</sup>/an.

La ZAC sera implantée dans le secteur village. Pour ce secteur, le cabinet propose les ratios de consommation suivants :

- 120 L/habitant/jour en hiver
- 130 L/habitant/jour en été

Ces ratios sont inférieurs à la moyenne nationale (150 L/habitant/jour) afin d'inciter les habitants à poursuivre les baisses de consommation.

Les besoins en eau potable du projet de ZAC Saint-Anne sont estimés sur la base des hypothèses suivantes :

- Besoin de la ZAC Saint-Anne si l'eau potable est utilisée pour l'arrosage des espaces verts privés :

66 585 m<sup>3</sup>/an

- Besoin de la ZAC Saint-Anne si l'eau brute est utilisée pour l'arrosage des espaces verts privés :

45 185 m<sup>3</sup>/an

Par ailleurs, le SMETA insiste sur la nécessité de poursuivre les économies en eau potable sur la commune et sur le projet en particulier. Il s'agira notamment :

- de limiter les arrosages des espaces verts grâce à :
  - o la favorisation de l'eau brute
  - o la plantation de végétations méditerranéennes
  - o la mise en place de dispositifs gouttes à gouttes avec sondes d'humidité et vannes électriques
- de développer un réseau d'eau brute pour le projet
- de mettre en place des boutons poussoirs sur tous les points d'eau à accès libre
- de s'assurer de la parfaite étanchéité des réseaux d'eau potable dans un souci d'un rendement optimal
- de créer un stade d'entraînement avec pelouse synthétique

Il convient de préciser qu'un réseau d'eau brut géré par BRL existe en servitude dans l'emprise de l'opération et sera intégré et partiellement dévoyé. Par conséquent, ce réseau permettra la desserte en eau brute pour l'arrosage des espaces publics de la ZAC ainsi que les macros lots, en cohérence avec les préconisations de la SMETA.

Enfin, les besoins annuels en production du secteur village sont estimés à :

- Environ 880 m<sup>3</sup>/jours
- 2 100 m<sup>3</sup>/jour
- 320 000 m<sup>3</sup>/an

De fait, les besoins communaux en terme de production dépasseront le volume annuel préconisé par le SMETA pour le secteur village (270 000 m<sup>3</sup>/an).

Ainsi, en fonction des différents projets d'urbanisation de la commune, les besoin de consommation et de production sur le secteur village à l'horizon 2040 se répartissent comme suit:

Village	2013	2016	2020	2025	2030	2035	2040	2045
Consommations								
Besoins annuels (m <sup>3</sup> /an)	186 462	193 659	222 810	264 940	270 251	271 548	272 858	274 202
Besoins du jour moyen (m <sup>3</sup> /j)	511	531	610	531	610	726	610	726
Besoin du jour moyen de la semaine de pointe (m <sup>3</sup> /j)	920	955	1 099	955	1 099	1 307	1 099	1 307
Besoin du jour de pointe 100%	1 226	1 273	1 465	1 273	1 465	1 742	1 465	1 742
Rendement du réseau de distribution	77%	80%	85%	85%	85%	85%	85%	85%
Rendement du réseau d'adduction	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Production								
Besoins annuels (m <sup>3</sup> /an)	241 666	242 074	261 004	308 072	314 166	315 692	317 233	318 614
Besoin du jour moyen (m <sup>3</sup> /j)	662	663	715	844	861	865	869	873
Besoins du mois de pointe (m <sup>3</sup> /mois)	39 613	39 680	42 783	50 498	51 497	51 748	52 000	52 259

Besoins du jour moyen de la semaine de pointe (m <sup>3</sup> /j)	1 192	1 194	1 287	1 519	1 549	1 557	1 564	1 572
Besoins du jour de pointe (m <sup>3</sup> /j)	1 589	1 592	1 716	2 026	2 066	2 076	2 086	2 096

À noter que les besoins annuels en production du secteur plage seront de 230 000 m<sup>3</sup>/an à l'horizon 2045 pour un volume le jour de pointe de 2 000 m<sup>3</sup>/j. Bien que les prélèvements annuels soit inférieurs à ceux préconisés par le SMETA pour ce secteur (240 000 m<sup>3</sup>/an), la commune devra tout de même compléter sa production par une autre ressource (cf : besoin annuels actuels : 510 000 m<sup>3</sup> et besoins à l'horizon 2045: 550 000 m<sup>3</sup>).

#### D / Possibilités de diversification de la ressource sur la commune :

En complément des autres projets d'urbanisation de la commune, cette dernière devra compléter sa production. Le cabinet ENTECH a soumis trois possibilités à la commune :

- se rattacher au réseau de la Communauté d'Agglomération de Béziers Méditerranée (CBAM),
- réaliser une interconnexion avec le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau (SIAE) du Bas Languedoc,
- utiliser de l'eau brute dans le cadre du projet Aqua Domitia de BRL.

La mobilisation d'une nouvelle ressource sur la commune au travers de la réalisation d'une interconnexion avec une collectivité voisine permettra donc :

- De compléter les volumes annuels produits sur la commune,
- De poursuivre les efforts de la commune de diminution des prélèvements au sein de la nappe Astienne.

La commune de Portiragnes a retenu le scénario de substitution partielle de l'interconnexion à la CABM au mois de mai 2016. En résumé, ce scénario de substitution partielle consiste à compléter les besoins en production de la commune de Portiragnes au travers de la réalisation d'une interconnexion avec la CABM avec :

- La création d'une bache de reprise réceptionnant les eaux fournies par la CABM en amont du réservoir de Cers,
- La mise en place de pompes de reprise au sein de la bache précédente,
- La création d'un réseau de refoulement entre la bache de reprise et l'ancien réservoir de Bel Air.

De plus, la comparaison entre les besoins en production de la commune de Portiragnes et les volumes disponibles suite à la réalisation de l'interconnexion a montré que :

- Les besoins en production de la semaine de pointe pourront être satisfaits avec l'interconnexion depuis la CABM et ce quel que soit l'horizon considéré,
- Les besoins en production du jour de pointe ne pourront être satisfaits à partir de la CABM mais compte-tenu du volume de stockage disponible de la commune, un lissage de la production pourra être réalisé afin de respecter les volumes prélevables préconisés par le SMETA.

*Nota : le débit journalier pouvant être fourni par la CABM à la commune de Portiragnes constitue une valeur transmise en réunion (1 100 m<sup>3</sup>/j). Afin de sécuriser son alimentation en eau potable, la commune de Portiragnes pourra se rapprocher de la CABM afin d'obtenir un débit journalier plus important. Le volume journalier nécessaire à la satisfaction des besoins du jour de pointe de la commune à l'horizon 2045 est estimé à 1 550 m<sup>3</sup>/j.*

Toutefois, si ce scénario n'aboutissait pas, il pourra être envisagé de se tourner vers une des deux solutions précitées.

#### 1.5.2 Le réseau d'assainissement

Les obligations fixées par la Directive Européenne du 21 mai 1991 relative à la collecte et au traitement des eaux résiduaires urbaines ont été transposées par la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 et ses textes d'application pris en 1994 pour les systèmes d'assainissement des agglomérations de plus de 2 000 Equivalent-Habitants (EH).

Ces obligations issues du décret du 3 juin 1994 concernent principalement la mise en place pour chaque agglomération :

- d'un système de collecte,
- d'un traitement biologique des effluents avec décantation secondaire ou d'un traitement équivalent (sous réserves spécifiques : temps de pluie par exemple ...).

##### 1.5.2.1 Les zones d'assainissement collectif

###### 1.5.2.1.1 Situation actuelle

Descriptif du réseau de collecte

Le réseau d'assainissement de Portiragnes représente un linéaire de 40 000 ml environ. Il est de type séparatif.

Il s'étend aujourd'hui sur la majorité de la zone urbanisée. Seules quelques habitations ne sont pas raccordées au réseau de collecte des eaux usées : la zone de la Cantonnade, le ranch et le gîte vacances de la Cassafière.

Le taux de raccordement est proche de 100 %.

3 bassins de collecte sont présents sur la commune :

- La partie Sud de la commune correspondant à Portiragnes-Plage ; les eaux sont collectées pour la plupart gravitairement jusqu'au poste de refoulement des Dunes situé au carrefour de l'Avenue de la Grande Maire et de l'Avenue du Grand Salan,
- La partie Nord de la commune correspondant au village de Portiragnes. Les eaux sont collectées en grande partie de façon gravitaire sur le village et dirigées vers la station de lagunage. A noter que ce bassin de collecte reçoit les effluents provenant des postes de refoulement de l'aéroport et de la Vitarelle situés respectivement à l'Ouest de l'aéroport et sur le chemin des Vignals (Nord du village). Ce bassin récupère également par refoulement les eaux usées de la Dragonnière.
- Le bassin de collecte constitué par les campings de Vias situés à l'Est de Portiragnes-Plage. Les effluents sont dirigés gravitairement vers le poste de refoulement de Cassafières situé sur l'ancien Grau du Libron. Ces eaux brutes sont relevées jusqu'à la station de lagunage.

#### Présentation générale de la station d'épuration

La station d'épuration de type lagunage a été mise en service en 1978. Depuis, des extensions ont été réalisées.

Le lagunage totalise aujourd'hui une surface de 130 000 m<sup>2</sup> décomposée de la manière suivante :

	Lagune 1	Lagune 2	Lagune 3	Lagune 4	Total
Volume (m <sup>3</sup> )	50400	25200	18000	25200	118800
Profondeur (m)	0.9	0.9	1	0.9	-
Surface (ha)	5.6	2.8	1.8	2.8	13

A noter que le premier étage de traitement, représente une surface totale de 5,6 ha. C'est cette superficie du premier étage de lagune qui constitue le facteur limitant de la capacité de la station en termes de charge de pollution.

Le lagunage présente encore à l'heure actuelle un fonctionnement correct, été comme hiver. Néanmoins, la capacité épuratoire de l'installation est arrivée à saturation en période estivale.

#### 1.5.2.1.2 Situation future

##### Réhabilitation du réseau de collecte

Suite au diagnostic de réseau réalisé dans le cadre du schéma directeur d'assainissement, des travaux de réhabilitation du réseau vont être menés afin de limiter les intrusions d'eaux parasites et d'améliorer l'écoulement.

##### Extension du réseau de collecte des eaux usées à moyen et long termes

##### Zone d'activités entre Portiragnes et Vias

De même que la Z.A.D, cette zone pourra s'ouvrir à moyen et long termes, au-delà de l'horizon 2015 du P.L.U. Deux options sont possibles pour le raccordement de la zone d'activités :

- sur le poste de la Vitarelle,
- sur le poste de la Dragonnière.

Un raccordement sur le poste de la Vitarelle impose la création de 1 200 mètres de canalisation gravitaire (à confirmer par une étude topographique).

Un raccordement sur le poste de la Dragonnière impose la mise en place d'un poste de refoulement et d'une canalisation de refoulement sur 420 mètres (dont la traversée de la route nationale 112).

Une étude complète avec comparaison des scénarios sera réalisée au moment de l'aménagement de la zone.

Un raccordement sur la zone de la Vitarelle est privilégié en première approche.

Ce raccordement permettra au passage de raccorder les habitations de la zone de Montplaisir.

Compte tenu de la superficie de la zone (20 hectares) et pour un taux d'occupation de 25 employés à l'hectare, le nombre d'employés total à prendre en compte est de 500 personnes.

##### Capacités épuratoire retenue pour la station d'épuration

Les estimations faites en 2004 lors de l'élaboration du présent schéma ont été analysées en comparant ces estimations aux données du P.L.U., et en vérifiant que les projets alors pris en compte restent valables à l'horizon 2020/2025.

Il ressort qu'elles restent valables, le décalage des projets concernant la ZAD Saint-Anne et la zone de Montplaisir assurant une marge de sécurité supplémentaire au fonctionnement de la station pour un dimensionnement pour 30 000 EH.

Ces estimations, fonction des échéances de développement et de raccordement, concernant le nombre de personnes raccordées et le nombre d'équivalent-habitants correspondants, sont présentées ci-après [dans tableau la zone IV NA – ancienne dénomination issue du P.O.S correspond à la zone d'activité du Puech] :

**Échéance 2020-2025**

<b>Village</b>	<b>Hiver</b>			<b>Eté</b>		
	<b>Nombre pers</b>	<b>EH</b>	<b>Total EH</b>	<b>Nombre pers</b>	<b>EH</b>	<b>Total EH</b>
Habitants résidence principale	3812	1	3812	3812	1	3812
Ouverture de la ZAD (27 ha)	1575	1	1575	1575	1	1575
Zone d'habitats de Montplaisir	30	1	30	30	1	30
Habitants résidence secondaire	300	0,7	210	1400	0,7	980
Zone IV NA	174	0,25	44	174	0,25	44
Zone V NA (La Vitarelle)						
Personnes liées aux activités	110	0,25	28	110	0,25	28
Restaurant de la Vitarelle	45	0,4	18	45	0,4	18
Hotel de la Vitarelle	16	0,25	4	16	0,25	4
Zone d'activités en limite de Vias	500	0,25	125	500	0,25	125
Aéroport						
Personnel	100	0,25	25	100	0,25	25
Activités connexes	35	1	35	35	1	35
Voyageurs en transit (moyenne)	1000	0,2	200	1000	0,2	200
Personnes liées aux mouvements	200	0,2	40	150	0,2	30
La Dragonnière	0	0,7	0	1725	0,7	1207,5
			<b>6145</b>			<b>8113</b>
<b>Plage</b>						
Habitants résidence principale	500	1	500	500	1	500
Habitants résidence secondaire	500	0,7	350	8600	0,7	6020
Camping	0	0,6	0	12874	0,6	7725
Restaurants	0	0,4	0	1920	0,4	768
			<b>850</b>			<b>15013</b>
<b>Vias</b>						
Campings	0	0,6	0	6314	0,6	3788
<b>TOTAL</b>	<b>8897</b>		<b>6995</b>	<b>40880</b>		<b>26913</b>
<b>TOTAL</b>			<b>7 000</b>		<b>(+ 10 %)</b>	<b>30 000</b>

En 2020/2025, en tenant compte d'une marge sécuritaire de 10% en été par rapport à la population touristique que l'on maîtrise plus difficilement, le nombre d'équivalent-habitants à considérer est de :

- 7 000 EH en période hivernale (basse saison)
- 30 000 EH en période estivale (haute saison touristique)

La filière de traitement retenue : extension de la filière lagunage

La capacité de la station d'épuration va être augmentée. La solution retenue consiste à créer une cellule aérée en tête de lagunage. Ces éléments sont présentés dans le schéma directeur d'assainissement.

Le raccordement de caves vinicoles au réseau d'assainissement est interdit dans le cadre de ce projet.

A noter que la part de traitement réservée à l'aéroport est de 300 EH soit une charge de :

- 18 kg de DBO5/j,
- 54 m<sup>3</sup>/j.

A ce titre, une convention de raccordement devra être passée avec l'aéroport.

Des conventions de raccordement existent déjà pour les différents campings.

Les eaux usées de la ZAC Saint-Anne seront rejetés dans le réseau communal à proximité par l'intermédiaire d'une station de refoulement qui sera située au point bas de l'opération, vers le complexe sportif.

### 1.5.2.2 Les zones d'assainissement non collectif

#### 1.5.2.2.1 Situation actuelle

Seules les habitations « isolées » sont en assainissement non collectif notamment :

- Montplaisir : 10 habitations + 1 garage automobile (8 employés) ;
- Domaine de la Prades : 2 habitations + 1 producteur de fruits (environ 15 employés) ;
- Secteur du Grand Salan : 18 habitations dont plusieurs à caractère saisonnier + 1 manade + 1 groupement de 6 chalets à vocation touristique (près du lagunage) ;
- Chemin de la Tour de l'Orb : 20 habitations, environ 30 parcelles équipées de caravanes, toutes en zone N avec une occupation essentiellement saisonnière. A noter également en zone N, la présence du centre pour personnes handicapées de « la Grangette » ;
- Domaine de Roque Haute, 2 habitations ;
- Domaine de Roque Basse ;
- L'école d'équitation ;
- le port de Plaisance ;
- et le gîte de vacances de Cassafière.

Beaucoup d'habitations en assainissement non collectif sont occupées de façon saisonnière et sont du type constructions légères (caravanes, mobil-home ...).

Une enquête a été réalisée afin de déterminer le type et l'état du dispositif d'assainissement employé pour chaque habitation. L'analyse des résultats obtenus montre que :

Prétraitement :

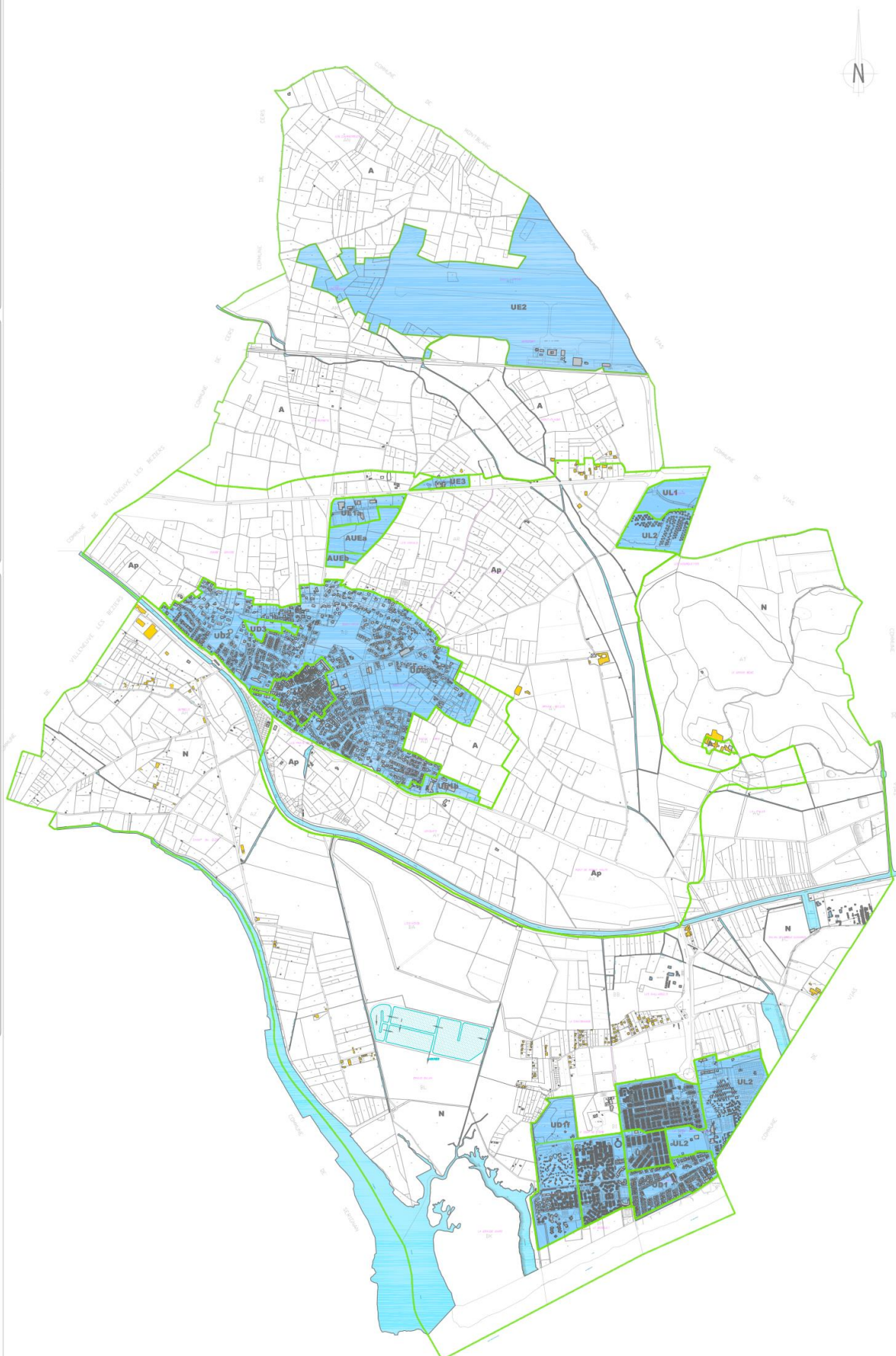
- 67% sont équipées de fosse toutes eaux,
- 30% possèdent une fosse septique ne recevant que les eaux vannes,
- 3% possède une fosse étanche.

Traitement :

- 78 % possèdent des tranchées d'infiltration ou système de drains, pour 8 %, le dispositif de traitement n'est pas connu,
- 20 % des habitations n'ont aucun traitement.
- D'une manière générale, les fosses sont régulièrement vidangées et dopées par des activateurs biologiques.
- 3 propriétaires se sont plaints de leur système.

Conclusions :

41 % des dispositifs sont incomplets ou inadaptés.



### 1.5.2.3 Le zonage d'assainissement

#### Zonage d'assainissement collectif

Sont classées « zones d'assainissement collectif » :

- la zone agglomérée du village,
- la zone agglomérée de la plage,
- la Dragonnière,
- les zones UE1a, UE3, ainsi que les zones AUEa et b, situées en limite de la RD612,
- l'aéroport (zone UE2),

Le raccordement de caves vinicoles au réseau d'assainissement est interdit.

A noter que la zone de Montplaisir pourrait se voir raccorder à plus long terme, une fois réalisés la zone d'activité projetée hors P.L.U., et les travaux d'assainissement associés.

En attendant, les dispositifs doivent se mettre en conformité.

#### Zonage d'assainissement non collectif

Sont classées « zones d'assainissement non-collectif » :

habitations du chemin de la Tour de l'Orb (ancienne zone N.B du P.O.S); compte tenu de la localisation dans le périmètre de protection rapprochée du forage « le Délai », toutes les habitations et mobil-homes situés au sein de cette zone (parcelles : 135, 137, 138, 185, 186, 187, 184, 183, 182, 181, 180, 177 de l'ancienne zone NB) feront l'objet d'une mise en conformité de leur assainissement non-collectif et d'un suivi particulier.

L'ensemble des écarts ; les habitations situées dans le périmètre de protection rapprochée du forage de « Secours » (parcelles : 8, 45, 52, 49, 25, 23, 7 et 74 au lieu-dit Berbels) feront l'objet d'une mise en conformité de leur assainissement non collectif et d'un suivi particulier.

A noter que le risque d'inondation existant (saisonnier) au niveau de la zone ancienne zone NB du P.O.S, certains écarts ne s'opposent pas à la mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif.

### 1.5.2.4 Obligations relatives à l'assainissement collectif et non collectif

#### Assainissement collectif

Le règlement d'assainissement communal doit être respecté.

#### Assainissement non collectif

##### Habitations raccordables à terme

L'article L.33 du Code de la Santé Publique rend obligatoire le raccordement des habitations aux égouts disposés pour recevoir les eaux domestiques dans un délai de deux ans après leur mise en service.

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires. Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé, aux travaux indispensables (article L.35-I et L.35-III du Code de la Santé Publique).

La commune a la possibilité de percevoir une somme au moins équivalente à la redevance assainissement auprès des propriétaires qui ne se sont pas conformés aux articles qui précèdent (article L.35-V du Code de la Santé Publique).

#### Instructions des projets

La Loi sur l'Eau précise : « Le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement [...] »

La construction d'un dispositif d'assainissement non-collectif individuel doit être autorisée et contrôlée par le service de l'assainissement non-collectif.

L'arrêté préfectoral n°99/2011 définit la composition du dossier de demande d'autorisation devant être déposé par le pétitionnaire.

Tout projet fera l'objet de deux visites de terrain :

Une visite préalable qui a pour but d'autoriser la réalisation du dispositif,

Un contrôle de la réalisation des travaux, qui intervient avant recouvrement des ouvrages par la terre végétale.

Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire suite au contrôle de la réalisation des travaux.

#### Contrôle technique exercé par le service de l'assainissement non collectif

Le contrôle des dispositifs d'assainissement non-collectif devra être effectif au 31 décembre 2005.

L'arrêté du 06 mai 1996 fixe les modalités de ce contrôle. Il s'agit d'une vérification périodique du bon fonctionnement et entretien des ouvrages.

Ce contrôle sera assuré par les agents du service de l'assainissement non-collectif.

Une redevance « assainissement non-collectif » pourra être créée pour financer ce service.

#### Entretien et fonctionnement du système de traitement par le particulier

Le propriétaire se doit d'assurer l'entretien de ses ouvrages afin d'assurer leur bon fonctionnement.

Ceci implique :

- un curage régulier des ouvrages de prétraitements (bacs à graisse, fosse toutes eaux) dès que nécessaire conformément aux prescriptions du constructeur,
- un contrôle du bon écoulement des eaux vers le dispositif de traitement et réalisation de toutes opérations nécessaires à son bon fonctionnement,
- tenir à disposition des services les justificatifs (factures...) des opérations d'entretien effectuées.

En aucun cas, le propriétaire ne peut s'opposer à la vérification de ses ouvrages de traitement par les services compétents s'il a été informé au préalable de leur venue.

Le curage des ouvrages doit être réalisé par une entreprise agréée (une liste des prestataires locaux est disponible auprès des services techniques). Ces entreprises assurent les opérations de curage, de transport et d'élimination des sous-produits. Néanmoins, le propriétaire doit impérativement s'assurer de la destination de ces déchets et demander un certificat d'intervention à l'entreprise prestataire.

### 1.5.3 Le réseau d'eaux pluviales

Le village ancien ne dispose pas de réseau de collecte des eaux pluviales. Elles s'écoulent par gravitation et au moyen de caniveaux et de ruisseaux dans le Canal du Midi. Par contre, dans les nouvelles zones d'habitat il existe bien un réseau de collecte des eaux pluviales qui s'écoulent également dans le Canal du Midi.

La commune s'est doté d'une étude hydraulique « Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial » (bureau d'étude HYDRO LOGIK INGENIERIE en 2007) qui détermine les « points noirs » en matière pluviale et propose des mesures d'amélioration suivantes.

#### Mesures structurelles

##### Secteur du rond-point des écoles

Le passage du rond-point est sous dimensionné et bloque les écoulements. Un projet de réaménagement du giratoire existe, il pourrait être l'occasion d'effectuer ces travaux. Si le projet du giratoire n'avance pas, il faudra envisager la réalisation d'une transparence hydraulique pour le ruissellement de surface vers le sud de la RD37.

Les autres problèmes recensés dans le secteur sont liés à ceux cités ci-dessus et leur résorption est conditionnée aux travaux envisagés.

##### Les écoulements de surface vers la Redoute les Barries

Il s'agit de traiter le risque résiduel et d'organiser la protection des entrées de propriétés sur le trajet de l'eau en surface vers le Rec de Casso.

##### Le bassin du lotissement des Pins

Cet ouvrage saturé lors de l'épisode de septembre 2005 a laissé passer beaucoup de débit. Il semble cependant possible d'augmenter sa capacité et donc son impact écrêter en rehaussant la côte du déversoir avec un aménagement d'un bon rapport efficacité / prix.

##### Les autres bassins de rétention

Les autres bassins de rétention sur les lotissements à l'est de la commune avaient beaucoup souffert des pluies de 2005. Certains ouvrages avaient été détruits.

Alors que la commune a récupéré la gestion et les contraintes associées de ces ouvrages il semble opportun d'y faire réaliser un diagnostic de leur stabilité et de leur efficacité. Par la suite il pourra y être envisagé d'optimiser les fonctionnements mais les impacts sur la rétention restent moins intéressants que sur le bassin des Pins.

##### Le futur quartier de St Anne / les Tresses (à terme)

A l'occasion de l'urbanisation éventuelle du nouveau Quartier Sainte Anne il s'agira de prévoir l'inauguration d'un nouvel axe de rejet vers le milieu naturel, en l'occurrence vers le bassin de l'Ardailou.

Les lotissements précédents sur les bassins versants D09 et D10 avaient été raccordés sur le Rec de Casso alors qu'ils se trouvaient en limite de crête. On peut penser que la proximité d'un axe hydrologique déjà en place avait facilité le choix. La vulnérabilité du secteur aval du Rec de Casso impose de ne pas continuer à ajouter des rejets sur cet exutoire. Au contraire la nécessité d'équiper le sous bassin de l'Ardailou pour recevoir le nouveau quartier Sainte Anne offre la possibilité de rétablir le partage des eaux initial et de soulager le bassin du Rec de Casso.

#### Mesures non structurelles

##### Partager la culture du risque pluvial

Organiser la communication à destination des riverains situés à proximité des axes d'écoulement potentiels, des chemins de l'eau ou soumis au risque résiduel. Cela peut prendre la forme de réunions de quartier ou d'une réunion plus globale présentant le PCS et l'organisation de la commune à la faveur des réunions prévues par le PCS. L'objectif est de faire partager la culture du risque, en particulier sur les excès pluviométriques du climat méditerranéen et les encourager à prendre des dispositions constructives de prévention des entrées d'eau dans les bâtiments. Il s'agira que chacun prenne conscience des aménagements locaux à mêmes de réduire sérieusement les dommages en cas de réalisation de l'aléa. Par exemple :



- La surélévation de l'entrée à la propriété particulière ou de l'accès au garage
- La mise en place d'un système batardeau amovible et de glissières latérales dans les piliers ou les murs pour empêcher les entrées d'eau en redirigeant les courants.
- Protéger les points sensibles comme les vitrines de commerces

#### Mettre à jour les documents réglementaires et les études

Il faut remettre à jour le Plan Communal de Secours car une grande partie des données sont obsolètes après le changement de municipalité. Il est de toute façon important de s'approprier les procédures pour ne pas les découvrir au dernier moment dans l'urgence. Il est important de conserver les données relatives aux projets réalisés sur la commune afin de se constituer un fond documentaire. En particulier, sur les données des ouvrages, les plans de recollement concernant les bassins de rétention et les prescriptions de la loi sur l'eau dans les lotissements.

#### Améliorer la vigilance et l'alerte

Le système d'alerte aux crues de l'Orb est performant et se développe. Il assure le transfert de l'information vers les communes concernées.

Pour mieux apprécier l'aléa ruissellement urbain ou peri-urbain il est judicieux de se doter de moyens permettant de percevoir l'importance des précipitations en mettant en place un point de suivi des précipitations sur la commune ou en faisant appel à des prestataires extérieurs pouvant réaliser ce suivi.

#### Cas du projet de ZAC Saint-Anne

Le secteur du projet est situé sur le bassin versant du ruisseau de l'Ardailou. Ce cours d'eau s'écoule du Nord au Sud à l'Est de la commune de Portiragnes.

La zone d'étude est traversée en son milieu par un fossé orienté Nord-ouest/Sud-est. Celui-ci se rejette dans le ruisseau de l'Ardailou en aval des terrains du projet et traverse des propriétés privées. Il est très encombré par la végétation.

Les lotissements qui entourent la zone d'étude au Nord, à l'Ouest et au Sud sont équipés de réseaux pluviaux et de bassins de rétention. Une canalisation pluviale du lotissement Nord traverse les terrains du projet. Les exutoires de ces réseaux pluviaux sont orientés vers l'Ouest en direction de la partie urbanisée de Portiragnes.

Le secteur du projet n'intercepte donc pas les eaux de ruissellement des bassins versants extérieurs au projet.

Le projet d'aménagement du secteur Saint-Anne est soumis à la rubrique 2.1.5.0 du décret n° 2006-881 du 17 juillet 2006 et doit donc faire l'objet d'un dossier au titre de la loi sur l'eau. Etant donné que la surface d'aménagement est supérieure à 20 ha, ce dossier sera un dossier de type Autorisation.

#### 1.5.4 La collecte et le traitement des déchets

Les déchets ménagers regroupent l'ensemble des déchets que nous produisons dans le cadre de notre vie quotidienne et familiale. En moyenne les français produisent 511 kg de déchets par habitant et par an (Eurostat, 2014).

Les déchets sont décomposent en plusieurs catégories:

- les ordures ménagères (OM) qui sont les déchets issus de l'activité domestique des ménages et peuvent faire l'objet d'un tri sélectif,
- les déchets verts qui sont biodégradables (tontes de pelouse, branchages, feuilles),
- les objets encombrants dont le volume est trop imposant pour utiliser une poubelle habituelle : vieux meubles, ferrailles, literie, jouets,
- les déchets spéciaux provenant de l'activité des ménages et qui ne peuvent pas être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères, sans créer de risques pour les personnes ou pour l'environnement (peintures, solvants, piles, batteries, toxiques). Ils sont estimés en France à 1 ou 2 kg par habitant et par an.

Les déchets sont aujourd'hui gérés par le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) de Pézenas-Agde. L'adhésion de Portiragnes au SICTOM date de 2003.

Sur l'ensemble du SICTOM, les données relatives à 2006 sont très encourageantes avec une diminution de 19 % des ordures ménagères collectées et une augmentation d'environ 15% des déchets collectés par le tri.

La collecte est réalisée sur la commune le lundi et le jeudi pour les ordures ménagères. Les poubelles jaunes sont récupérées le vendredi. Les ordures ménagères sont acheminées vers le quai de transfert situé à Pézenas puis sont envoyés vers des centres de traitement.

D'après les données de la déchetterie communale de Portiragnes, le chiffrage des déchets ménagers communaux est le suivant :

Année	Tonnage annuel	Détail mois de février	Détail mois d'août
2001	2 567	93	579
2002	2 362	83	515
2006	1 529	69	305
mars 2015-février 2016	1 700	73,7	319,12

Depuis 2001 la collecte des ordures ménagères a diminuée alors que la population a augmenté. Cette diminution s'explique par la mise en place du tri sélectif sur la commune.

Au nord de Portiragnes, en renforcement de l'espace Vitarelle, se trouve l'ancien site de dépôt de déchets de chantiers et de déchets verts de la commune.

Par ailleurs, la commune se doit de développer les modes de collectes sélectives de ses déchets et notamment auprès des campings.

Au centre du village, on retrouve également une déchetterie fonctionnelle mais à restructurer conformément à la législation en vigueur.

## CONCLUSION

Le programme des constructions de la ZAC Saint-Anne prévoit à ce jour la création de 380 logements, l'apport de population, de l'ordre de 874 nouveaux habitants, confortera les commerces existants sur la commune, mais suscitera également de nouveaux besoins en termes d'équipements publics (sécurisation des accès viaires, rétention, espaces publics, équipements collectifs, création et réfection de réseaux, ...) pris en partie en charge par l'opération elle-même qui prévoit également la création d'équipements publics (complexe sportif, boulodrome..)

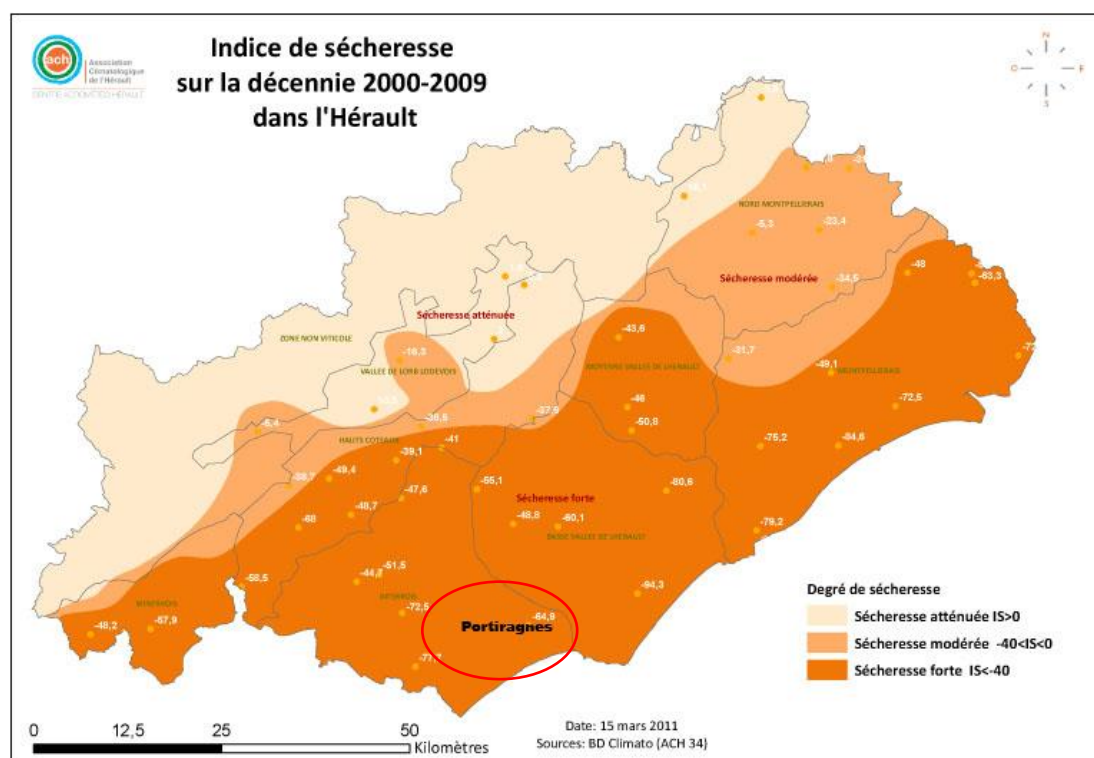
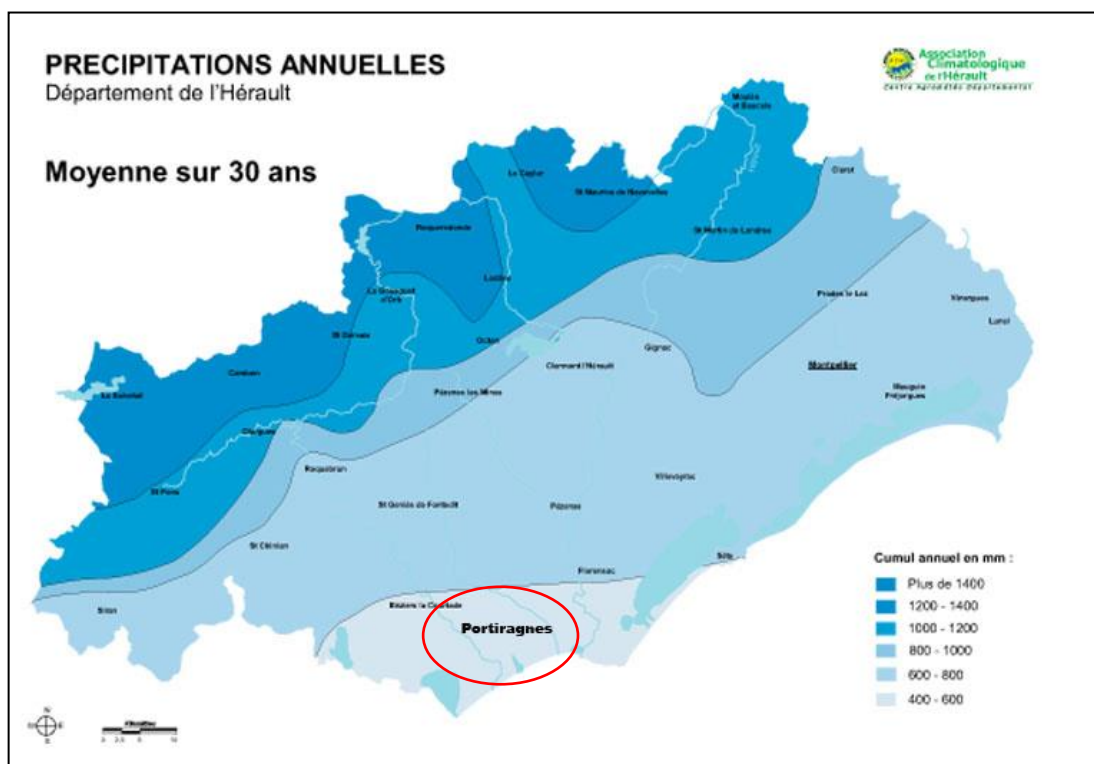
## 2. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE SECTEUR SAINT-ANNE

## 2.1 ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

### 2.1.1 Le climat local

Le climat de Portiragnes est typiquement méditerranéen caractérisé par des hivers tempérés, des étés chauds et une forte insolation. Toutefois même si le climat méditerranéen est réputé pour la douceur de ses saisons, des pics de température ont été relevés, pouvant atteindre 39,5°C (Prades, 07 juillet 1982) ou -17,8°C en hiver (Montpellier-Fréjorgues, 05 février 1963). La situation de la Commune sur l'arc méditerranéen lui confère une durée d'insolation annuelle d'environ 2700h, ce qui représente 147 jours d'ensoleillement au total.

Le régime des vents est caractérisé par la présence de la Tramontane, vent froid, sec et violent, de nord-ouest très fréquent en hiver et au printemps. Le vent Marin, venant de l'est, est également présent sur la commune.



## 2.1.2 La qualité de l'air

### 2.1.2.1 Suivi de la qualité de l'air dans la région

La région Languedoc-Roussillon dispose d'un observatoire assurant un suivi continu de la qualité de l'air : AIR-LR (Air Languedoc-Roussillon). AIR-LR est un observatoire scientifique et technique, agréé au titre du Code de l'Environnement. Ses missions, définies par le Code de l'Environnement sont les suivantes :

- surveiller la qualité de l'air par des mesures en continu d'indicateurs majeurs de la pollution atmosphérique, ainsi que par des mesures ponctuelles,
- prévoir la qualité de l'air du lendemain et les épisodes de pollution atmosphérique par l'application de modèles statistiques,
- Réaliser des études spécifiques par moyens mobiles, par tubes de prélèvement d'air, par la mise en œuvre de simulations mathématiques, en dressant des cartographies de répartition de polluants...
- informer chaque jour avec l'indice ATMO et à travers de nombreux supports d'informations : site Internet, bulletin trimestriel, rapport annuel, brochures d'information, posters, exposition...

Le réseau de surveillance est composé de 15 stations fixes de mesures de qualité de l'air, représentatives de l'ensemble de la région : stations à proximité immédiate des grands axes routiers, stations urbaines et périurbaines, stations rurales, proximité sites industriels.

### 2.1.2.2 Qualité de l'air de « Nord-Ouest du Bassin de Thau » via l'indice ATMO

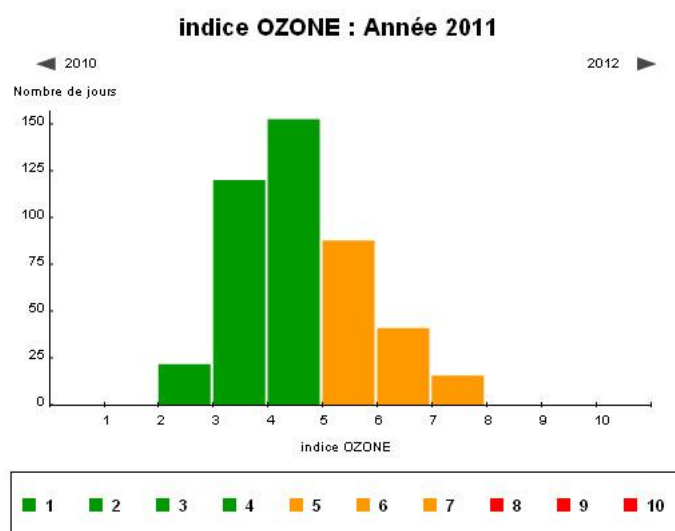
L'indice ATMO caractérise la qualité d'air globale pour les agglomérations de 100 000 habitants. Il est représenté par un chiffre allant de 1 à 10 associé à un qualificatif (de très bon à très mauvais) et une couleur (vert à rouge). Cet indice et son mode de calcul sont précisément définis au niveau national par l'arrêté du Ministère de L'Ecologie et du développement Durable du 22 juillet 2004.

Cet indice est déterminé à partir des niveaux de pollution mesurés au cours de la journée par les stations de fond urbaines et périurbaines de l'agglomération et prend en compte les différents polluants atmosphériques, traceurs des activités de transports, urbaines, industrielles. Le type de site de mesure pris en compte est précisément défini : il s'agit de sites de fond situés dans les zones fortement peuplées de l'agglomération.

Pour chaque polluant un sous-indice est calculé. Chaque sous-indice est déterminé chaque jours à partir d'une moyenne des niveaux de polluant considéré sur l'ensemble des stations retenues. Pour les particules, on prend la concentration moyenne journalière sur chaque site. Pour le dioxyde soufre, le dioxyde d'azote et l'ozone, c'est la concentration maximale horaire du jour qui est relevée sur chaque site. C'est le sous-indice maximal qui est choisi comme indice ATMO final caractérisant la qualité de l'air global de la journée considérée.

#### Indice ATMO

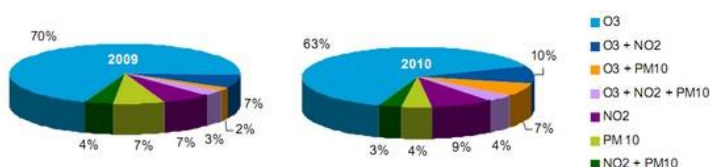
#### Agathois et Piscénois



#### Origine de l'indice

En 2011, comme les années précédentes,

- le dioxyde de soufre n'est jamais à l'origine de l'indice,
- la part de l'ozone (seul ou associé à d'autres polluants) dans la détermination de l'indice Atmo est majoritaire (84% en 2011 et 82% en 2010),
- la majorité des indices « Moyens à Médiocres » a pour origine l'ozone et a été observée lors de la période estivale (1er avril au 30 septembre).



Globalement la qualité de l'air sur le Nord-Ouest du Bassin de Thau est bonne.

Le zonage a été modifié en 2010 : auparavant, la zone couverte par la station de mesure s'appelait « Agathois-Piscénois ».



### 2.1.3 La topographie du secteur Saint-Anne

Les terrains du projet présentent globalement une pente vers le Sud-est, en direction du ruisseau l'Ardailou. La valeur de cette pente est d'environ 2,0 %.

La zone d'étude est traversée en son milieu par un fossé orienté Nord-ouest/Sud-est. Les terrains présentent une pente vers ce fossé pluvial.

L'Ouest de la zone d'étude est situé sur un point haut. Les voiries et chemins situés à proximité de la zone d'étude sont de niveau avec les terrains du projet hormis la voie communale n°5 (chemin des Tresses) au Nord qui présente un dénivelé de -2m. Actuellement, les terrains du projet sont occupés par des friches, des champs et des vignes.

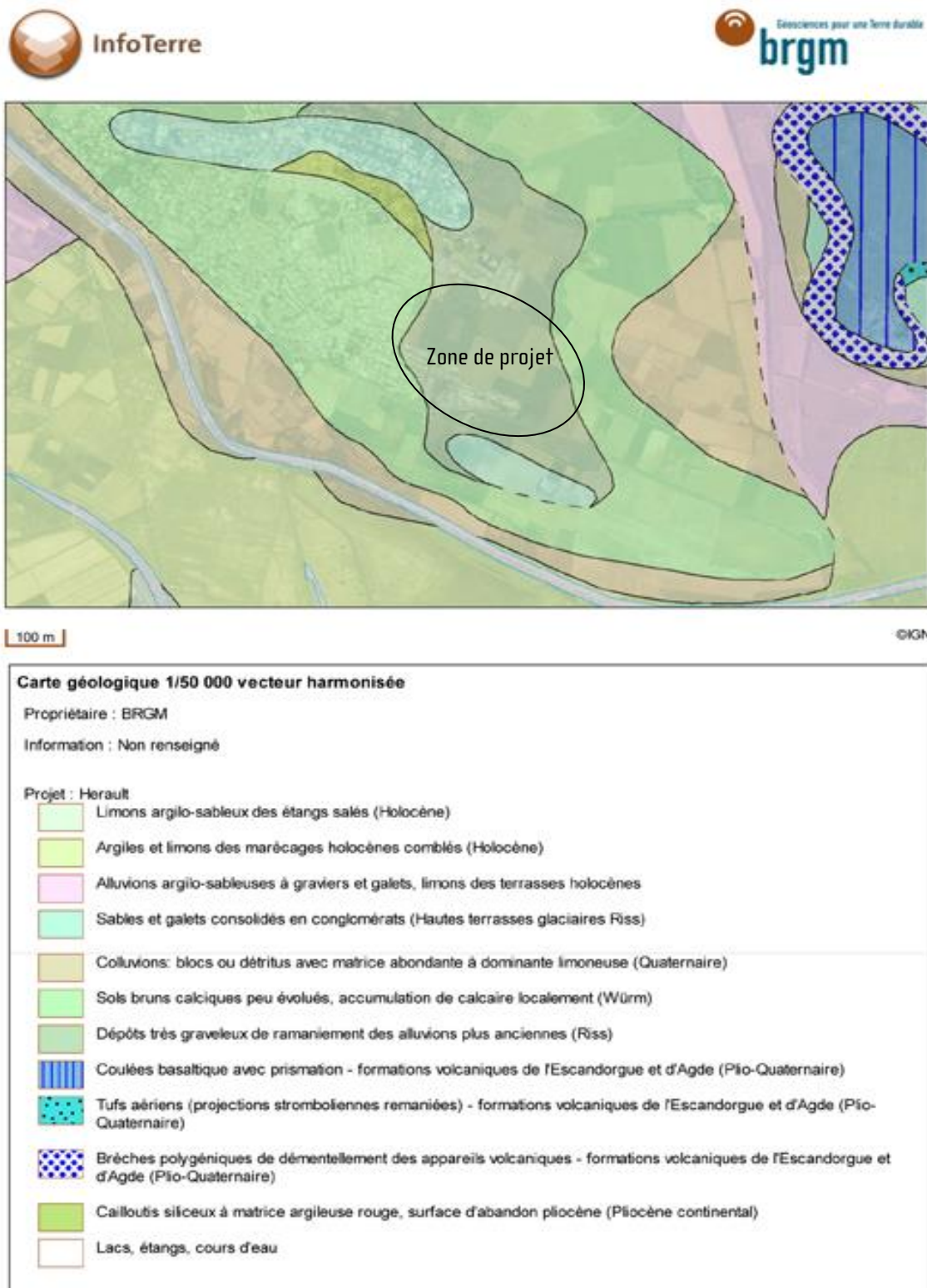


### 2.1.4 La géologie du secteur Saint-Anne

Selon la banque de données du sous-sol du BRGM, le site à l'étude est notamment composé :

- d'alluvions argilo sableuses à graviers et galets, limons des terrasses holocènes
- de marnes bleues sableuses et de marnes argileuses
- de calcaire coquiller et molasse calcaréo-gréseuse

Une étude de sol en phase de réalisation devrait permettre de confirmer et d'affiner la nature du sous-sol.





## 2.1.5 Hydrologie sur le secteur Saint-Anne

### 2.1.5.1 Etat actuel

Le secteur du projet est situé sur le bassin versant du ruisseau de l'Ardailou. Ce cours d'eau s'écoule du Nord au Sud à l'Est de la commune de Portiragnes



*Ruisseau de l'Ardailou*

La zone d'étude est traversée en son milieu par un fossé orienté Nord-ouest/Sud-est. Celui-ci se rejette dans le ruisseau de l'Ardailou en aval des terrains du projet et traverse des propriétés privées. Il est très encombré par la végétation.



*Fossée central à la zone d'étude*



Les lotissements qui entourent la zone d'étude au Nord, à l'Ouest et au Sud sont équipés de réseaux pluviaux et de bassins de rétention. L'intégration paysagère de ces bassins de rétention est pour le moins tout à fait relative.



*Bassins de rétention extérieur au projet*

Une canalisation pluviale du lotissement Nord traverse les terrains du projet. Les exutoires de ces réseaux pluviaux sont orientés vers l'Ouest en direction de la partie urbanisée de Portiragnes.

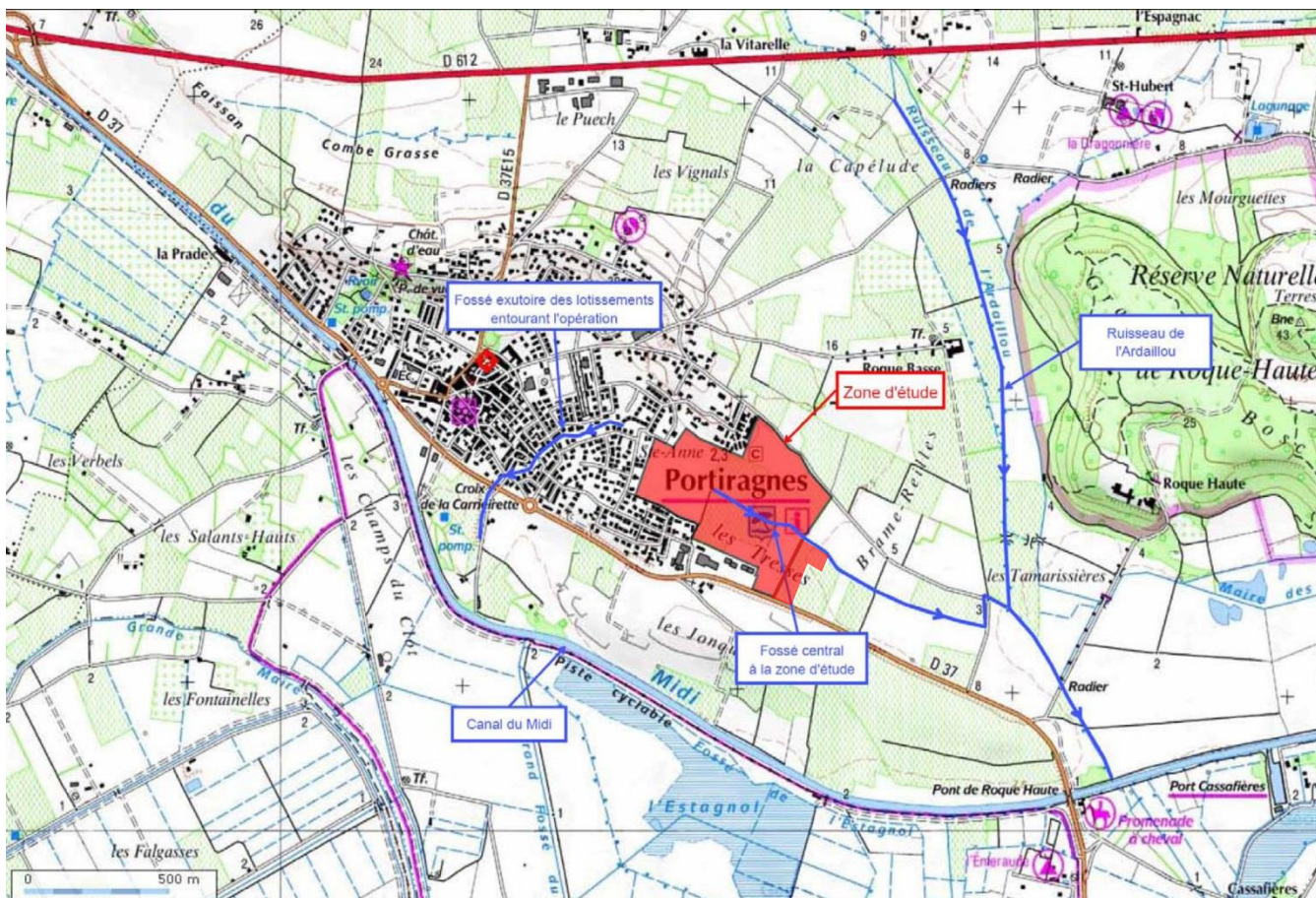


*Regard de réseau pluvial traversant les terrains de l'opération.*

Le secteur du projet n'intercepte donc pas les eaux de ruissellement de bassins versants extérieurs au projet. La planche photographique en page suivante illustre cette description. Les sens des écoulements de surface sont symbolisés par des flèches bleues.



Le réseau hydrographique décrit ici est schématisé sur le plan qui suit.



Calcul des débits de pointes sur le secteur :

Les débits de pointe générés par les terrains de l'opération sont calculés avec la méthode rationnelle :

$$Q = C/A/360$$

Avec  $C$  le coefficient de ruissellement actuel.

*A la superficie en hectares.*

*l'intensité de la pluie en mm/h*

Les coefficients de Montana pris en compte pour le calcul de l'intensité sont ceux calculés à partir des données de la station pluviométrique de Montpellier-Fréjorques.

	$a$	$b$
10 ans	53,95	0,478
100 ans	83,08	0,455

### *Coefficients de Montana à Montpellier*

Les caractéristiques et les débits de pointe générés en l'état actuel par la zone d'étude sont présentés dans les tableaux suivants.

Pour les surfaces naturelles, les coefficients de ruissellement sont pris égal à 0,30 pour un épisode pluvieux décennal et à 0,50 pour un épisode pluvieux centennal.

Bassin versant	Surface (ha)	Surface imperméabilisée (ha)	Longueur hydraulique (m)	Pente (%)	Coefficients de ruissellement	
					10 ans	100 ans
Secteur de projet	24.65	0	650	1.5	0.30	0.50

Caractéristiques du bassin versant de la zone d'étude – Etat actuel

Bassin versant	Surface (Ha)	Débits de pointe	
		10 ans	100 ans
Secteur de projet	24.65	1.57	3.97

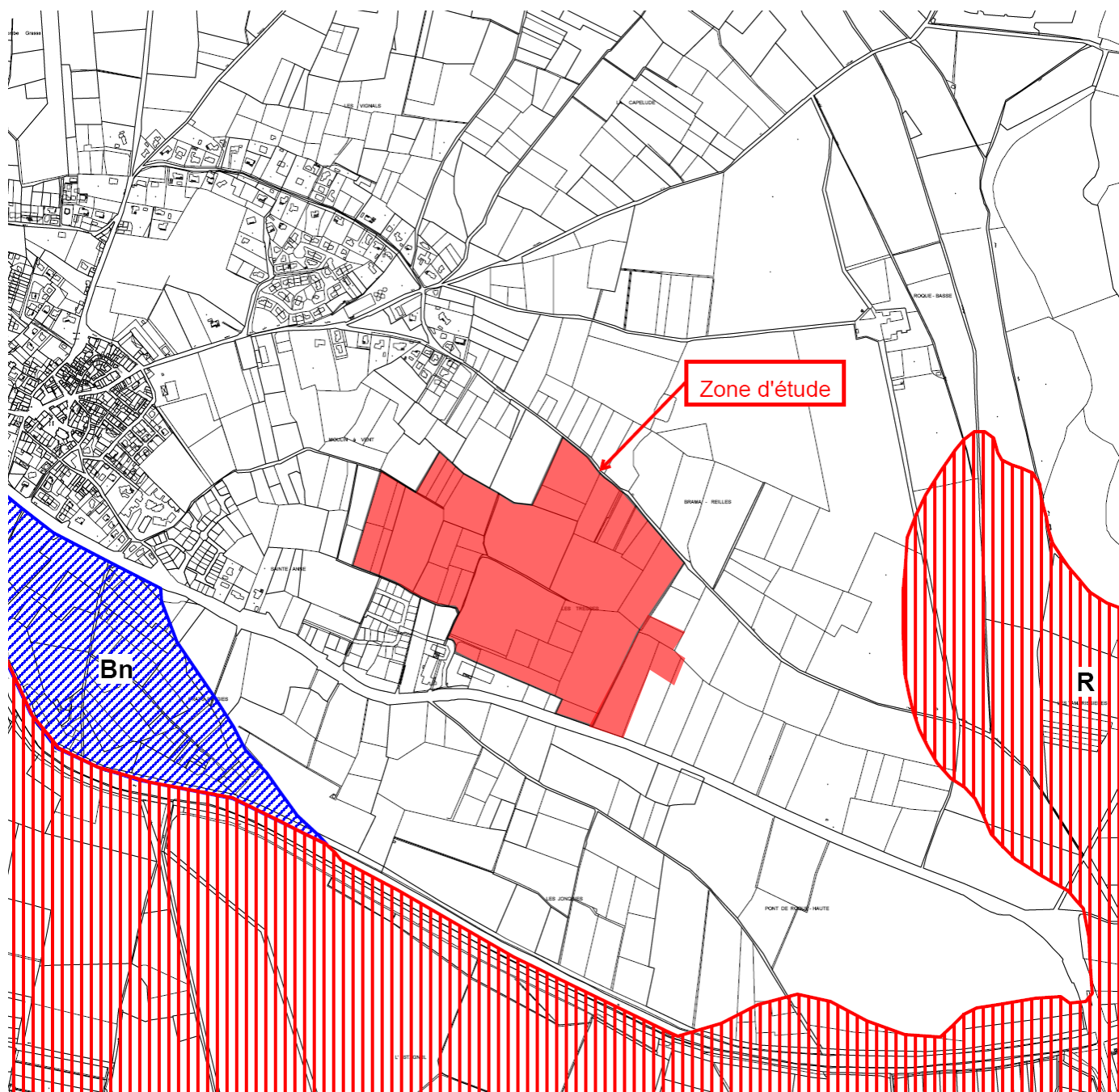
*Débits de pointe – Etat actuel*

#### Zone inondable :

La commune de Portiragnes est concernée par le Plan de Prévention du Risque Inondation (P.P.R.I.) de la Basse plaine de l'Orb, approuvé le 12 septembre 2000.

Ce P.P.R.I. permet de préciser l'étendue de la crue et la décrit à l'aide de deux paramètres : la hauteur de submersion et la vitesse d'écoulement. Suivant l'intensité de ces éléments, la crue est qualifiée en types d'aléas.

Comme le montre l'extrait cartographique ci-dessous, la zone d'étude n'est pas concernée par le risque inondation défini au PPRI.



*Extrait cartographique du PPRI*

Il est à noter que le présent PPRI a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 7 septembre 2015 afin d'engager une procédure de révision en vue d'actualiser le risque d'inondation par débordement fluvial, mais aussi d'intégrer les différents risques littoraux auxquels la commune est soumise.

### 2.1.5.2 Etat projeté

Le projet d'aménagement du secteur Saint-Anne est soumis à la rubrique 2.1.5.0. du décret n° 2006-881 du 17 juillet 2006 et doit donc faire l'objet d'un dossier au titre de la loi sur l'eau. Etant donné que la surface d'aménagement est supérieure à 20 ha, ce dossier sera un dossier de type Autorisation.

Imperméabilisation :

Le projet d'aménagement a pour conséquence directe une augmentation des surfaces imperméabilisées, notamment par la création de voiries et de bâtiments.

Bassin versant	Surface (ha)	Surface imperméabilisée			
		Voiries et liaisons douces	Logements individuels et collectifs	Services et équipements publics	Total
Secteur de projet	23.80	2.93	5.46	2.25	10.64

*Surfaces imperméabilisées – état projet*

Les surfaces imperméabilisées en l'état projet représentent 10,64 ha. Compte tenu que la surface de l'opération est de 23,80 ha, le taux d'imperméabilisation de la zone est de 45 %.

L'impact des aménagements sur les coefficients de ruissellement et sur les débits de pointe est présenté dans les tableaux suivants par comparaison de l'état actuel et de l'état projeté.

Bassin versant	Coefficient de ruissellement			
	Actuel		Projet	
	C10	C100	C10	C100
Secteur de projet	0.51	0.65	0.73	0.81

*Coefficient de ruissellement*

Bassin versant	Etat actuel		Etat projet		Augmentation	
	Q10	Q100	Q10	Q100	Q10	Q100
Secteur de projet	1.84	4.08	2.48	4.81	35%	18%

*Débits de pointe*

Afin de compenser l'augmentation des débits de pointe engendrés par les aménagements projetés et afin de reproduire le fonctionnement initial des sols, le projet prévoit la mise en œuvre de volumes de compensation.

Mesures compensatoires:

Dans le cadre d'un dossier loi eau, les volumes de compensation à mettre en œuvre sont calculés selon deux méthodes. La valeur retenue correspond à la valeur la plus importante entre ces deux méthodes :

- Règles générales établies par la M.I.S.E de l'Hérault à savoir 120 litres de rétention par m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée.
- Méthode des pluies à l'aide des coefficients de Montana a et b issus du poste pluviométrique de Montpellier-Fréjorgues permettant d'assurer une protection centennale. La méthode des pluies consiste à réaliser à chaque instant la différence entre le volume ruisselé et le volume vidangé.

A ce stade de l'étude et en première approximation, les calculs sont basés sur un volume de compensation correspondant à 120 litres par m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée.

Les surfaces imperméabilisées représentent 10,64 ha ce qui demande la mise en œuvre de 12 800 m<sup>3</sup> de volume de compensation minimum.

Ce volume de compensation est obtenu par la mise en œuvre de bassins aériens situés en partie basse de la zone d'étude.

## 2.2 ENVIRONNEMENT NATUREL

### 2.2.1 Les ensembles boisés

La commune de Portiragnes est principalement couverte par un grand ensemble boisé majeur il s'agit du massif de Roquehaute qui est un espace naturel et sauvage d'envergure départementale, classé en réserve naturelle.

Cet ensemble boisé est couvert d'une garrigue à cistes (*Cistus* sp.) et à chênes verts (*Quercus ilex*). A côté de ces espèces dominantes poussent aussi le chêne kermès (*Quercus coccifera*), le romarin (*Rosmarinus officinalis*), le jasmin (*Jasminum fruticans*) et le genêt d'Espagne (*Spartium junceum*) ainsi que la salsepareille.

La commune de Portiragnes possède un alignement de platanes d'une grande qualité paysagère longeant la route départementale 37 et le Canal du Midi. Cet alignement structure l'entrée ouest du village en agrémentant son itinéraire routier.

En dehors de ces espaces remarquables, la crête nord de la commune supporte une pinède plantée principalement de pins d'Alep, le premier mouvement constructif de la commune s'est implanté au sein de cet espace boisé, parsemé aujourd'hui de logements pavillonnaires. En plus de cette colline boisée à dominante naturelle, certaines zones urbanisées recèlent des boisements de pins d'Alep qui "couvrent" les quartiers urbanisés.

Au centre ouest du village, on retrouve la plus importante de ces anciennes pinèdes propriété de la Compagnie Bas Rhône Languedoc.

On retrouve ce même peuplement forestier à proximité du littoral et de la station de Portiragnes - plage, où les pins, une fois de plus largement dominants, délimitent et longent les axes routiers et quartiers d'habitations.

### 2.2.2 Les inventaires et dispositifs de protection réglementaire

La commune bénéficie de nombreux sites exceptionnels.

On peut noter la présence de deux sites intégrés au réseau Natura 2000 au titre de la directive Habitats qui sont des sites d'intérêt communautaire du Plateau de Roque-Haute et de La Grande Maïre.

Le plateau de Roque-Haute n'est concerné par aucun projet. Il demeure en l'état avec une protection renforcée.

Par contre, le site de La Grande Maïre, où se développe l'extension du projet de lagunage communal, fait l'objet d'une étude approfondie du Cabinet Biotope (cf. paragraphe suivant).

#### Le plateau de la Roque Haute

Le Domaine de Roque-Haute est le vestige d'une forêt que les civilisations antérieures ont exploité pour l'utilisation du basalte. La cessation des activités a permis à la nature de retrouver ses droits.

Aujourd'hui il est essentiellement composé de chênes verts et de maquis (maquis bas à ciste crépu, bruyère à balais et ajonc à petites fleurs).

Il est composé d'un biotope unique sur le littoral méditerranéen lié au caractère basaltique du plateau. Identifié comme zone humide, il accueille des groupements végétaux exceptionnels. On relève de nombreuses espèces rares, dont 7 sont protégées ainsi que quelques espèces nord-africaines qui trouvent ici leur unique localité européenne. Le site comprend plus de 200 mares méditerranéennes.

Le domaine de Roque-Haute est un élément constitutif du patrimoine de la commune. Ses caractéristiques environnementales singulières ont favorisé le développement d'un biotope terrestre et marin unique, composés de végétaux très rares.

Son importance est ainsi connue par le monde scientifique et les services de l'État.

Sur le site, sont présents : la ZNIEFF « Domaine de Roque-Haute », la réserve naturelle de Roque-Haute. Il s'agit enfin d'un Site d'Intérêt Communautaire Natura 2000.

#### La grande Maïre

La Grande Maïre est une vaste zone humide essentiellement composée :

- d'une sansouire
- de plusieurs étendues d'eau saumâtre s'interconnectant lors de crues importantes
- d'une roselière à *Phragmites australis* notamment aux abords de la Grande Maïre proprement dite
- de près humides pâturés au nord et à l'ouest.

Le site garde la trace d'aménagements anciens (roubines, digues et parcellaires) notamment au nord de la zone.

En voie de régression, elles constituent des aires d'accueil pour les oiseaux.

Ce milieu estuarien est de plus original pour l'ensemble du littoral Languedoc-Roussillon. Il faut souligner le rôle hydrologique joué par cette zone humide. C'est en effet un espace « tampon » en cas de fortes crues ou de « coups » de mer protégeant ainsi les zones agricoles et urbanisées alentours.

Comme toutes les zones humides, ce milieu très dynamique réagit très rapidement à toute modification importante de la gestion de l'eau et donc à tout aménagement hydraulique. La fréquentation touristique et les aménagements induits qui en découlent sont également des sources de dégradations potentielles ainsi que l'extension de l'urbanisation diffuse au détriment des prairies humides.



Sur le site, sont présents : la ZNIEFF « Grande Maïre », la ZPS « Est et Sud de Béziers » (site Natura 2000). Il s'agit de plus d'une zone humide.

#### Le Palus et l'ancien grau du Libron

Cette zone humide est séparée en deux par le Canal du Midi. Au nord du canal, on observe une belle roselière monospécifique entrecoupée d'un réseau de roubines. Plus au sud, aux environs de port Cassafières, se succède une mosaïque de prés humides, pâturés en alternance avec des cultures.

Le Palus et l'ancien grau du Libron, possédant une succession de biotopes très diversifiés (ancien grau naturel, roselière, pré humide...), sont propices à l'installation d'une flore et d'une faune riches et parfois rares.

Le paysage et la végétation de l'ancien grau du Libron sont étroitement liés aux échanges hydrauliques et à la salinité du milieu. Toute modification de la salinité ou de la submersion aura donc des répercussions importantes.

La fréquentation touristique et les aménagements qui en découlent sont également des sources de dégradation potentielles de ce milieu.

Sur le site, sont présents : la ZNIEFF « Le Palus et ancien grau du Libron ». Il s'agit de plus d'une zone humide.

#### Le cordon littoral de la Redoute

Ce cordon dunaire, qui est à resituer comme élément notable des dunes du Golfe du Lion, est intéressant car il reste encore relativement préservé par endroits. Il est en continuité avec le remarquable cordon dunaire des Orpellières. Il induit de plus une diversité paysagère dans un environnement urbain. Il possède une flore riche et diversifiée et notamment 6 espèces rares dont trois sont inscrites sur le livre rouge des espèces menacées en France.

Comme toutes les dunes du Golfe du Lion, ce cordon dunaire est particulièrement sensible aux agressions des vents et de la mer, ainsi qu'à l'action de l'homme (piétinement dû à une surfréquentation qui accentue les phénomènes d'érosion).

L'arrière de la plage est composé de dunes fixées par un cortège de plantes spécifiques. Ces dunes sont relativement récentes et leur âge ne dépasse pas 2 000 ans. Leur formation résulte d'un apport de sable. Aujourd'hui, ces apports sont quasi-nuls, du fait d'un déséquilibre en matière d'échange sableux sur tout le littoral. Ces faciès sont relativement stables dans le temps mais très sensibles aux perturbations anthropiques car très fragiles. Un piétinement trop important pourrait altérer la structure des dunes.

Sur le site, sont présents : la ZNIEFF « Le cordon littoral de la redoute ». Il s'agit de plus d'une zone humide.

#### La majorité de la commune (ZPS « est et sud de Béziers »)

Pour encourager une meilleure gestion du patrimoine naturel, la Communauté Européenne a mis en place une politique de conservation de la nature. La législation communautaire repose sur deux textes : les directives « Oiseaux » et « Habitats » qui prévoient la sauvegarde des milieux naturels et des espèces de la faune et de la flore, notamment à travers la création d'un réseau européen de sites protégés.

La directive « Oiseaux » (n°79/409 du 2 avril 1979) vise la protection à long terme et la gestion de toutes les espèces d'oiseaux vivant à l'état sauvage sur le territoire communautaire et de leurs habitats. A la vue de cette directive, des périmètres, constitués en Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) ont été élaborés. Les États-membres s'engagent à y mettre en place des protections adaptées dans des zones dites de protections spéciales (ZPS).

La directive « Habitats » (n°92-43 du 21 mai 1992) vise elle, la préservation des habitats et des espèces de la faune (hors oiseaux) et de la flore qualifiés d'intérêt communautaire. Chaque État membre est chargé d'identifier sur son territoire, puis de désigner comme zones spéciales de

conservation (ZSC), les sites importants à ce titre.

L'ensemble des ZPS et des ZSC désignées constituera le réseau européen de sites protégés baptisé Natura 2000.

La majorité de la commune est couverte par la Zone de Protection Spéciale « Est et Sud de Béziers » est située sur les territoires de Vias, Bessan, Cers, Sérignan, Villeuneuve-lès-Béziers, Valras-plage, Agde, Montblanc et Portiragnes. La surface de la ZPS est de 6 089,7 hectares. Le zonage a été arrêté le 7 mars 2006.

La ZPS couvre toute la partie Ouest du territoire et comprend la totalité du village de Portiragnes (mais exclut Portiragnes Plage). La surface couverte sur la commune est de 1 451 hectares, soit 72 % du territoire communal et 23% de la surface totale de la ZPS. Il n'y a pas de Document d'Objectifs (DOCOB).

Les espèces à forte valeur patrimoniale, inscrites dans la directive européenne « Oiseaux » et à l'origine de la zone Natura 2000, sont menacées par diverses pressions :

- le rollet d'Europe *Coracias garrulus* : destruction des habitats de nidification et d'alimentation, coupe régulière des platanes au bord des routes, destruction des ripisylves et modifications paysages agricoles,
- le Circaète Jean-le-blanc *Circaetus gallicus* : perte d'habitats pour ces espèces, de leurs proies par reboisement naturel ou artificiel, sensibles aux dérangements sur ses sites de nidification forestiers,
- le Milan noir *Milvus migrans Boddaert* : Modifications dans la gestion des ressources alimentaires liées aux activités humaines, l'empoisonnement, le tir et l'électrocution,
- le Bruant Ortolan *Emberiza hortulana* Linné : intensification des zones de culture au niveau des plaines,
- l'Outarde Canepetière *Tetrax tetrax* Linné : reconversion des friches par l'urbanisation, disparition des bordures enherbées, utilisation de produits phytosanitaires,

- le Pipit rousseline *Anthus campestris* : disparition des habitats dus aux reboisements, à l'agriculture intensive, et à l'abandon des terres,
- la Lusciniole à moustaches *Acrocephalus melanopogon* : destruction des marais littoraux et disparition des zones humides,
- le Blongios nain *Ixobrychus minutu* : disparition de ces habitats,
- l'Alouette calandrelle *Calandrella brachydactyla* : fragmentation et perte de son habitat, expansion touristique côtière avec les constructions d'immeubles résidentiels,
- l'Alouette lulu *Lulula arborea* : disparition des habitats due à l'agriculture intensive, à l'abandon de l'élevage traditionnel et aux reboisements,
- l'Échasse blanche *Himantopus himantopus* : espèce qui n'est pas menacée,
- le Busard cendré *Circus pygargus* : destruction des nids par les travaux de récolte des céréales, la chasse et les récoltes précoces.

### Synthèse des inventaires et des mesures de protection

Le tableau suivant résume les dispositifs de protection de la faune et de la flore présents sur la commune.

Nom	ZNIEFF	Natura 2000	Zone humide	Réserve naturelle
Domaine de Roque-Haute				
La Grande Maïre				
Le Palus et ancien grau du Libron				
Le cordon littoral de la redoute				
La majorité de la commune				

Les quatre Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique présentes sur le territoire communal sont listées dans le tableau suivant.

Nom	Type	Numéro	Surface
Domaine de Roque-Haute	I	n°40280000	112 hectares
Grande Maïre	II	n°00004012	410 hectares
Le Palus et ancien grau du Libron	II	n°00004151	157 hectares
Du cordon littoral de la redoute	II	n° 00004017	11 hectares

Les ZNIEFF de type I sont des secteurs d'une superficie en général limitée, caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées. Il s'agit d'un secteur d'intérêt biologique remarquable.

Les ZNIEFF de type II constituent des grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Un inventaire départemental des zones humides de l'Hérault a été réalisé en avril 2006.

Sur notre secteur il concerne le Domaine de Roque - Haute, la Grande Maïre et le Palus et ancien grau du Libron. Il a permis de dégager les principales caractéristiques de ces secteurs.

Rappelons que la « Convention sur les zones humides d'importance internationale », signée à Ramsar (Iran) le 2 février 1971, vise à favoriser la conservation des zones humides et des oiseaux aquatiques au moyen de leur détermination et délimitation, l'étude de leurs aspects caractéristiques, et de la mise en place d'un plan d'aménagement qui va en permettre la conservation et la valorisation.

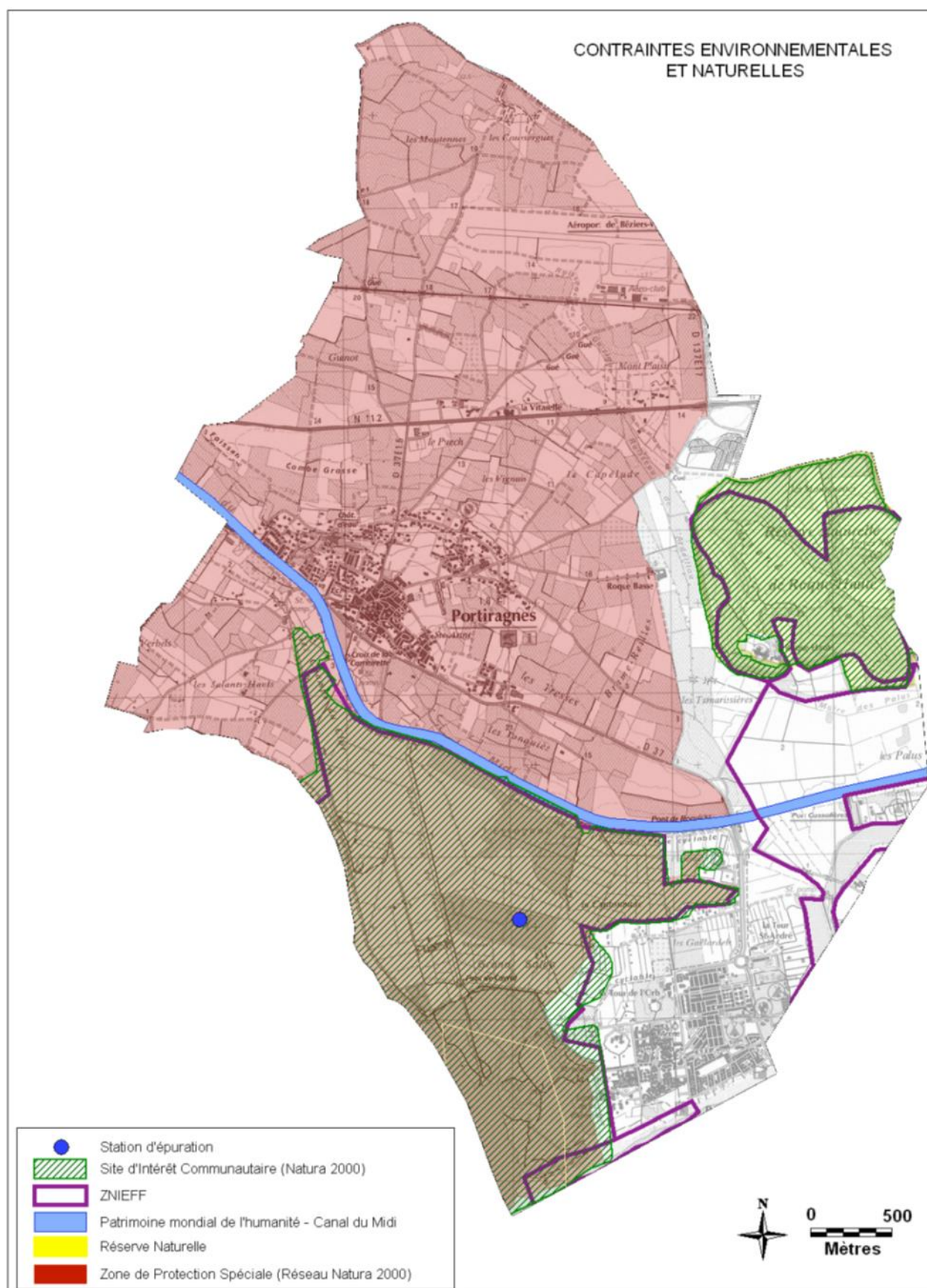
Toutes les zones humides du littoral constituent ainsi un patrimoine à préserver.

Les articles 17 à 20 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, concernant les zones de protection d'un site, sont applicables aux réserves naturelles créées en l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature.

Ces mesures sont donc appliquées au Domaine de Roque Haute.







### 2.2.3 Fonctionnement écologique du site Saint-Anne

Dans le cadre de l'élaboration du PLU approuvé en 2009, et afin de permettre une éventuelle ouverture à l'urbanisation du secteur Saint-Anne, une expertise écologique a été diligentée dans le cadre de l'évaluation des incidences sur un site classé NATURA 2000.

Un dossier d'évaluation des incidences du projet sur les espèces et habitats des sites Natura 2000 devait donc être réalisée, au regard de leurs objectifs de conservation, c'est à dire de l'ensemble des mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable.

Cette évaluation répond en cela aux articles 6-3 et 6-4 de la directive « Habitats » n° 92/43 transposée en droit français par l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001, puis par le décret du 20 décembre 2001 (articles R 214-34 à R 214-39 du code de l'environnement).

Les conclusions sont les suivantes

Rappel sur la ZAD de Saint-Anne et la ZPS :

L'urbanisation du quartier Saint-Anne Est n'est pas prévue dans le cadre de ce PLU mais les fortes pressions qui s'exercent dans ce secteur ont entraîné la création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) d'une vingtaine d'hectares environ, pour couper court à toute velléité immédiate d'urbanisation non maîtrisée ;

La commune et ses partenaires pourront ainsi exercer leur droit de préemption pour une durée de 14 ans, ce qui permet de contenir la spéculation foncière.

Les aménagements envisageables sur la zone pourraient consister, le moment venu, en une opération associant logements, équipements et services dans une recherche de mixité sociale.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone agricole de Saint-Anne nécessitera alors une réflexion environnementale particulière, car elle se situe dans la Zone de Spéciale de Protection « Est et Sud de Béziers » (site Natura 2000 FR9112022).

La ZPS est située sur les territoires de Vias, Bessan, Cers, Sérignan, Villeuneve-lès-Béziers, Valrasplage, Agde, Montblanc et Portiragnes. Sa surface est de 6 090 hectares. Le zonage a été arrêté le 7 mars 2006.

La ZPS couvre toute la partie Ouest du territoire et comprend la totalité du village de Portiragnes (mais exclut Portiragnes Plage).

La surface couverte sur la commune est de 1 451 hectares, soit 72 % du territoire communal et 23% de la surface totale de la ZPS.

En l'absence de DOCOB, une évaluation des incidences des futurs aménagements a été réalisée par le cabinet MTDA, au travers de deux expertises de terrain destinées à appréhender les impacts sur les espèces présentes.

Par ailleurs, afin de réaliser un projet en accord avec la philosophie du réseau Natura 2000, l'ensemble des communes intégrées à la ZPS ont été contactées (Agde, Bessan, Cers, Sérignan, Valras, Vias et Villeneuve) trois mois environ avant la finalisation du rapport.

Pour ne pas avoir des effets cumulatifs sur la ZPS, il leur a été demandé de présenter leurs projet de développement au niveau de cette zone.

Sur les communes ayant répondues, seule la commune de Vias a décidé d'ouvrir à l'urbanisation 55 hectares au Nord du village.

#### Première expertise

##### *Méthodologie utilisée pour appréhender les incidences potentielles*

L'analyse a été réalisée en 3 temps :

- analyse bibliographique des espèces d'oiseaux ayant justifié la proposition de site d'intérêt communautaire,
- analyse des milieux où ces espèces peuvent être potentiellement identifiées sur le site,
- observations de terrain pour confirmer la présence de ces espèces.

##### *Analyse des milieux*

Les différentes espèces recensées au sein de la zone Natura 2000 ont été analysées. Les habitats et les milieux qu'elles fréquentent ont été répertoriés, puis comparés avec les conditions réelles de la zone.

La zone agricole de Saint-Anne correspond exclusivement au milieu intitulé « Zones dégagées (cultures, friches, vignes,...) ».

Dans ce type de milieu, les espèces susceptibles d'être rencontrées sur le terrain sont le Rollier d'Europe, le Circaète Jean-le-blanc, le Milan noir, le Bruant Ortolan, l'Oufarde Canepetière, l'Alouette calandrelle et le Busard cendré.

##### *Observations de terrain*

La zone naturelle du quartier de Saint-Anne a fait l'objet d'un parcours de terrain pour analyser, de manière plus précise, les types de milieux ainsi que l'avifaune présente, selon le protocole d'observation suivant :




- Heure et date de la visite : le 04 juillet 2007, à partir de 7 h00 du matin
- Périmètre étudié : au-delà de quelques centaines de mètres par rapport à la parcelle qui sera ouverte à l'urbanisation,
- Personnes ayant réalisé l'étude : une ornithologue et une chargée d'étude en environnement,
- Matériel utilisé : longue vue, jumelles, tablet PC, appareil photo, ouvrage de confirmation des espèces (« le guide ornitho » de Lars Svensson).

La zone considérée est essentiellement constituée de vignes, friches agricoles et terrains cultivés.

Quelques individus ligneux arborescents ont été recensés au bord des champs.

Deux espèces ont principalement été identifiées : le tamaris (*Tamarix gallica*) et le figuier (*Ficus Carica*).

Milieux	Rollier d'Europe Coracias garrulus	Circaète Jean-le-blanc Circaetus gallicus	Milan noir Milvus migrans	Bruant ortolan Emberiza hortulana	Ourtade Canepetière Tetrax tetrax	Pipit rousseline Anthus campestris	Lusciniole à moustaches Acrocephalus melanopogon	Blongios nain Ixobrychus minutus	Alouette calandrelle Calandrella brachydactyla	Alouette lulu Lulula arborea	Echasse blanche Himantopus himantopus	Busard cendré Circus pygargus
Ripisylves												
Allées de platanes												
Zones dégagées (cultures, friches, vignes,...)												
Boisements												
Zones humides												
Décharges												
Pelouses d'altitude												
Vignes bordées de haies												
Buissons												
Dunes sablonneuses												
Rives sableuses des cours d'eau												
Lisière des marais avec des roseaux												
Roselières inondées												
Berges des lacs, étangs et cours d'eau lents, marais												
Steppes												
Conifères												
Marais d'eau douce et salée												
Lagunes côtières												
Champs inondés et rizières												

 milieu habituellement NON fréquenté  
 milieu habituellement fréquenté, mais NON présent dans la zone étudiée  
 milieu habituellement fréquenté ET présent dans la zone étudiée



L'observation a permis de rencontrer de nombreuses espèces d'oiseaux :

- Alouette des champs (*Alauda arvensis*)
- Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*)
- Cisticole des joncs (*Cisticola juncidis*)
- Cochevis huppé (*Galerida cristata*)
- Etourneau sansonnet (*Sturnus vulgaris*)
- Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*)
- Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*)
- Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*)
- Martinet noir (*Apus apus*)
- Moineau domestique (*Passer domesticus*)
- Moineau friquet (*Passer montanus*)
- Pie bavarde (*Pica pica*)
- Pigeon ramier (*Columba palumbus*)
- Serin cini (*Serinus serinus*)
- Tourterelle turque (*Streptopelia decaocto*)
- Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*)

Aucune espèce citée dans la liste de la ZPS n'a été observée. Il est cependant important de préciser que certaines espèces identifiées sont protégées et sont susceptibles de nicher à proximité de la zone.

Des précautions devront donc être prises lors de la réalisation des travaux d'aménagement afin de ne pas détruire des habitats. Par exemple, le Moineau Friquet, espèce en déclin, peut se retrouver au niveau des friches agricoles présentes dans notre zone



## Seconde expertise

Une seconde analyse complémentaire a été réalisée le 29 août 2007 par le bureau d'étude Naturalia, en vue de confirmer les résultats de la première expertise.

L'analyse repose sur les informations du Formulaire Standard de Données (FSD) produit par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (plan d'action pour la Méditerranée, centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées).

### Résultats et qualité du site d'après les habitats

En raison de la proximité des zones anthropisées, les espèces d'oiseaux observées lors des prospections ne concernent que des espèces communes et banales, pour la plupart sans enjeux notables de conservation.

Seules deux espèces observées figurent à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux : deux Bondrées apivores et un Milan noir ont été contactés haut en migration. Il ne s'agit pas d'oiseaux locaux, mais d'oiseaux en transit migratoire qui survolent à cette saison le littoral et poursuivent à travers l'Espagne leur périple jusqu'en Afrique sub-saharienne.

Aucune espèce figurant dans la liste des espèces ayant permis le classement de la ZPS n'a été contactée. Certaines auraient pu l'être si elles avaient été présentes du fait de leur reproduction tardive (émancipation des jeunes de Rollier d'Europe par exemple), ou de leur sédentarité : Outarde canepetière, Alouette lulu,...

Par ailleurs, le site d'étude ne peut absolument pas accueillir la reproduction de la plupart des espèces figurant au FSD du fait de l'absence des milieux propices à leur établissement (espèces des lagunes et marais ainsi que des vastes friches et milieux « steppiques ») comme l'Échasse, le Blongios, l'Alouette calandrelle,...

Les espèces contactées lors des relevés ne concernent donc principalement que des espèces liées aux zones pavillonnaires et urbanisées : Pie bavarde, Serin cini, Étourneau sansonnet, Linotte mélodieuse, Tourterelle turque, Verdier d'Europe, Moineau domestique, Chardonneret élégant, ... Seules la Linotte mélodieuse et la Cisticole des joncs, espèces communes localement sont liées aux milieux agricoles présents, notamment à la vigne.

Espèces	Reproduction / nidification
Rollier d'Europe <i>Coracias garrulus</i>	La saison de nidification se déroule de Mai à Juillet, avec une pointe de la mi-juin à la mi-juillet. <b>Dès la fin Août ou au début de Septembre, il prend ses quartiers d'hiver au sud du Sahara et ne revient que vers la fin Avril.</b>
Circaète Jean-le-blanc <i>Circaetus gallicus</i>	Les Circaètes partent en migration assez tard, <b>entre le milieu et la fin du mois de septembre.</b>
Milan noir <i>Milvus migrans</i>	Période de nidification : avril à juin. Hiverné en Afrique : <b>départ en août-septembre, retour en mars-avril</b>
Bruant Ortolan <i>Emberiza hortulana</i>	Il hiverné en Afrique Tropicale et quitte la France <b>d'août à septembre</b>
Outarde Canepetière <i>Tetrax tetrax</i>	Cette espèce regroupe des individus migrants et sédentaires. Ils se regroupent de manière importante <b>en octobre</b> afin d'effectuer leur départ en migration.
Pipit rousseline <i>Anthus campestris</i>	Le pipit rousseline chante d'une voix forte. Il commence à chanter début avril, à l'arrivée sur son territoire de reproduction, et sa voix ne perd de son intensité que courant juillet. Il quitte la France <b>en juillet-août</b>
Lusciniole à moustaches <i>Acrocephalus melanopogon</i>	La lusciniole à moustaches ne sort pas des marais. Cette espèce est constituée d'individus nicheurs sédentaires et de migrants hivernants. Les nicheurs pourront être observés contrairement aux hivernants.
Blongios nain <i>Ixobrychus minutus</i>	Le Blongios nain arrive en France aux alentours du mois de mai et repart <b>dès le mois d'août-septembre.</b>
Alouette calandrelle <i>Calandrella brachydactyla</i>	La ponte commence à la mi-avril. Normalement, il y a deux couvées par an. Nicheur. Migrant rare. Hivernant occasionnel.
Alouette lulu <i>Lulula arborea</i>	Cette espèce regroupe des individus migrants et sédentaires. Si cette espèce est présente sur le site nous devrions entendre son chant qui est puissant et facilement reconnaissable
Echasse blanche <i>Himantopus himantopus</i>	Non présente sur le site (vit dans des zones humides de type marais)
Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	Il arrive en avril et repart <b>en août septembre</b>



### *Représentativité au niveau fonctionnel et interaction avec la ZPS*

Le site d'implantation de la ZAD n'a pas une grande valeur du point de vue des fonctionnalités globales des peuplements aviaires de la ZPS.

En effet, en raison de la dominance du vignoble, les milieux présents sont peu favorables à la nidification d'espèces d'intérêt patrimonial et aux espèces ayant permis la désignation de la ZPS.

Même si le site peut être ponctuellement intéressant pour des espèces à vaste rayon d'action tel le Milan noir ou le Circaète Jean le Blanc qui peuvent venir chasser ici, en marge de leur territoire, la proximité des habitations autour de la zone d'étude est peu favorable pour ces espèces farouches.

De plus, la zone d'étude est « enclavée » au nord, à l'ouest et au sud par des zones urbanisées ou des infrastructures de type route fréquentée.

L'aire d'étude ne constitue donc pas une zone de passage (ou corridor biologique) pour la faune.

De plus, aucune zone humide n'est située à proximité immédiate de l'aire du projet ; il n'y a donc pas d'intérêt pour les rassemblements d'oiseaux d'eau migrateurs ou hivernants.

Enfin, aucune zone de vaste friche ou steppe n'est non plus localisée à proximité du site du projet

### **Incidences**

Ces études d'incidences avaient pour objectif de mesurer la compatibilité entre la création d'une ZAD prévue (qui pourrait dans l'avenir donner lieu à un projet d'aménagement) au PLU et le maintien des habitats et des populations d'espèces ayant conduit à la désignation du site Natura 2000.

Une première analyse bibliographique laissait présager la présence sur le site d'espèces d'oiseaux à forte valeur patrimoniale, ayant justifié la proposition de site d'intérêt communautaire.

Lors des analyses de terrain, aucune espèce ayant permis le classement de la ZPS n'a été observé.

De plus aucun lien de fonctionnalité n'a été mis en évidence entre la zone prévue pour le projet et la ZPS.

Compte tenu de l'époque d'investigation, une recherche complémentaire a été réalisée pour vérifier si certaines espèces pouvaient avoir déjà migré lors des expertises de terrain.

Le tableau suivant récapitule les périodes de reproduction et de nidification de chaque espèce. Il s'avère que la plupart d'entre elles effectuent leur migration en août, septembre et octobre. On peut affirmer que les deux expertises de terrain ont permis de couvrir pratiquement toutes les espèces protégées.

Le projet n'aura pas d'incidence sur les espèces appartenant à la zone Natura 2000.

### **Mesures**

Compte tenu de l'absence d'incidences, aucune mesure particulière d'accompagnement n'est donc préconisée.

Cependant d'autres espèces communes sont présentes. Il conviendra, dans la planification des travaux, d'éviter le début des travaux (de défrichement notamment) en période de reproduction, entre fin février et fin juillet.

De plus, il faut impérativement éviter tout défrichement du site préalablement au début des travaux.

En effet, un laps de temps de quelques semaines suffirait pour attirer sur les terrains nus, en friche et/ou remaniés des espèces de grand intérêt patrimonial pour lesquelles la ZPS a été désignée (Oedicnème criard, Outarde canepetière, Rollier d'Europe, voire Alouette calandrelle).

### **Conclusion**

Le projet de ZAD de Saint-Anne se trouve au sein de la Zone de Protection Spéciale « Est et Sud de Béziers ».

L'article L. 414-4 du code de l'environnement stipule que les Plans Locaux d'Urbanisme qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements au sein d'une zone Natura 2000 sont soumis à évaluation environnementale de type stratégique (art. R 123-2-1 du code de l'urbanisme) sauf si les études préalables démontrent une absence d'incidence auquel cas seul l'article R 123 - 2 du code de l'urbanisme est applicable.

L'objectif de cette analyse était d'évaluer les incidences du projet sur l'environnement afin de déterminer quel type d'évaluation devait être adopté.

A la lumière des investigations de terrain et de l'analyse des enjeux de conservation de la Zone de Protection Spéciale, il apparaît que le projet ne peut avoir d'incidences sur la conservation des espèces ayant permis sa désignation et n'implique pas d'évaluation environnementale de type stratégique et ce d'autant plus que le site de Sainte-Anne n'est pas ouvert à l'urbanisation et est classé en zone agricole A au P.L.U.

Les études préalables réalisées ont démontré ainsi l'absence d'incidence notable sur l'environnement. Conformément à cette conclusion, le rapport de présentation est donc présenté selon l'article R.123-2 et ne comporte pas d'évaluation environnementale.

## 2.3 URBANISME REGLEMENTAIRE

### 2.3.1 Le Schéma de Cohérence Territoriale

#### 2.3.1. Les prescriptions du SCOT du Biterrois : [source: D.O.G S.C.O.T. du Biterrois]

La Commune de Portiragnes fait partie du Schéma de Cohérence Territoriale du Biterrois regroupant 87 communes réparties en 10 intercommunalités approuvé le 27 juin 2013.

Le Document d'Orientations Générales institue des densités moyennes minimales d'habitat suivant les territoires, afin de renforcer l'efficacité du tissu urbain. Ainsi, le SCOT demande le développement de formes urbaines plus denses permettant d'urbaniser de façon plus économe et durable.

Plus précisément, pour la commune de Portiragnes identifiée comme une commune non centrale, la densité minimale requise est de 14 logements/hectare.

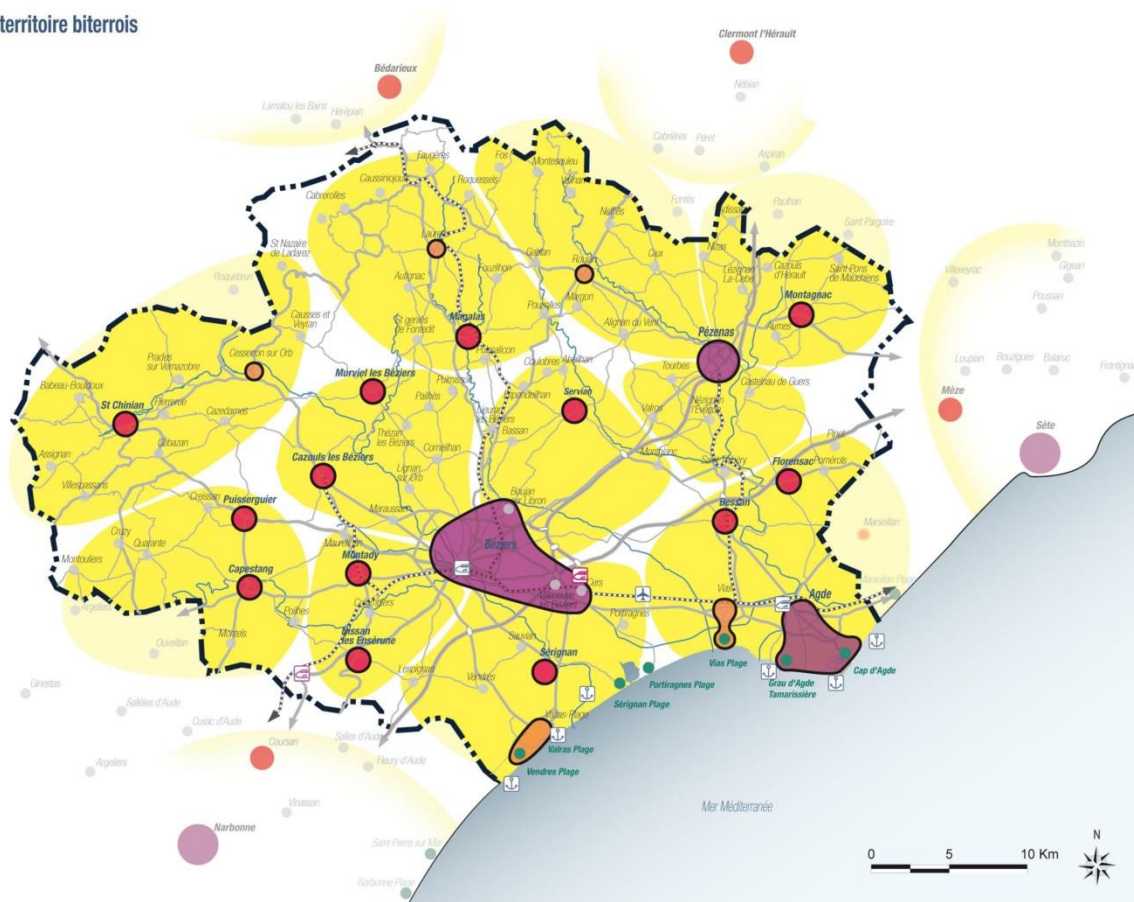
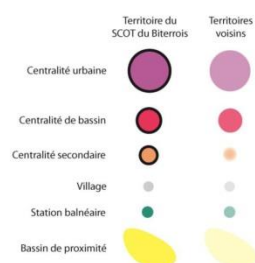
Il convient ici de préciser que la Commune ne comporte qu'une faible densité de logements notamment du fait du développement urbain cantonné essentiellement au type pavillonnaire depuis une trentaine d'année. Ainsi la densité de logements sur la Commune s'élève à 13,8 logt/ha. Il convient de rappeler ici que sur la commune de Portiragnes, 63,4% des logements sont des résidences secondaires.

A titre de comparaison la Commune de Béziers affiche une densité de logements de l'ordre 19,3 logt/ha et Montpellier supporte une densité de l'ordre de 33,8 logt/ha.

	Superficie totale en ha	artificiel	agricole	forêt	Nb logement
Portiragnes	1996	295ha	1389ha	98ha	4 249
		14,8%	69,6%	4,9%	
	13,8 lgt/ha				
Montpellier	5695,95	4277,6ha	1367ha	57ha	154 810
		75,1%	24%	1%	
	33,8 lgt/ha				
Béziers	9519 ha	2122ha	7120ha	277ha	42 862
		22.3%	74,8%	2,9%	
	19.3 lgt/ha				

Sources : DREAL LR et Insee 2012

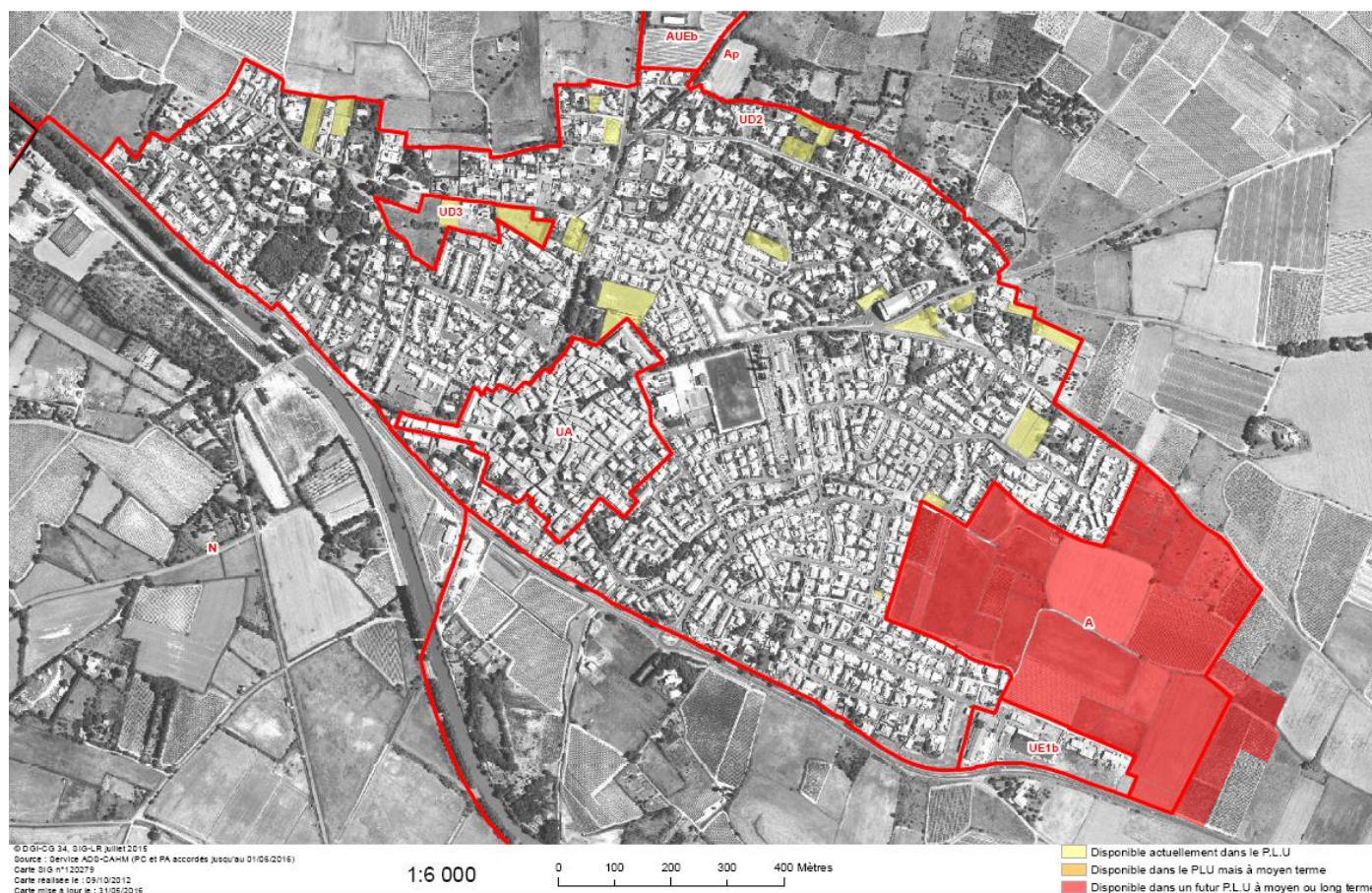
#### SCoT du Biterrois - Structuration du territoire biterrois



### 2.3.2 Le Plan Local de l'Habitat 2011-2016 de la Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée.

La commune de Portiragnes a fait l'objet d'un Programme Local de l'Habitat proposant une politique de l'habitat pour la période 2011-2016 en compatibilité avec le SCOT Biterrois.

Le PLH prescrit des objectifs de construction en matière de logements locatifs sociaux, se traduisant pour la Commune de Portiragnes par la construction de 29 logements par an, dont 30% de logements sociaux, ce qui induit une densité beaucoup plus forte que celle prescrite par le SCOT. Par conséquent, le prochain PLH devrait prôner une densité et un rythme de construction plus faible.



#### Récapitulatif des objectifs chiffrés

	Sur la durée du PLH	Par an	Soit en % du total
Nombre de résidences principales supplémentaire à produire	175	29	100%
Dont en PLUS	39	6-7	23%
Dont en PLAI	13		7%
Dont en reconquête de l'existant	17	3	10%
Dont en construction neuve	158	26	90%
Densité brute de la construction neuve à atteindre	25 logements par hectare		
Nombre d'hectares nécessaires	6 ha		
Nombre d'hectares immédiatement disponibles à l'urbanisation	5,35ha		

#### Priorités Communales particulières

- Favoriser la reconquête du parc vacant (dont le volume augmente) pour limiter la consommation foncière car la ressource disponible est limitée.
- Travailler sur les possibilités d'ouvertures à l'urbanisation et encourager le comblement des dents creuses, notamment par une action foncière appuyée / Travail sur la ZAD et le déblocage éventuel de certaines parcelles.
- Développer l'offre de logements locatifs sociaux, favoriser la mixité de l'habitat, dans un contexte de ralentissement du développement.
- Diversifier les formes urbaines pour atteindre une densité importante de la construction neuve.
- Favoriser la construction neuve en dents creuse (zones UD 2 et 3) et mobiliser les opérateurs sociaux pour travailler sur des opérations d'acquisition-amélioration couplées avec de la construction neuve. Mettre en place les moyens de maîtrise foncière sur les parcelles dans ces zones.
- Maintenir une veille sur le parc de résidences secondaires.



- Poursuivre l'action de lutte contre la cabanisation et notamment la surveillance de nouvelles installations.
- Participer activement au travail sur le logement des travailleurs saisonniers.

#### Moyens à mettre en œuvre par la commune

- Outils d'urbanisme réglementaire dans le cadre du PLU pour favoriser la densité et le logement locatif social:
  - o Exonération de TLE (puis TA)
  - o Emplacements réservés dédiés (totalement ou partiellement) au locatif social.
  - o Autorisation de SurCos (notamment sur les parcelles au sein de la tâche urbaine).
  - o COS adaptés, COS minimum, Versement pour sous-densité à étudier (VSD)
- Contractualiser avec la CAHM dans le cadre de l'action 16 (renforcer le partenariat entre les acteurs et favoriser l'engagement)

#### Principaux sujets de travail partenarial avec la CAHM

- Mettre en adéquation le PLU, projet de ville et outils opérationnels de mise en œuvre du logement social, comblement des dents creuses, ouverture à l'urbanisation de la ZAD, travail sur la densité, etc.
- Participation aux groupes de travail liés à la problématique des saisonniers.

#### Bilan du PLH 2011-2016 : les objectifs ne sont pas atteints

Au regard des objectifs de production de logements voulu par le PLH pour la période 2011-2016 et du nombre de logements autorisés par la municipalité au cours de la même période (cf. page 6 du présent dossier), il est facile de constater que la commune ne remplit pas les objectifs. Sur les 175 logements projetés, seulement 58 ont été autorisés entre 2011 et 2015, soit un retard cumulé de 117 logements. À noter qu'aucun logement collectif n'a été autorisé sur cette même période, ce qui renvoie au fait qu'aucun des logements sociaux prévus dans le PLH n'a été réalisé.

Ce manquement aux objectifs reflète de réelles difficultés dans la mise en œuvre d'une politique publique en matière d'habitat alors que la majorité du foncier en dent creuse identifié au PLH est aux mains de propriétaires particuliers.

Dans ce sens, l'opération d'aménagement du secteur Saint-Anne, par la mise en place d'une véritable action foncière, permettra de rattraper une part du retard accumulé par la commune depuis l'entrée en vigueur du PLH. En effet, aujourd'hui le constat est le suivant : entre 2005 et 2015, 188 logements individuels, dont 51 individuels groupés, ont été autorisés de façon régulière dans le temps. En revanche, seulement 52 autorisations pour des logements collectifs ont eu lieu et sont concentrées sur deux années : 35 autorisations en 2007 et 17 en 2010.

Ces chiffres confirment la tendance de comblement des dents creuses par des projets individuels isolés accentuant l'écart entre le rapport logements individuels/logements collectifs, et donc sociaux, et remettent en question les densités que le prochain PLH prescrira.

#### 2.3.3 Autres contraintes réglementaires.

##### 2.3.4.1 Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre.

Un bruit se caractérise par sa hauteur (grave/aigu), sa durée (bref/long) et son intensité (le niveau, mesuré en décibels). Il faut moins de 30 décibels pour réussir à dormir. Une conversation normale atteint 60 décibels. Dans le monde du travail, le seuil d'alerte pour la santé est fixé à 85 décibels et le seuil de danger, à 90 décibels.

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets n° 95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995 susvisés et à leurs arrêtés d'application.

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte, pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire, et inclus dans les secteurs affectés par le bruit sont les suivants

Catégorie	Secteur affecté par le bruit de part et d'autre	Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB
1	300m	83	78
2	250m	79	74
3	100m	73	68
4	30m	68	63
5	10m	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 «Cartographie du bruit en milieu extérieur», à une hauteur de 5 m au-dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U »

- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, pour les voies en tissu ouvert (distance mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche).

Ces niveaux sonores sont alors augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

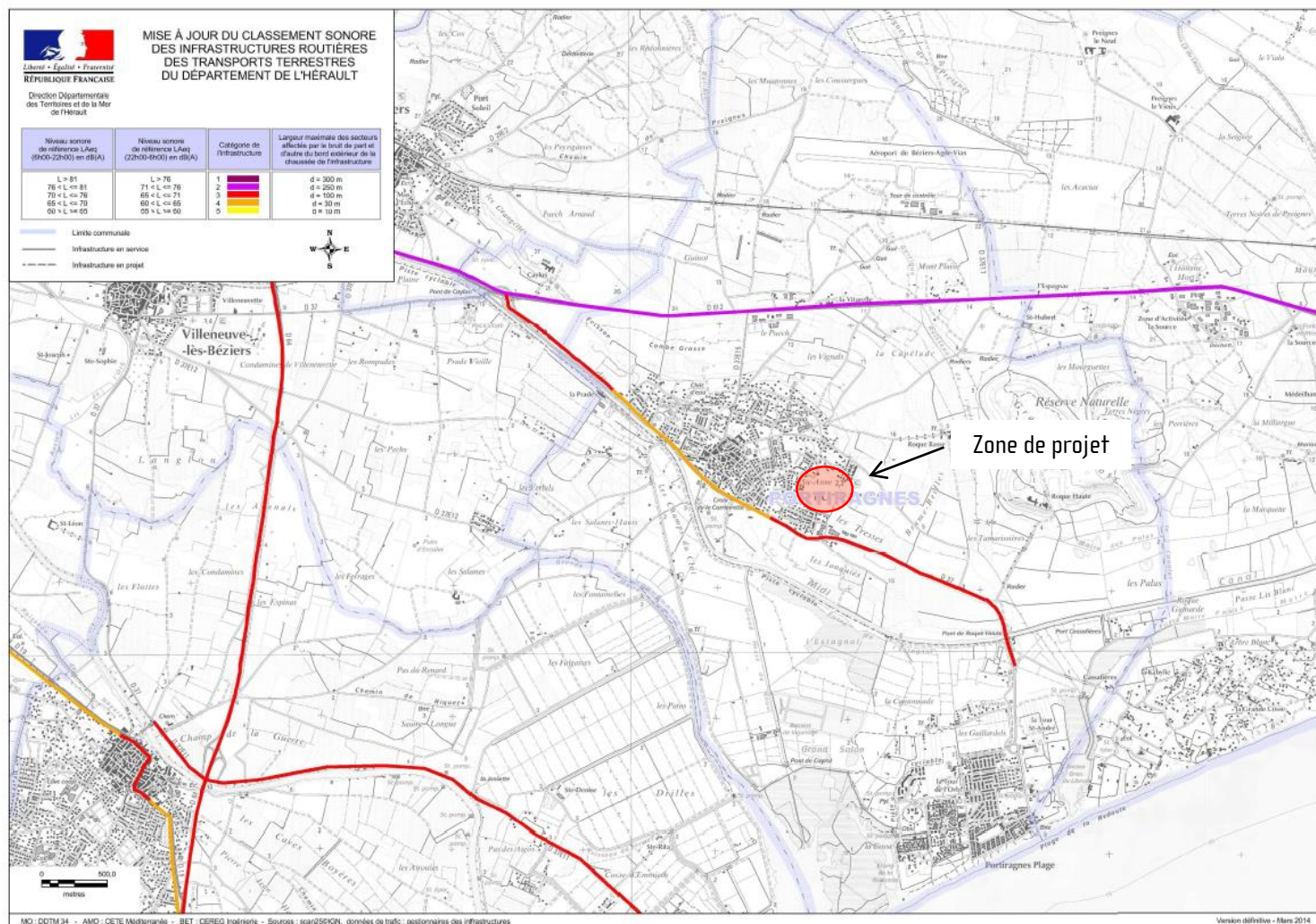
Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

La Commune est concernée par l'arrêté n°2007-01-1068 émanant de la préfecture du Languedoc-Roussillon, cet arrêté précise que les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, à construire dans les secteurs affectés par le bruit, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets n° 95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995 susvisés et à leurs arrêtés d'application.

Le secteur étudié est concerné par le classement sonore suivant :

Nom de l'infrastructure : RD37  
 Commune : Portiragnes  
 Catégorie de l'infrastructure : 3 (de la sortie de Portiragnes jusqu'à 250m après le canal du midi puis de la RD 612 à l'entrée de Portiragnes.)  
 Largeur des secteurs affectés par le bruit : 100 m  
 Catégorie de l'infrastructure : 4 (de l'entrée de Portiragnes à la sortie de Portiragnes.)  
 Largeur des secteurs affectés par le bruit : 30 m

Toute la section sud de l'opération est affectée par ce classement sonore en catégorie 3. La moyenne journalière annuelle sur la RD 37a l'est de Portiragnes s'élevait à 7600 véhicules par jour (source PLU), ce trafic pouvant aller jusqu'à 12595 véhicules en période estivales.





## 2.4 OCCUPATION DU SOL ET AMBIANCE PAYSAGERE

Le site est à l'entrée est de la Commune, cette position géographique et la topographie du site, en forme d'amphithéâtre donnant sur un axe central descendant, donne à voir le fond des parcelles des lotissements en surplomb.

En venant de Portiragnes-plage il est aisé de constater l'urbanisation qui encercle petit à petit les parcelles en zone agricole, transformant ainsi cette zone en véritable cavité urbaine.

Plus globalement la qualité paysagère de cette entrée de ville reste un élément à traiter ; l'opération d'aménagement Saint-Anne devra donc veiller tout particulièrement à marquer véritablement cette entrée de ville.



*Vue du secteur Saint-Anne depuis la RD 37 et Portiragnes-plage*



*Les fonds de parcelles donnant sur le secteur Saint-Anne.*

Entre route et canal la pente des Vignals, la plaine de l'Ardaillou, le massif de Roque-Haute, la pente ouest de la colline du village et la colline des Jonquières forment un paysage d'une exceptionnelle beauté. Des cônes de visions variés permettent d'embrasser ce paysage : de la route nationale, de la partie ouest du canal, des Jonquières, du haut du massif de Roque-Haute ou des carrefours de chemins autour de la croix de Saint-Félix.

De la route nationale, depuis l'accès à l'aéroport jusqu'à la Vitarelle la plaine apparaît encadrée par les collines de Roucaute et Portiragnes, avec pour ligne de fond l'alignement pittoresque de pins d'Alep de la route d'accès à Roque-Basse qui se découpe sur le ciel. On suit à droite le cours du petit fleuve et sa ligne de taillis, qui s'oppose à gauche aux forts alignements de frênes et peupliers du domaine précité et met en valeur la masse boisée de l'affleurement basaltique de Roque-Haute. La ligne des chemins non boisés est à peine perceptible. Le ciel est très présent dans ce décor composé.



*Vue de la Roque Haute depuis le secteur Saint-Anne.*

## 2.5 PATRIMOINE

Le secteur de projet n'est concerné par aucun périmètre de protection de monument historique classé ou inscrit.

### 2.5.1 Archéologie : aspect réglementaire

Les dispositions législatives relatives au régime de l'archéologie préventive sont codifiées au Code du Patrimoine aux articles L 521-1 à L524-16, alors que les dispositions réglementaires sont fixées par le décret du 03 Juin 2004.

Ce dernier fixe le champ d'application des obligations d'archéologie préventive comme lors de travaux réalisés dans les zones définies dans le cadre de la carte archéologie nationale qui inventorie les sites archéologiques.

Les travaux concernent ceux qui sont soumis à permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager et de toute opération de ZAC.

En dehors de ces zones, et en l'espèce, les obligations d'archéologie préventive s'appliquent aux travaux suivants :

-la réalisation de ZAC d'une superficie supérieure ou égale à 3 hectares

-les opérations de lotissements d'une superficie supérieure ou égale à 3 hectares

-les travaux suivants :

1) travaux d'affouillement, nivellement ou exhaussement portant sur une superficie supérieure à 10 000m<sup>2</sup> et une profondeur supérieure à 0,5m ;

2) de préparation du sol ou de plantation d'arbres ou de vignes présentant les mêmes caractéristiques de surface et de profondeur ;

3) d'arrachage ou de destruction de souches ou de vignes sur une surface supérieure à 10 000m<sup>2</sup> ;

4) de création de retenues d'eau ou de canaux d'irrigation portant sur une surface supérieure à 10 000m<sup>2</sup> et une profondeur supérieure à 0,5m ; dans tous les cas, ces travaux doivent faire l'objet d'une déclaration préalable au préfet de région, s'ils ne sont pas par ailleurs soumis à permis de construire ou d'aménager.

-les aménagements et ouvrages non soumis à autorisation d'urbanisme dès lors qu'ils doivent être précédés d'une étude d'impact et qu'ils soient ou non soumis à une autre autorisation administrative.

-les travaux sur immeubles classés monuments historiques

L'Etat est le seul prescripteur des diagnostics et des fouilles.

Le préfet de région est saisi par l'autorité compétente pour instruire le dossier d'autorisation administrative. En l'absence d'autorisation administrative, le dossier est transmis par l'aménageur lui-même.

L'Etat peut édicter 3 catégories de prescriptions archéologiques :

-la réalisation d'un diagnostic

-la réalisation d'une fouille

-la modification de la consistance du projet de travaux.

Les prescriptions de diagnostics doivent intervenir dans le délai de deux mois lorsque le projet est soumis à étude d'impact, à compter de la réception de la demande par les services de la D.R.A.C.

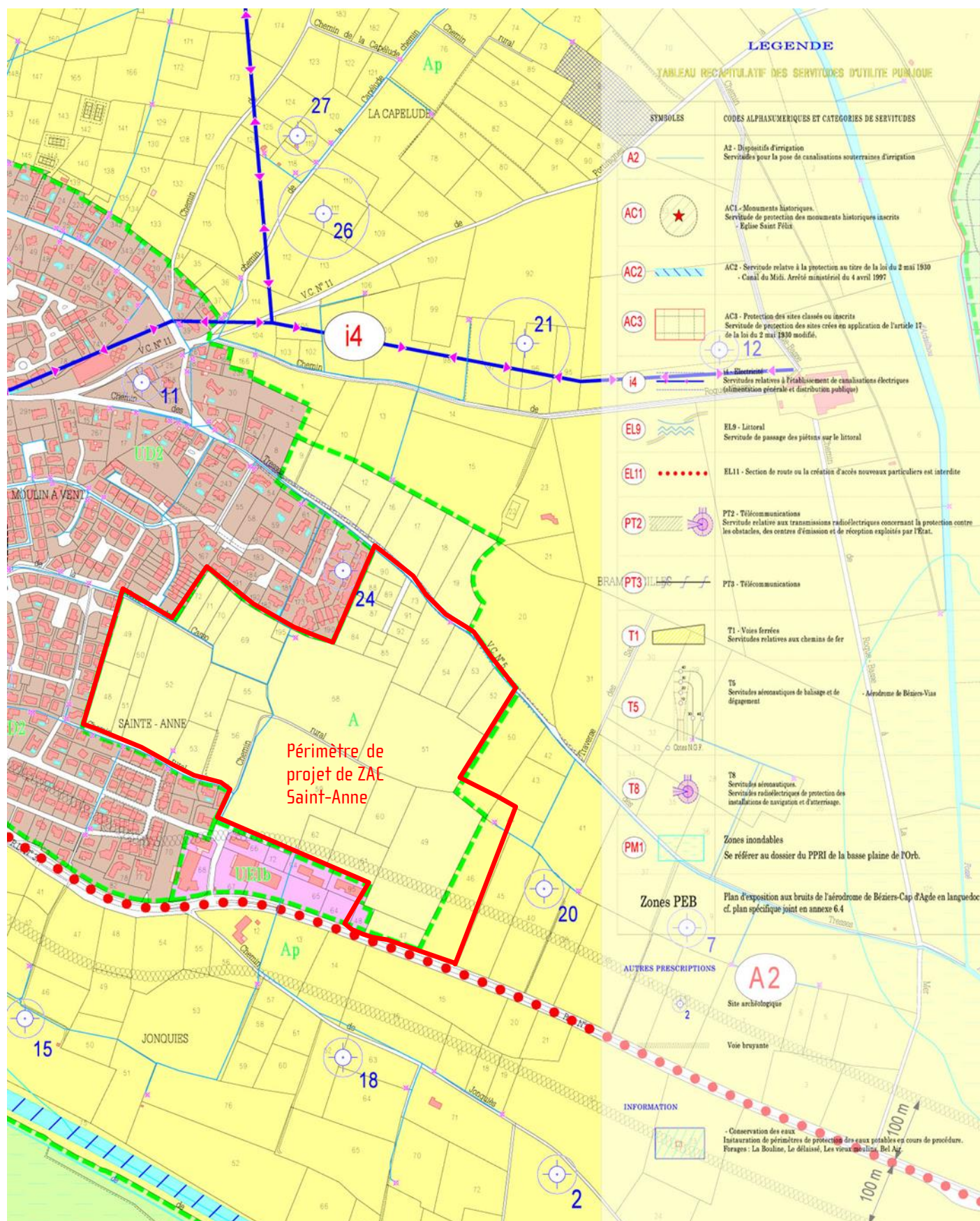
Dans ces mêmes délais, le préfet de région peut faire connaître son intention d'édicter une prescription de fouilles ou demander la modification de la consistance du projet, le contenu de la prescription devant alors être notifié dans le délai de trois mois à compter de la même date. Les prescriptions de fouilles doivent être délivrées dans le délai de trois mois à compter de la réception par la D.R.A.C. du rapport de diagnostic.

À défaut, l'Etat est réputé avoir renoncé à édicter des prescriptions.



## 2.5.2 Sites archéologiques sensibles au droit du projet :

Aucun site archéologique n'est recensé sur le périmètre pressenti de l'opération Saint-Anne (cf carte ci-après)



Carte des servitudes d'utilité publique et positionnement des sites archéologiques sensibles



## 2.6 COMMODITE DE VOISINAGE

### 2.6.1 Les pollutions lumineuses

#### 2.6.1.1 Définition

L'expression « pollution lumineuse » désigne à la fois la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, la fonge (le règne des champignons), les écosystèmes ainsi que les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine.

*Stricto sensu*, l'expression « pollution lumineuse » désigne le phénomène d'altérations fonctionnelles d'écosystèmes par immixtion de lumière artificielle dans l'environnement nocturne, notamment quand cette lumière a des impacts négatifs significatifs sur certaines espèces réputées être des « espèces-clé » (dont par exemple certains insectes nocturnes - papillons, coléoptères, chiroptères, amphibiens...) et au-delà sur l'intégrité éco-paysagère.

La pollution lumineuse a comme source physique :

- la lumière artificielle perdue ou réfléchie, émise par des sources fixes et permanentes telles que les luminaires des villes, des ports, des aéroports, des parkings, routes, et autres voies de transport, des installations industrielles et commerciales, publicitaires, des locaux et bureaux éclairés la nuit et dont les parois vitrées et fenêtres ne sont pas occultées, par les phares des littoraux, etc...
- des sources mobiles comme les phares de véhicules ; elles y contribuent également pour une part encore difficile à mesurer, mais qui ne devrait pas être sous-estimée, étant donné l'importance du phénomène dit de *Roadkill* (mortalité animale sur les routes).
- très localement, des canons à lumière et éclairage lasers, qui peuvent aussi avoir des impacts sur certaines espèces.

#### 2.6.1.2 Aspect réglementaire

La Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle 2 créé dans son article 173 un nouvel article au Code de l'Environnement relatif à la prévention des nuisances lumineuses.

Ainsi le titre VIII du livre V du code de l'environnement est complété par l'article L. 583-1 au chapitre III et est ainsi rédigé :

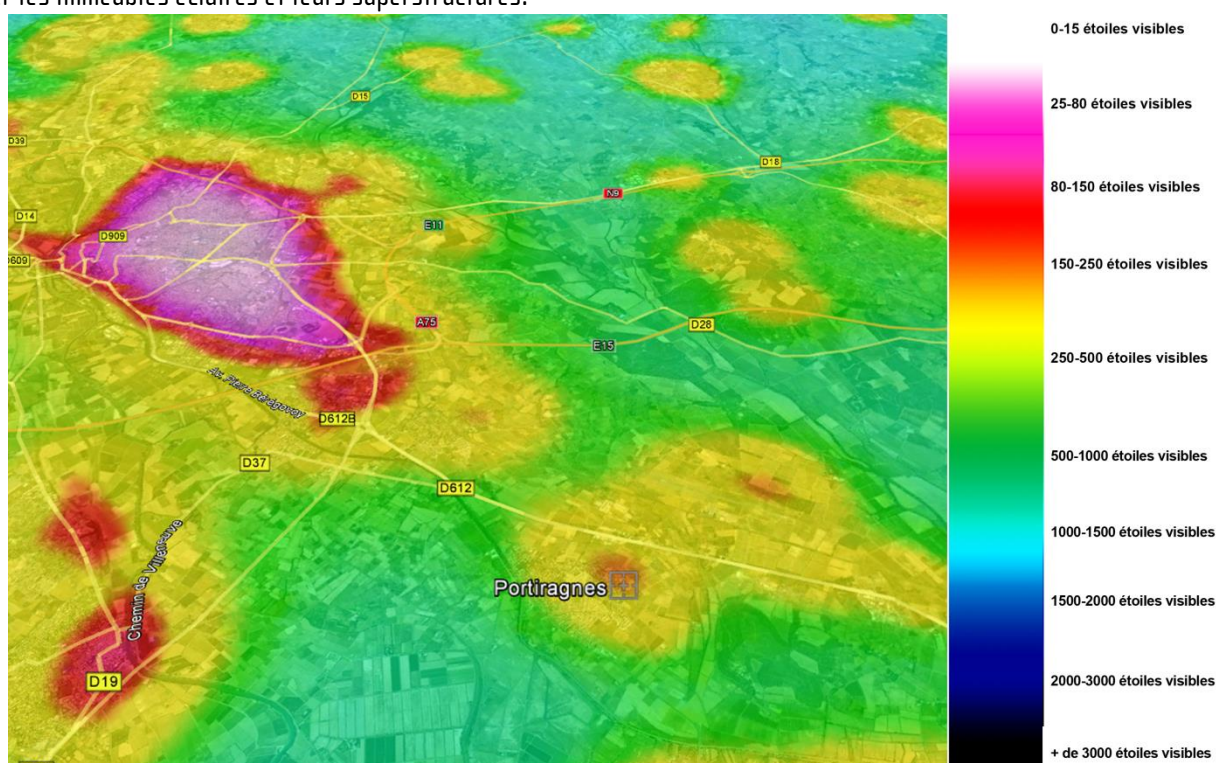
*« Pour prévenir ou limiter les dangers ou trouble excessif aux personnes et à l'environnement causés par les émissions de lumière artificielle et limiter les consommations d'énergie, des prescriptions peuvent être imposées, pour réduire ces émissions, aux exploitants ou utilisateurs de certaines installations lumineuses, sans compromettre les objectifs de sécurité publique et de défense nationale ainsi que de sûreté des installations et ouvrages sensibles.*

*Les installations lumineuses concernées sont définies par décret en Conseil d'Etat selon leur puissance lumineuse totale, le type d'application de l'éclairage, la zone d'implantation et les équipements mis en place ».*

Les décrets à venir devraient préciser les réels objectifs de ce texte.

#### 2.6.1.3 Les conséquences possibles :

Sur la Faune : les espèces les plus visiblement touchées sont les oiseaux migrateurs. Leur sens de l'orientation est basé sur la vision, mais aussi sur la perception du champ magnétique terrestre, mais aussi la position des étoiles. Ce sens inné est perturbé par l'exposition à l'éclairage nocturne, notamment le long des littoraux et des grandes agglomérations. Les oiseaux peuvent heurter les immeubles éclairés et leurs superstructures.



Un nombre important d'insectes, attirés par la lumière, sont directement tués par les ampoules non protégées, sont mangés par des prédateurs (chauve-souris le plus souvent) qui les trouvent ainsi plus facilement, ou sont victimes de mortalité animale due aux véhicules (*roadkill*), qui engendre un déséquilibre de la chaîne alimentaire animale.

Sur la Flore : Des effets néfastes indirects (et peut-être directs) sont décrits (ou soupçonnés) sur les plantes qui peuvent moins se « reposer » la nuit et effectuer une photosynthèse normale, malgré un allongement de la durée du feuillage.

Sur la santé humaine : selon un communiqué du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer la lumière artificielle pourrait être l'un des facteurs à l'origine de l'augmentation de l'incidence des cancers. "Sous l'effet de la lumière artificielle, l'épiphyse (petite glande située dans le cerveau) diminue nettement la production de mélatonine - également appelée "hormone du sommeil" - dont les bienfaits seraient multiples : anti-vieillesse, frein au développement des tumeurs, stabilisateur de la tension, maintien de la libido..."

Enfin notons que l'enquête « énergie et patrimoine communal » datant de 2005 et réalisée par l'ADEME, relève que l'éclairage public et la signalisation forment le premier poste de consommation d'électricité auprès des communes (47% de la consommation d'électricité) soit 20% du budget total en énergie d'une commune. Ainsi à la dépense consacrer à l'énergie a fait un bond de 19,3 % entre 2000 et 2005 alors qu'elle n'avait augmenté que de 3,4 % entre 1995 et 2000. La hausse des prix des combustibles et des carburants a régulièrement de sérieux effets sur le budget énergie des communes.

La carte page précédente tente de rendre compte de la pollution lumineuse pour une heure donnée à 23h l'hiver, avec 85° d'humidité. Les grandes routes (autoroutes, nationales) de par le passage des voitures et de leurs éclairages embarqués sont systématiquement comptabilisées comme source de pollution lumineuse

## 2.6.2 Les nuisances olfactives

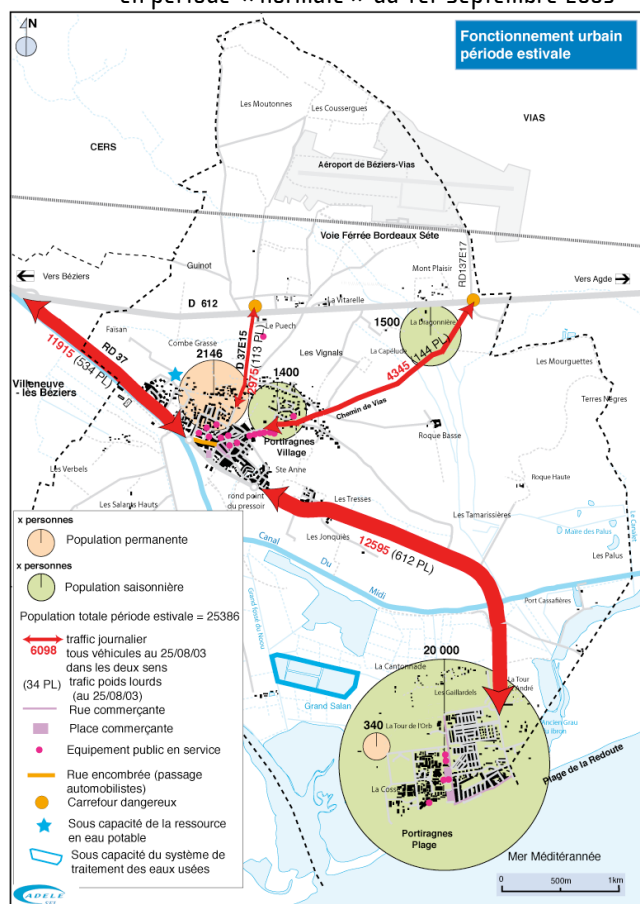
Aucune source olfactive particulière, permanente ou temporaire, n'affecte la zone de projet.

## 2.6.3 Trafic routier au droit de l'opération

L'accueil de nouvelles populations et le développement touristique de la commune a induit une augmentation du nombre de véhicules transitant sur Portiragnes. Cette tendance va se renforcer et l'augmentation du nombre de véhicules est estimée à une centaine de véhicules par an dans les années à venir.

Des comptages ont été réalisés en 2003 (dernières données disponibles) sur quatre sections routières communales et donnent une idée très précise du trafic sur ces voies :

- en période estivale au 25 Août 2003
- en période « normale » au 1er Septembre 2003





Deux précisions sont à noter :

- La section qui comptabilise les flux en direction de la plage commence à partir du rond-point du pressoir, ce qui signifie qu'une partie de ces flux concerne les habitants de Portiragnes qui rejoignent leur lieu de résidence notamment dans le quartier St Anne qui se trouve entre le rond-point du pressoir et Portiragnes-plage.
- Les comptages du trafic poids lourds incluent les caravanes et campings cars. On peut donc considérer, dans le cas d'une commune littorale, que la majorité des flux poids lourds sont constitués par ces types de véhicules et que les chiffres des comptages poids lourds sont surestimés.

Cette étude permet de mettre en évidence le rôle principal que joue la RD37 dans la desserte du village et de Portiragnes-plage. La section entre l'entrée de ville sur la RD37 et le village est fortement empruntée. En période estivale, on y comptabilise 6347 v/j en direction du village et 5568 v/j en direction de la RD612 soit 11915 véhicules par jour.

Au 1er Septembre, sur cette même section, on observe une diminution du trafic de 25%, mais elle devient la section la plus empruntée hors période estivale avec 8850 véhicules par jour (les deux sens comptabilisés).

La section entre le rond-point du pressoir et les plages est la plus empruntée en période estivale avec 12595 véhicules par jour (les deux sens comptabilisés). Sur cette section, le nombre de poids lourds est surestimé et correspond au passage des campings cars et caravanes.

Aussi, la diminution du trafic entre la période estivale et le 1er Septembre est plus marquée sur cette section avec une baisse de 40%.

L'étude permet ainsi de prendre conscience du poids que représente le trafic transitant par le petit chemin de Vias qui est équivalent dans le sens Portiragnes-village-RD612 et RD612/Portiragnes- Village.

On comptabilise journalièrement sur ce chemin environ 2170 véhicules en Août et environ 1100 véhicules au 1er Septembre soit une diminution de près de la moitié du trafic entre les deux périodes.

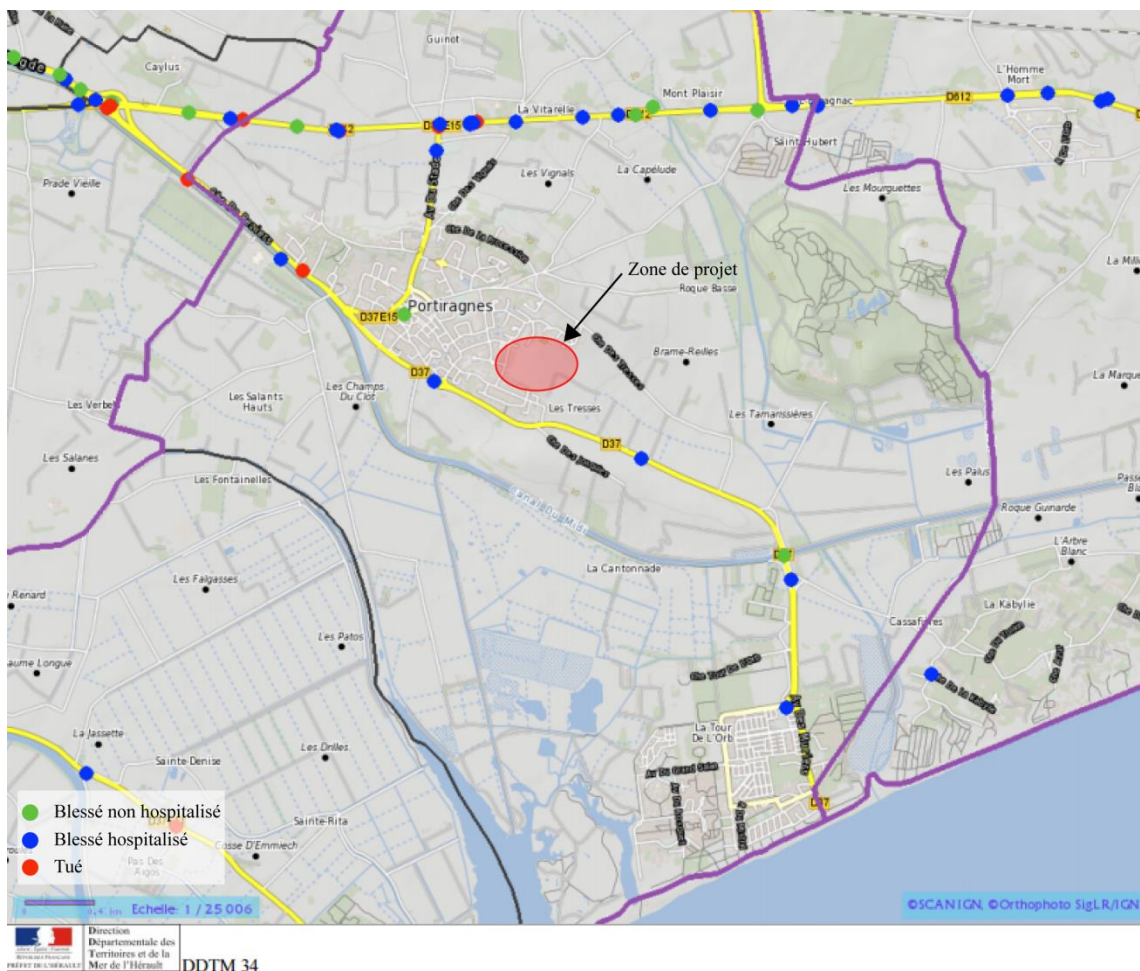
Enfin, la RD37E15 est plus empruntée dans le sens village / D612 (environ 1760v/j au 25/08/03 et 1240 au 01/09/03) que dans le sens inverse (respectivement 1240 et 935 v/j).

Le chemin de Vias a un poids plus important en terme de flux que la RD37E15 (les flux y sont 1,7 fois plus importants), il est pourtant largement sous dimensionné (deux voitures s'y croisent difficilement) et le carrefour avec la RD612 est dangereux. Il est essentiellement emprunté par les habitants de Portiragnes et les « locaux ».

Cependant la différence de trafic entre ces deux sections est moins marquée au mois de Septembre par rapport à la période estivale.

Enfin notons qu'au vue de la fréquentation de la RD 37, cette route se montre relativement peu accidentogène : (accidents de 2007 à 2015)

- 2 accidents mortels
- 5 hospitalisations
- 1 accident classique



### 3. MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA REVISION SIMPLIFIEE DU PLU

Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur classe le secteur en zone agricole :

Il s'agit d'une zone de richesse économique et paysagère dans laquelle les terrains doivent être réservés à l'exploitation agricole. Le nord du territoire communal est ainsi en zone A ainsi que les bâtiments du domaine de Roque-Haute et la « dent creuse » de Sainte-Anne / Les Tresses.

Il est toutefois intéressant de souligner que dans le cadre de l'élaboration du PLU le Projet d'Aménagement et de développement Durable identifie le secteur Saint-Anne comme une zone à aménager en réalisant une opération associant logements, équipements et services dans une recherche harmonieuse de mixité urbaine et sociale. L'objectif est que cette opération soit non seulement réalisée avec une véritable qualité architecturale et paysagère, mais également qu'elle soit reliée au centre du village pour continuer à créer un lien social et culturel.

L'urbanisation du secteur est donc programmée dans le cadre du PADD, mais cela reste sans suite dans la traduction réglementaire des orientations d'aménagements de la Commune.

La présente révision simplifiée a donc pour objet principal de permettre l'urbanisation du secteur dans le cadre d'une opération d'initiative publique type Zone d'Aménagement Concerté.

Le règlement proposé aura donc pour finalité de cadrer les exigences de la Commune afin de permettre le développement d'un projet qui puisse répondre aux enjeux communaux et intercommunaux en termes de logements et d'équipements publics.

Les modifications apportées au PLU portent à la fois sur les pièces graphique (zonage uniquement), le règlement et les orientations d'aménagement. Le PADD reste identique.

Le règlement des zones A et Ap reste inchangé dans le cadre de la réalisation de la ZAC, seule la superficie de ces zones est réduite.

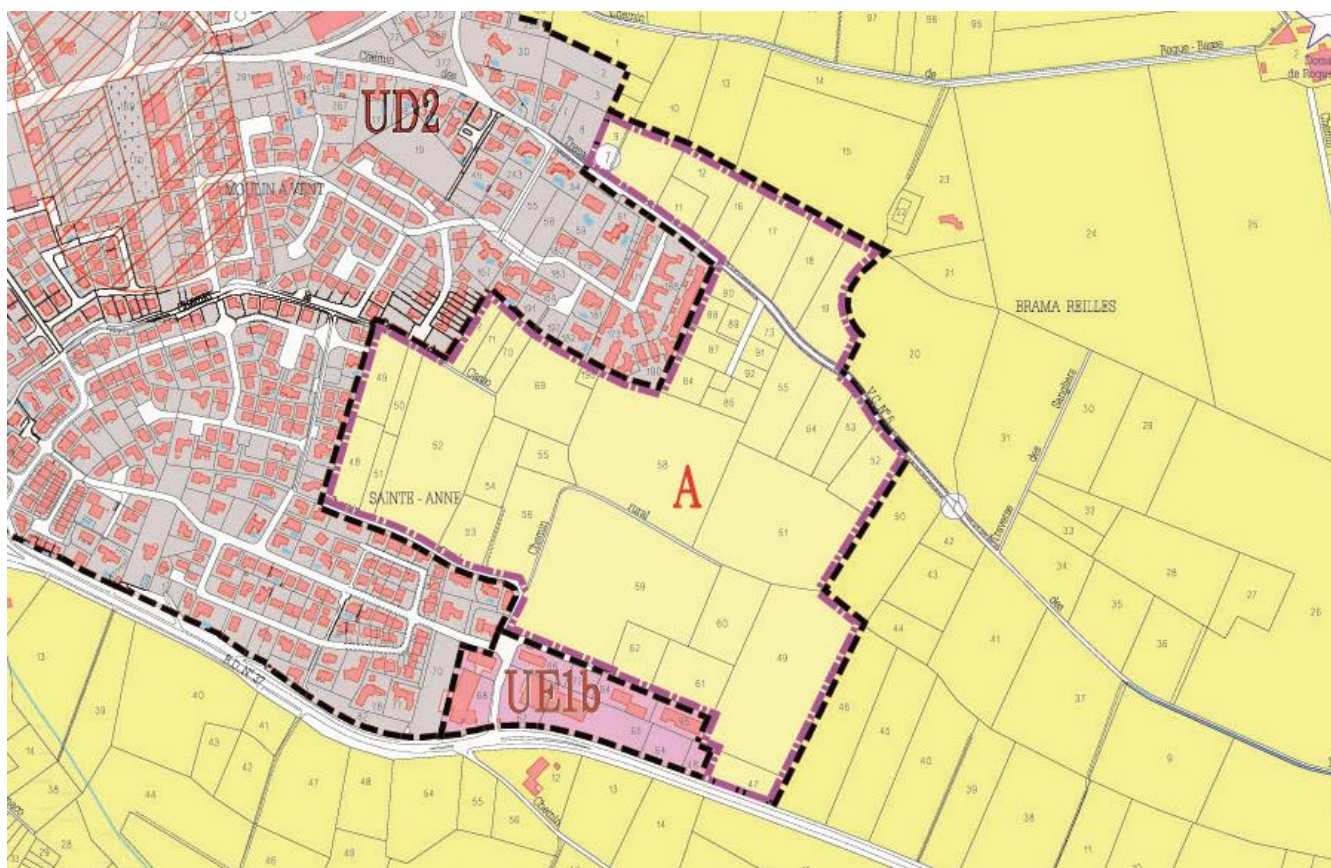
Une zone 1AU est créée. Il s'agit d'une zone naturelle insuffisamment ou non équipée dont l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée par une initiative publique, dans le cadre d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

Cette zone est située à l'est de la commune. Elle recoupe principalement le périmètre de la ZAC Saint-Anne. Elle a pour vocation principale de réaliser un quartier de logements équilibré en termes de typologie la zone développe aussi des équipements publics ou d'intérêt collectif.

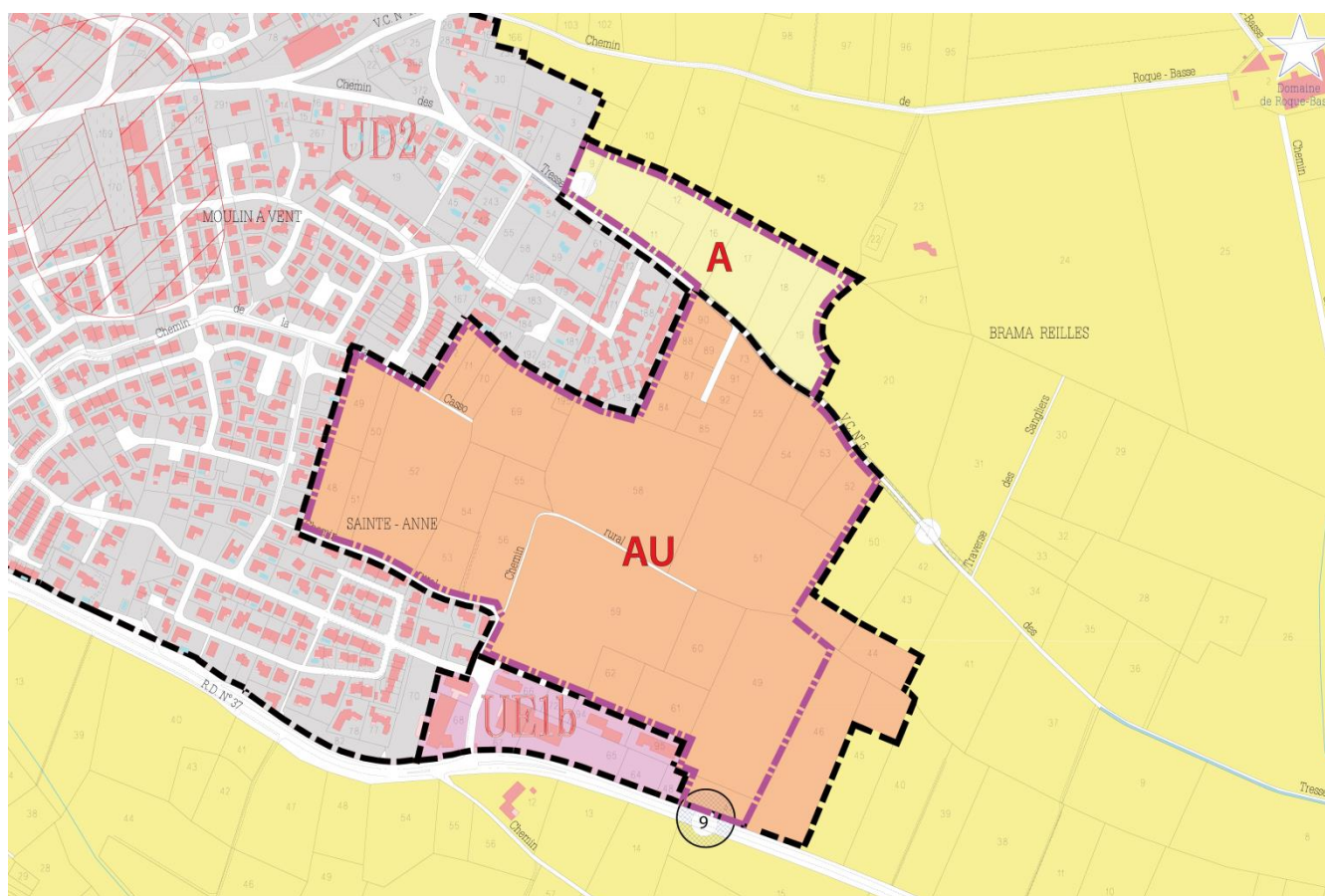
Bilan des surfaces après révision simplifiée :

Zones	PLU en vigueur		PLU après révision simplifiée	
U	288,57 ha		288,57 ha  Répartition inchangé	
	UA	8,65 ha		
	UD1	11,09 ha		
	UD1a	5,48 ha		
	UD1b	13,35 ha		
	UD1c	14,02 ha		
	UD1e	13,69 ha		
	UD1f	5,51 ha		
	UD2	104,45 ha		
	UD3	1,85 ha		
	UE1a	5,14 ha		
	UE1b	2,70 ha		
	UE2	74,33 ha		
	UE3	1,85 ha		
	UL	26,46 ha		
AU	8,42 ha		32,11 ha (+23,69ha)	
	AUEa	5,92 ha	AUEa	5,92 ha
	AUEb	2,50 ha	AUEb	2,50 ha
A	851,14 ha		827,45 ha (-23,69ha)	
	A	365,76 ha	A	344,18 ha
	Ap	485,38 ha	Ap	483,27 ha
N	846,17 ha		846,17 ha	
Total	1994,3 ha		1994,3 ha	





Zonage en vigueur



Zonage après révision simplifiée



## 4. INCIDENCE DU PROJET

La révision simplifiée a pour objet de modifier le PLU afin de permettre la réalisation de la ZAC Saint-Anne, il convient donc de se reporter à l'étude d'impact et ses annexes pour l'analyse détaillée des impacts et des mesures.

## 4.1 IMPACTS SUR LE MILIEUX PHYSIQUE

### 4.1.1 Le climat

En raison de sa nature, le projet n'aura aucune conséquence négative sur le climat local.

### 4.1.2 La qualité de l'air

En raison de sa nature, le projet n'aura aucune conséquence négative sur la qualité de l'air.

En outre le traitement à ciel ouvert des eaux de pluie permettra d'améliorer l'humidité de l'air.

Par ailleurs la création des voiries, des cheminements piétons et des espaces verts s'accompagnera de la plantation d'essences végétales, non allergène, contribuant à l'amélioration du couvert végétal de la zone et ainsi de la qualité de l'air.

### 4.1.3 La topographie

Le projet envisagé s'adapte à la topographie du site et ne la modifiera que ponctuellement pour des besoins de terrassement.

### 4.1.4 Géologie

Le sous-sol ne sera pas impacté par le projet.

Une étude de sol en phase de réalisation devrait permettre de confirmer la nature du sous-sol et d'estimer le potentiel de développement de l'énergie géothermique du site.

### 4.1.5 Hydrologie

A ce stade de l'étude et en première approximation, les calculs sont basés sur un volume de compensation correspondant à 120 litres par m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée.

Les surfaces imperméabilisées représentent 10,64 ha ce qui demande la mise en œuvre de 12 800 m<sup>3</sup> de volume de compensation.

Ce volume de compensation est obtenu par la mise en œuvre de bassins aériens situés en partie basse de la zone.

## 4.2 IMPACTS SUR LE MILIEUX NATURELS

Le site de projet se compose de friches, de vignes et de champs de céréales.

Aucune zone de protection réglementaire n'est recensée sur le site et dans son environnement immédiat.

La création de noues et de bassins, la plantation d'essences végétales nouvelles adaptées au site créeront une trame verte et bleue au sein du périmètre de projet et participeront à la biodiversité. Des continuités écologiques seront ainsi assurées.

## 4.3 IMPACTS SUR LE MILIEU HUMAIN

De par la création d'environ 380 nouveaux logements sur la Commune de Portiragnes, le projet de ZAC aura un impact grandement positif sur le parc global de logements. Il offrira de plus une mixité sociale et intergénérationnelle intéressante ainsi que des équipements publics de qualité, créant ainsi un véritable espace de vie.

Les Surfaces Agricoles Utiles impactées représentent environ 8 hectares soit 1% de la SAU totale de la Commune. L'impact sur les activités agricole reste donc très faible.

## 4.4 IMPACTS SUR L'URBANISME REGLEMENTAIRE

Le projet respecte les prescriptions du Schéma de Cohérence Territoriale du biterrois ainsi que celles du son PLH de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée. A noter que la commune accumule d'ores et déjà un retard de production de 46 logements par rapport aux objectifs fixés par le PLH pour la période 2011 – 2016.

La révision simplifiée du PLU doit aboutir à l'ouverture à l'urbanisation du site dans le cadre d'une opération de ZAC.

Par ailleurs le projet du fait de sa conception prend en compte les contraintes sonores liées à la RD 37 au sud du secteur en prévoyant sur la zone affectée par le bruit des équipements sportifs qui viendront stopper le bruit et octroyer ainsi aux zones d'habitations un cadre de vie plus tranquille.

### 4.4.1 Le niveau sonore

Compte tenu de l'aménagement projeté qui viendra limiter les vitesses de circulation, les émissions sonores produites par le projet seront négligeables.

Par ailleurs la conception du projet intègre notamment les nuisances sonores de la RD 37. En effet, l'implantation du complexe sportif en première ligne vis-à-vis de cette dernière atténuera l'ambiance sonore au sein même de l'opération.

## 4.5 IMPACTS SUR LES RESEAUX

L'ensemble des réseaux devra être amené à la future ZAC puisque la majorité des terrains ne sont pas équipés à ce jour.

### 4.5.1 Le trafic routier

Le trafic routier généré par l'opération d'aménagement implique la création d'un giratoire d'entrée de ville. Ce giratoire aura vocation de sécuriser l'accès au secteur et de casser la vitesse des véhicules venant de Portiragnes –plage.

## 4.6 IMPACTS SUR LE PAYSAGE

La zone correspond actuellement à un paysage agricole sur fond de zone urbaine. La création du quartier de Saint-Anne marquera le passage à un paysage plus urbain dans lequel il s'agira d'intégrer la nature à travers la réalisation des bassins de rétention.

L'aménagement du secteur fera l'objet d'un soin particulier quant au traitement paysager, notamment par un maillage en mode doux et la création de nombreux espaces vert.

## 4.7 IMPACTS SUR LE PATRIMOINE

Néant

## 4.8 IMPACTS SUR LES COMMODITES DE VOISINAGE

### 4.8.1 Les pollutions lumineuses

Les émissions lumineuses issues de la ZAC seront classiques : éclairage des voies publiques, des espaces piétons et cyclables et des places publiques. Aucun monument particulier ne sera à mettre en valeur par un jeu de lumière.

Des mesures seront prises pour limiter les pollutions lumineuses :

- réduction de la lumière émise en direction du ciel
- réduction de la sur-illumination
- réduction de l'éclairage public sans pour autant réduire la sécurité des usagers.

### 4.8.2 La gestion des déchets

L'opération d'aménagement engendrera des déchets supplémentaires qu'il s'agira de traiter. En ce sens il est préconisé d'implanter des bornes de collecte en concertation avec le SICTOM.

Par ailleurs, le projet doit inciter les futurs usagers à changer leur comportement de consommateur en réduisant leurs déchets. Il pourra donc être proposé d'équiper chaque logement, disposant d'un jardin suffisamment grand (supérieur à 300m), d'un composteur individuel.

### 4.8.3 L'aspect olfactif

Néant